

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- **Le parti de classe prolétarien face à la crise économique actuelle du capitalisme mondial** 1
- **Histoire de la Gauche communiste.** 10
 - **La scission en Italie et le mouvement communiste international**
 - **Le VKPD devant la scission de Livourne**
 - **La réplique de la «Gauche italienne»**
- **Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (3)** 21
- **Propriété et capital (4).
Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain** 27
- **Notes de lecture:**
 - **Les débuts du communisme en Turquie.
*Enternasyonalist Komunist Sol (International Communist Current):
«Left Wing of the Turkish Communist Party: 1920-1927»*** 32
 - **Michel Naumann: « M.N. Roy (1887-1954) - Un révolutionnaire indien et la question de l'universel »** 43
 - **A propos de Riazanov. Précisions** 45
- **Thèses supplémentaires sur la question nationale et coloniale adoptées au Second Congrès de l'Internationale Communiste (juillet 1920)** 46

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique du
Parti Communiste International
ISSN - 0033-037 X

Administration et diffusion :

Editions Programme - 3 rue Basse Combalot - 69007 Lyon - F

Prix au numéro: 4 €, 8 FS, £ 3, 1000 CFA, USA + Cdn US \$ 4,
Amérique latine US \$ 2 - **Abonnement simple:** Le prix de 4
numéros - **Abonnement de soutien:** Pour 4 numéros: 40 €, 80 FS,
£ 20, 8000 CFA, USA + Cdn US \$ 40, Amérique latine US \$ 10

Paiement par mandat ou chèque:

A l'ordre de **DESSUS**,

Toute correspondance doit être envoyée à l'adresse
des Ed. programme ci-dessous.

CORRESPONDANCE

France : Editions programme - 3 rue Basse Combalot
69007 Lyon

Suisse : Editions programme - Ch. de la Roche 3
1020 Renens

Italie : Il Comunista - C.P. 10835 - 20110 Milano

E-MAIL

leproletaire@pcint.org
ilcomunista@pcint.org
proletarian@pcint.org
elprogramacomunista@pcint.org

SITE INTERNET DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

www.pcint.org

Lisez, diffusez, soutenez
la presse internationale du parti ! **Souscrivez !**

« le prolétaire » - Journal bimestriel

Le numéro: 1 €, 3 FS, £ 1, 350 CFA
Abonnement annuel (5 numéros): 7,5 €, 30 FS / £ 10 / 1500 CFA -
Abonnement de soutien: 15 €, 60 FS / £ 20 / 3000 CFA

« il comunista » - Journal bimestriel en italien

Le numéro: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abonnement: 8 €, 25 FS, £ 6 -
Abonnement de soutien: 16 €, 50 FS, £ 12

«el programa comunista» - Revue théorique en espagnol

Le numéro: 3 €, 8 FS, £ 2 / 20 Krs. / America latina: US \$ 1,5 /
USA et Cdn: US \$ 3 - **Prix de soutien, le numéro:** 6 €, 16 FS, £
4 / 40 Krs. / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6

«Proletarian» - Supplément en anglais à «le prolétaire»

Le numéro: 1 €, £ 1, 3 CHF.

Imprimés par nos soins.

PROGRAMME COMMUNISTE

Theoretical Review in french of the International Communist Party
Editorial office: Editions Programme
3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon - F

Payment by eurocheck or international money order to: DESSUS
All correspondence should be sent to the above address.

49^e ANNEE Juin 2006 N° 99

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

• L'Unité de l'Europe bougeoise:
une illusion anti-prolétarienne réactionnaire 1

le prolétaire

organo del partito comunista internazionale

M2414 - 480 - 1 €

No 480
Mars - Juin 2006
60 pages, 100x140 mm, 120 g.

Les articles de ce numéro ont été publiés dans le journal de la lutte

pour l'organisation indépendante de classe

Les leçons des luttes du printemps

Le prolétaire

Il comunista

Il proletario

Proletarian

el programa comunista

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

«le prolétaire»

«il comunista»

«el programa comunista»

«Proletarian»

Le parti de classe prolétarien face à la crise économique actuelle du capitalisme mondial

La perspective solide et monolithique de la lutte révolutionnaire historique du prolétariat mondial sous la direction du parti de classe, pour la conquête du pouvoir politique, la destruction de l'Etat bourgeois et la transformation de l'économie capitaliste en économie socialiste, est la seule qui peut en finir avec une société orientée toute entière vers la production et la reproduction du capital au moyen de l'extorsion systématique de plus-value par l'exploitation toujours croissante de la force de travail salariée de tous les pays.

1. Comme toutes les crises financières les plus importantes des dernières décennies, la crise financière actuelle a touché le monde entier: partie des Etats-unis en juillet-août 2007, elle s'est ensuite étendue à l'Europe et à l'Asie jusqu'à frapper violemment le système financier international en octobre 2008. Elle n'a pas encore fini de produire ses ravages, d'autant plus que les premiers problèmes sérieux de l'économie productive n'ont commencé à apparaître qu'en juillet. Tous les experts bourgeois ont commencé alors à constater la *récession économique* redoutée - par eux - c'est-à-dire la baisse de la production en général et de la production industrielle en particulier.

A la différence des crises précédentes, la crise actuelle s'est caractérisée jusqu'ici par une évolution lente, mais **inexorable**. Pour se limiter aux vingt dernières années, le krach de 1987 avait fait le tour du monde en 24 heures; et des crises moins graves comme l'éclatement de la bulle des Nouvelles Technologies en 2001 ou celle provoquée par la krach de la bourse de Moscou ou celui des «dragons asiatiques» à la fin des années 90 avaient connu un développement accéléré.

En raison de l'importance de Wall Street pour la finance internationale, il est compréhensible qu'une crise qui éclate à New York se répercute dans le monde entier; cela n'est pourtant pas toujours le cas: des crises financières sont restées confinées aux Etats-Unis, comme celle des Caisses d'Epargne dans les années Reagan ou lors de la faillite d'un *Hedge Fund* (Long Term Capital Management) en 1998.

La lenteur avec laquelle s'est développée la crise financière actuelle est bien décrite par la série d'événements suivants: la première grosse secousse eut lieu aux Etats-Unis à l'été 2007 avec la fameuse bulle des prêts dits *subprime* qui avaient été placés dans les banques du monde entier; le deuxième à l'automne en Grande Bretagne avec la faillite de la banque Northern Rock (provoquant la première panique bancaire en Angleterre depuis 80 ans!) et en Allemagne; puis au début de 2008 il y eut une chute des bourses mondiales en même temps que de fortes pertes de la Société Générale française à la suite de spéculations sur le marché allemand; en février, mars les difficultés financières américaines débouchèrent sur la faillite de la banque Bear Stern avant d'arriver à l'été 2008 à la faillite de Lehman Brothers et au sauvetage in extremis de divers établissements.

A toutes les «étapes» de cette crise les banques cen-

trales et les gouvernements sont intervenus de façon répétée pour limiter sa gravité et arrêter son extension. S'ils n'ont pas réussi à empêcher son développement, ils ont cependant pu la retarder et amortir ses effets les plus dévastateurs sur l'économie productive (la dite «économie réelle») pendant une année: aujourd'hui la récession reste encore contenue.

A partir de septembre-octobre on a assisté à des interventions étatiques sans précédents par leur importance et leur fréquence, aux Etats-unis, en Grande Bretagne, en Irlande, en Allemagne, en Hollande, en Belgique et en France. Comme toujours aux partisans de l'intervention de l'Etat font pendant des représentants du monde financier international qui s'y opposent au nom de la liberté de l'entreprise et du marché; beaucoup de commentateurs et d'«experts» sont allés jusqu'à parler de fin du capitalisme ou de l'économie de marché et à appeler à une «refondation du capitalisme». Presqu'unaniment les protagonistes de la crise insistent sur le besoin de règles plus fermes et mieux observées pour éviter la *dérégulation* qui selon eux a été la cause des problèmes actuels. Mais de tels remèdes n'ont servi à rien dans les grandes crises précédentes (que ce soit 1929, 1975 ou 1987) et ils ne serviront pas davantage aujourd'hui parce que la cause des crises capitalistes ne se trouve pas dans la cupidité des financiers ou dans la non observation de réglementations: la cause des crises réside dans le capitalisme lui-même, dans la nécessité qu'il a de s'auto-valoriser en développant la production mercantile.

Un fait démontre la profondeur de la crise actuelle: les banques en difficulté sont **trop grandes pour que les Etats les laissent faire faillite**, mais aussi **trop grandes pour que les Etats puissent les sauver!** Beaucoup des grands groupes bancaires ont en effet un chiffre d'affaires supérieur au Produit interne de leur propre pays...

Les interventions de l'Etat pour venir au secours des banques en augmentant sa propre endettement, signifient en fait que ce sont les banques qui entrent dans l'Etat et non l'inverse: les réseaux d'intérêts représentés par les groupes bancaires les plus puissants utilisent ainsi sa puissance fondée sur la centralisation des ressources nationales pour se défendre contre la crise.

2. En réalité les conséquences les plus graves de la crise n'apparaissent pas encore complètement, non seulement parce qu'elle n'a pas encore frappé durement l'éco-

Le parti de classe prolétarien

nomie productive (les chiffres officiels actuels ne prévoient encore pour les pays occidentaux qu'une récession de 0,3 à 0,5% en 2008 et de -1 à -1,5% pour 2009); mais aussi parce que les injections massives de capitaux qu'ont réalisés et réaliseront les Etats pour sauvegarder la vitalité du système capitaliste, s'exercent sur des organismes déjà usés par trente ans d'«économie de crédit» qui a réussi à faire croître à toute vapeur les rythmes de production des pays dits «émergents» comme la Chine, l'Inde, le Brésil ou la Russie, mais qui a aggravé inévitablement les conditions économiques des pays de vieux capitalisme comme les Etats-Unis, l'Europe occidentale et le Japon.

La crainte de voir un nouveau 1929 qui assaille les capitalistes à chaque grande crise économique de leur système a des causes matérielles. Il ne faut pas oublier que les crises à l'époque de l'impérialisme, c'est-à-dire à l'époque de la domination du capital financier, sont toutes des crises de **surproduction**.

C'est la surproduction qui met le marché en crise, que ce soit le marché des biens de consommation ou le marché des capitaux (bourses). La crise financière n'est pas une bulle spéculative en soi; elle est la traduction sur le plan du crédit et de la valorisation du capital, d'une crise de surproduction; sa gravité dépend du degré de saturation des marchés et de la diminution drastique de la production: si les marchandises ne se vendent pas, la capital qui y a été investi ne peut se valoriser. Toute la circulation du capital dans les circuits financiers ne peut déboucher sur sa valorisation sans vente de marchandises.

Le capitalisme pourrait-il se développer sans connaître de surproduction? Non, parce que l'anarchie capitaliste fait que la poussée continue à la production exubérante de marchandises se heurte aux limites du marché où elles doivent se vendre.

La crise de 1929-1932 a été marquée par différentes caractéristiques dont la gravité et la concomitance en ont signé la profondeur: forte diminution de la production industrielle (-44% sur la période, -17,5% par an), énorme chômage (23,5% au maximum correspondant à une augmentation de 8% par an), importante déflation pour les prix à la production (-12% par an) ainsi que pour les prix au consommateur, forte chute des salaires (-56% de baisse des salaires hebdomadaires dans l'industrie), chute des profits (-37,5% par an). C'est par ces facteurs qu'est définie la crise catastrophique de surproduction qui a conduit à la guerre mondiale où les grandes puissances se sont affrontées en vue d'un repartage du monde (1)

La crise actuelle a, pour l'instant au moins, des caractéristiques très différentes de celle de 1929-32. Si du point de vue strictement boursier il n'y a guère de doutes qu'elle soit plus grave que celle d'alors, ce n'est pas vrai pour les autres critères; la production industrielle ne connaît encore que des diminutions légères (du -1,5% des Etats-Unis au -4,2% du Japon en août 2008 par rapport à août 2007), chômage en augmentation encore modérée (6,1% aux Etats-Unis, 7,5% dans la zone euro, 4,2% au Japon), baisse des profits aux Etats-Unis de 3,8% en rythme annuel au deuxième trimestre; la baisse du salaire moyen ne serait que de 10% à l'issue de la crise. Cela ne signifie pas que les conditions générales de l'économie comme celles des masses prolétariennes ne sont pas en train de se dégrader de façon accentuée; mais cela signifie que la combinaison des facteurs décisifs d'une crise catastrophique, ouvrant la voie à une guerre généralisée, ne se sont **pas encore formés**.

3. A l'époque de l'impérialisme, c'est le capital financier qui dans tous les pays domine la société et guide l'activité économique de production et de distribution. Le capital financier est l'expression suprême du développement du mode de production capitaliste: **le capital et son autovalorisation sont le point de départ et le point d'arrivée, le début et la fin de la production** (Marx, *Le Capital*). La production est seulement production **pour** le capital, dont la composition organique est formée du capital fixe ou travail mort (établissements, machines, matières premières, etc.) et du capital variable ou travail vivant (salaires, plus-value). Dans le capitalisme le travail mort suffoque le travail vivant, le capital et sa valorisation priment sur tout. Le capitalisme débouche régulièrement au cours de son développement et de la formation du marché mondial, sur la surproduction de marchandises et de capitaux; le marché ne peut plus absorber toutes les marchandises produites et les capitaux disponibles. Il entre alors en crise, provoquant destruction de capitaux et de marchandises; les entreprises ferment, les ouvriers sont jetés à la rue. Alors que la richesse s'accumule et augmente à un pôle de la société, la classe possédante bourgeoise, la misère s'accumule à un autre pôle, la classe non possédante prolétarienne. La théorie marxiste de la **misère croissante** est vérifiée historiquement à chaque crise capitaliste. Si l'on regarde le monde entier, il est impossible de ne pas noter que les classes dominantes des pays les plus riches vivent sur les épaules non seulement de leurs propres prolétaires, mais aussi de ceux des pays plus pauvres.

Eclatant dans la sphère financière, la crise frappe l'économie productive - la dite «économie réelle» - qui dépend toujours plus de l'extension du crédit, provoquant la transformation de la crise actuelle en crise sociale générale qui promet d'être de longue durée. L'ampleur et la profondeur de ce processus sont déterminés par l'importance de la surproduction qui s'accumule depuis longtemps dans les grands centres impérialistes mondiaux. Directement ou indirectement, tous les pays du monde sont touchés, aucun ne peut y échapper. Les économistes bourgeois eux-mêmes avouent que la crise actuelle est la «défaite du marché», l'«implosion» du système financier international». Ils ont raison, non du point de vue du capitalisme, mais du point de vue marxiste. Le marché n'a jamais été le régulateur des contradictions capitalistes, la concurrence n'a jamais été uniquement le ressort du progrès capitaliste, elle a toujours été aussi le véhicule des crises.

Quelles que soient les **régulations** avec lesquelles les bourgeois essayent d'encadrer les mécanismes du marché, de la concurrence et de prévenir les contradictions congénitales au mode de production capitaliste, en définitive ce sont les lois du marché qui, dans les périodes d'expansion font sauter toutes ces tentatives et qui imposent la **dérégulation**, c'est-à-dire la liberté la plus totale pour les concentrations capitalistes et financières internationales d'accroître au maximum la valorisation du capital quelles qu'en soient les conséquences futures. En effet cette liberté rencontre inévitablement à des obstacles inhérents au mode de production capitaliste lui-même: le volcan de la production se heurte aux limites du marché qui, malgré tout le recours au crédit ne peut s'élargir aussi vite et la surproduction qui en découle provoque l'arrêt de l'autovalorisation du capital qui entre alors en crise.

4. L'intervention de l'Etat voulue par les bourgeoisies de tous les pays pour parer aux dommages financiers et

économiques, ne sert que les intérêts de la classe dominante. Les ressources de l'Etat sont utilisées avant tout pour sauver les banques, temples modernes du crédit et de l'usure, puis les grandes industries et enfin, avec les moyens qui restent éventuellement, les moyennes et petites entreprises.

Au dernier rang, comme toujours se trouve le prolétariat à qui est réservée au contraire une détérioration constante de ses conditions de vie et de travail. En reprenant à son compte les dettes des grandes banques et des institutions financières les fait retomber sur l'ensemble de la population, en majorité prolétarienne, l'endettant ainsi dans le but de faire redémarrer la production et la valorisation du capital.

L'Etat central américain est intervenu dans la crise actuelle comme il l'a rarement fait au cours de son histoire (par exemple en 1929); aujourd'hui une partie importante des milliards de dollars affectés à parer à la crise sont utilisés pour une nationalisation ou une semi-nationalisation de fait des plus grands groupes bancaires américains.

Cela avait commencé en mars avec la reprise des dettes de la Bear Stearns pour continuer en juillet avec les deux géants du financement immobilier Fannie Mae et Freddie Mac, puis avec la plus grande société d'assurance mondiale, AIG.

Mais l'«octobre noir» des bourses a contraint les Etats-Unis à suivre la politique de nationalisation déjà mise en oeuvre en Grande-Bretagne et dans le reste de l'Europe, même si c'est les dents serrées, pour défendre les **intérêts nationaux** des pays respectifs. Ce qui démontre une fois de plus que la tendance à la concentration et à la centralisation étatique de l'économie anticipée dans les années vingt par le fascisme italien et développée dans les années trente par le nazisme allemand est une tendance historique irréversible du développement capitaliste. Le stalinisme en Russie et le maoïsme en Chine ont suivi d'ailleurs la même voie pour accélérer le développement du capitalisme dans leurs deux grandes aires géohistoriques.

La Gauche communiste avait vu juste dans les années vingt et à la fin de la deuxième guerre mondiale, quand elle affirmait que la démocratie n'avait plus désormais rien à voir avec la vieille démocratie libérale, étant marquée toujours plus par un **totalitarisme économique et financier** camouflé d'atours démocratiques à seule fin de tromper le prolétariat pendant des décennies. Ce qui a réussi jusqu'ici.

5. La crise capitaliste pousse les grands groupes financiers du monde et donc les Etats qui les défendent, à élaborer des actions communes pour conjurer le krach du système financier international, et à combattre la méfiance qui s'étend parmi les investisseurs qui spéculent habituellement à la bourse, mais aussi parmi les épargnants qui déposent dans les banques le si recherché argent frais. Les institutions supranationales, les réunions et les sommets entre grands dirigeants de la finance, gouverneurs des banques centrales, ministres et autres dirigeants des principaux pays impérialistes se sont employés à coordonner des interventions sur les marchés financiers afin que l'argent continue à circuler dans les réseaux bancaires internationaux. Si grave qu'elle soit et bien qu'ils ignorent le temps qu'elle va durer, la crise actuelle n'est pour les bourgeois qu'un «incident de parcours» qu'il est possible de résoudre par de fortes injections de capitaux, et par la restauration de la «confiance» des investisseurs; la crise

ne peut pas modifier le fonctionnement du capitalisme, la production et la reproduction du capital. La recherche de solutions, même coordonnées internationalement et au plus haut niveau, ne pourra jamais déboucher au mieux que sur une accalmie avant la crise suivante comme le montre l'histoire du capitalisme: 1929-1932 (la grande dépression), 1939-1945 (la deuxième guerre mondiale), 1973-75 (la grande crise dite «pétrolière»), 1981, 1987-89, 1991, 2001, etc. Au delà des appels au calme et à ne pas céder à la panique, la précipitation des gouvernements de droite et de gauche à répéter les interventions étatiques, est l'aveu par les bourgeois eux-mêmes que cette crise sera longue et qu'elle aura de graves conséquences sur la vie de la majorité de la population. Du sang, des larmes et des sacrifices sont à l'ordre du jour pour les bourgeois qui perdront leurs capitaux au profit d'autres bourgeois, et pour les grandes masses prolétariennes écrasées de dettes qu'elles ne peuvent plus payer, de salaires insuffisants, d'une précarisation et d'un chômage croissant!

6. Avec l'effronterie qui la caractérise, la classe dominante demande au prolétariat un accroissement général des sacrifices lorsque le système financier et économique bourgeois est en crise; elle entend obtenir ces sacrifices de différents moyens: augmentation du coût de la vie, diminution du pouvoir d'achat du salaire et baisse des salaires nominaux, augmentation du temps de travail par ouvrier, accroissement de l'intensité du travail, augmentation de la productivité de chaque fraction du processus productif. Tout cela conduit à une précarisation croissante de la vie et du travail, à une concurrence et une discrimination accrues entre prolétaires (étrangers et nationaux, hommes et femmes, etc.), à une augmentation des accidents du travail. La crise est utilisée pour anéantir les capacités de réaction du prolétariat face à la détérioration de ses conditions de vie et de travail; elle sert à justifier l'adoption de mesures antiprolétariennes à tous les niveaux, tant économiques que sociaux (de l'Ecole aux services de santé et en général aux services publics, du rôle des syndicats aux méthodes de négociations sociales, le tout assaisonné d'un pesant obscurantisme culturel ou religieux). L'avenir du capitalisme bloque toute perspective d'avenir pour le prolétariat!

7. Sa longue expérience de domination politique a cependant appris à la bourgeoisie que les prolétaires ne supportent pas indéfiniment sans réagir la pression croissante sur leurs conditions de vie et de travail. Elle prévoit une mobilisation du prolétariat qui pourrait exploser dans des épisodes de violence sociale ouverte; c'est pourquoi, à côté du despotisme d'usine et du despotisme social toujours plus répandus, la bourgeoisie continuera à entretenir, même si c'est de façon réduite par rapport aux périodes d'expansion économique, une série d'amortisseurs sociaux pour calmer les besoins d'une partie de la classe ouvrière (ce qui contribue à la diviser encore plus); elle utilisera comme outils de consensus et de paix sociale les partis et syndicats réformistes, les organisations du volontariat et les structures religieuses toujours prêtes à détourner l'indignation et les réactions du prolétariat vers des activités conçues pour dissiper les tensions accumulées et offrir à la rapacité du capital des prolétaires repliés sur eux-mêmes et englués dans les préjugés petits-bourgeois. Cependant la classe dominante n'hésitera jamais à «changer de cheval» si les partis et syndicats traditionnels ne sont plus en mesure, comme ils l'ont fait jusqu'ici, de

Le parti de classe prolétarien

plier les prolétaires aux exigences diverses et changeantes de Sa Majesté le Capital.

8. La profondeur de la crise met en évidence une forte chute tendancielle du taux de profit contre laquelle la bourgeoisie ne dispose que d'une seule arme décisive: l'augmentation du taux d'extorsion de la plus-value au travail salarié.

Ce à quoi le prolétariat doit s'attendre, par conséquent, c'est à une augmentation de la pression capitaliste sur la vie quotidienne et sur le poste de travail; alors que les conditions de vie et de travail des prolétaires vont se détériorer toujours davantage, la précarité et l'insécurité de leur vie va s'augmenter en proportion: travail au noir, travail précaire, chômage, bas salaires, harcèlements et abus divers deviennent toujours plus la règle! La concurrence entre prolétaires va augmenter encore plus, alimentée par le chantage sur l'emploi et le salaire, exercé par la bourgeoisie toute puissante sur les secteurs les plus faibles du prolétariat comme les immigrés, les jeunes, les femmes, et les prolétaires inorganisés. L'isolement des prolétaires va s'accroître, engendré par la politique criminelle de l'opportunisme qui fait dépendre toute revendication ouvrière de sa compatibilité avec les exigences patronales de l'entreprise ou de la nation. Les prolétaires des pays riches ont pu jusqu'ici jouir, même si c'est en partie de façon inconsciente, de la surexploitation bestiale infligée par leurs grasses bourgeoisies aux centaines de millions de prolétaires des pays dits sous-développés, sacquant des continents entiers. Grâce en partie aux gigantesques profits accumulés par l'exploitation des ressources humaines et naturelles du monde entier, les bourgeoisies des pays impérialistes ont pu alimenter ce système d'amortisseurs sociaux qui a constitué la solide base matérielle du consensus social et de l'asservissement du prolétariat au capitalisme. Avant tout autre prolétariat, le prolétariat des pays riches a la tâche de rompre avec la pratique collaborationniste à laquelle l'ont habitué les partis et syndicats réformistes; c'est la condition pour retrouver la perspective historique qui appartient à sa classe, la perspective historique où la lutte de classe est l'axe de toute action de défense économique immédiate et d'initiative politique indépendante.

9. Après les décennies de développement capitaliste d'après-guerre, après que d'autres grands pays comme la Chine l'Inde, le Brésil ou la Russie post-soviétique aient connu une croissance accélérée au point de représenter non seulement des marchés convoités par les vieux pays impérialistes, mais même un espoir de sauvetage financier; après que les vieilles puissances capitalistes européennes aient constitué une étroite alliance économique-politique (l'Union Européenne) pour faire face à la concurrence de ce qui est encore la plus grande puissance impérialiste mondiale (les Etats-Unis) comme de celle plus agressive des jeunes pays émergents (la Chine en étant le chef de file), les classes dominantes affrontent depuis au moins vingt ans une période de crises qui, en l'absence de l'éclatement d'une crise sociale révolutionnaire, ne pourra se terminer que par une troisième guerre mondiale. Aujourd'hui les prolétaires des pays riches commencent à se rendre compte que le proche avenir ne sera plus celui du bien-être et que la période de la hausse du niveau de vie ne reviendra plus. Ils commencent à se rendre compte que leur destin ressemble de plus en plus à celui des centaines de millions de

déshérités des pays de la périphérie de l'impérialisme qui furent leurs pays (ravagés par les guerres, les privations, la misère et la faim) pour chercher ailleurs les possibilités de survie, même en risquant leur vie dans le voyage. Les prolétaires des pays riches sont en train de perdre toute une série d'«avantages» et de «garanties» que les démocraties leur avaient accordés après la victoire sur le nazisme. Ces avantages, ces garanties ont été le prix que la bourgeoisie a payé pour corrompre les larges masses des pays capitalistes développés, mais ce prix a été payé dans le sang des prolétaires du monde entier, dans les guerres mondiales et dans les paix impérialistes, dans les guerres locales et les concurrences toujours plus aiguës entre pays capitalistes: aux millions de prolétaires tombés lors de la dernière boucherie mondiale, se sont ajoutés les millions morts dans les guerres locales, dans les répressions, dans les famines, dans l'exploitation.

10. L'avenir que le capitalisme impérialiste offre au prolétariat est la dégradation inexorable de ses conditions de vie et de travail; ce ne sera pas une période brève, mais une longue période de souffrances et d'horreurs comme le connaissent déjà des peuples entiers en Afrique, au Proche, Moyen et Extrême Orient ou en Amérique Latine. Jusqu'ici les classes dominantes des pays les plus puissants ont suivi une méthode gestion de l'économie qui leur a conféré un avantage énorme sur le prolétariat.

«La nouvelle méthode tendant à planifier l'économie capitaliste constitue, par rapport au libéralisme classique illimité, désormais dépassé, une forme d'autolimitation du capitalisme et amène à niveler l'extorsion de la plus-value autour d'une moyenne», disait en 1946 notre texte de parti «Force, violence et dictature dans la lutte de classe». Le but de cette forme d'autolimitation n'était pas d'arriver à une accumulation plus faible des profits capitalistes de façon à augmenter les salaires ouvriers; si d'un côté elle a tendu à tempérer les poussées les plus aiguës de l'exploitation patronale en mettant en place des formes d'assistance sociale (le fameux *welfare*, l'Etat-providence), de l'autre, elle a permis à la bourgeoisie, surtout dans les pays les plus riches, de piller toutes les richesses possibles, une partie de ces amortisseurs sociaux étant financée par l'exploitation plus brutale des prolétaires des pays moins développés.

L'opulence des pays occidentaux a toujours été un objectif illusoire pour les prolétaires des pays périphériques, qui dès les années soixante-soixante-dix ont commencé à se déplacer en masse toujours plus grandes vers les Etats-Unis et l'Europe. Les amortisseurs sociaux n'ont pas été étendus à ces prolétaires qui recevaient un salaire considéré de misère par les prolétaires indigènes, mais, qui, étant donné la misère dont ils venaient, leur apparaissait comme un «privilège». La concurrence entre prolétaires des pays riches et prolétaires des pays pauvres qui autrefois s'appliquait à distance, jouait maintenant dans les mêmes métropoles, dans les mêmes usines, dans les mêmes chantiers.

Et plus augmentait la concurrence entre prolétaires, plus diminuait l'autolimitation de l'extorsion de plus-value par le capitalisme; en effet si le prolétariat ne constitue plus effectivement un péril pour le pouvoir de la bourgeoisie, celle-ci enlève les freins qu'elle s'était imposée et, tenaillée par la concurrence, se lance dans la quête frénétique du profit le plus rapide possible, comme cela a été le cas au cours des 15 dernières

années de «dérégulation» financière.

11. Dans la période d'expansion capitaliste qui a suivi la guerre mondiale, l'objectif commun était que chaque bourgeoisie nationale, en fonction de ses propres forces à l'issue de la guerre, puisse obtenir une part de la richesse produite mondialement, contribuant ainsi au développement général du capitalisme. Les deux pôles centraux de la conservation internationale, les Etats-Unis et la Russie, se sont partagés deux zones d'influence respectives, formant un véritable «condominium russo-américain du monde». Cela a permis de relancer la machine productive à un rythme bien supérieur à celui de l'avant-guerre, y compris dans les pays dominés par ceux-ci; l'Allemagne et le Japon (ou l'Italie) en ont été l'exemple le plus frappant dans le camp occidental, ainsi que la Pologne ou la Tchécoslovaquie, voire la Chine dans le camp soviétique, sans parler d'un Etat comme Israël implanté par l'impérialisme dans une région stratégique. Pendant toute la période d'après-guerre qui va jusqu'à la crise économique générale de 1975, cette méthode de gestion «planifiée» de l'économie, de part et d'autre du rideau de fer, fonctionna parfaitement, avec les différences dues aux capacités réelles de reproduction du capital des différents pays.

Mais cette crise de 1975 a marqué un tournant: la période de forte expansion économique était terminée, laissant la place à une période de crises toujours plus rapprochées et englobant de plus en plus de pays. Parallèlement commença l'attaque des classes dominantes contre les améliorations de ses conditions que le prolétariat avait obtenues dans la période précédente, y compris par ses luttes.

C'est de ce moment que commence la lente mais systématique érosion des amortisseurs sociaux dont bénéficiait la grande majorité des prolétaires. La besogne de l'opportunisme politique et syndical changea de signe, mais non de direction; au lieu de se faire le défenseur de revendications ouvrières - dans la stricte mesure où elles ne gênaient pas le capital - il devint le défenseur des exigences du capital auxquelles il s'efforça de plier les aspirations prolétariennes. Une bonne partie des anciennes améliorations salariales et sociales de l'époque de l'expansion économique commencèrent à être supprimées, et le processus est encore en cours dans les pays capitalistes développés. Ceux-ci ne sont pas encore au bord du précipice, mais ils s'en rapprochent.

La récession économique actuelle, à laquelle s'est ajoutée une terrible crise financière qui n'a pas fini de produire tous ses effets, frappe toujours davantage les pays capitalistes dits émergents. La surproduction qui commence à se faire jour y compris dans ces pays, supprime la bouteille d'oxygène sur laquelle comptaient les économies occidentales depuis une quinzaine d'années.

Les guerres commerciales et financières entre les géants impérialistes du monde s'affirment chaque jour davantage et elles se transformeront tôt ou tard en guerres ouvertes; non parce que le président américain, l'empereur japonais, le nouveau tsar russe ou le futur kaiser allemand «choisiront» d'attaquer telle coalition impérialiste ennemie, mais parce qu'il n'y aura pas d'autre solution pour échapper à l'engorgement du marché mondial qui asphyxie leurs économies.

Pour surmonter ses crises de surproduction, pour pouvoir relancer un nouveau cycle d'accumulation capitaliste, la bourgeoisie n'a pas d'autre solution que la destruc-

tion des marchandises, des capitaux, des forces productives en surnombre. Et parmi ces forces productives, il y a les prolétaires qui sont appelés à servir de chair à canon et à être détruits en même temps que les marchandises et les instruments de production qui saturent le marché mondial.

La classe dominante bourgeoise envoie les prolétaires au massacre pour pouvoir recommencer la production de profits. Toutes les motivations idéologiques - patriotiques, raciales, religieuses - utilisées par la bourgeoisie lors de ses guerres ne sont que des mensonges lancés pour duper les masses prolétariennes. Les prolétaires sont ainsi trompés deux fois: d'abord sur le terrain des rapports capitalistes de production où ils apparaissent comme de **libres** vendeurs de leur force de travail; ensuite sur le terrain des rapports politiques entre les classes où ils apparaissent comme les plus intéressés à défendre les intérêts nationaux et la patrie.

Toutes les forces sociales et politiques qui contribuent au maintien de ces duperies, surtout si elles se font passer pour socialistes ou communistes, représentent un obstacle sérieux à la lutte pour l'émancipation prolétarienne.

12. Le prolétariat mondial souffre de décennies d'influence désastreuse de toutes les organisations qui à l'origine luttaient pour défendre ses intérêts, mais qui; cédant à la pression bourgeoise, ont trahi la cause prolétarienne tant sur le plan de la lutte de défense immédiate que sur celui plus large et important de la lutte politique pour le pouvoir. La lutte prolétarienne de classe que suscite inévitablement les contradictions de la société bourgeoise, a besoin d'organisations de défense économique où se reconnaissent les grandes masses ouvrières; si elles sont influencées et dirigées par le parti de classe ces organisations représentent un grand danger pour le pouvoir bourgeois. C'est la raison pour laquelle les classes dominantes se sont toujours efforcées de les corrompre et de s'en emparer, les transformant en courroie de transmission de la collaboration de classe, au lieu qu'elles soient des courroies de transmission de la lutte révolutionnaire dirigée par le parti de classe. Le grand obstacle que rencontre le prolétariat sur la voie de la reprise de la lutte de classe est précisément constitué par ces organisations, de caractère syndical ou politique, qui agissent pour entretenir la collaboration des classes. Les partis politiques du prolétariat qui avaient un objectif plus large que la lutte immédiate ont connu le même sort. Cédant à la corruption bourgeoise sur les plans économique, politique et idéologique, ils se sont transformés en véhicules les plus insidieux de la contre-révolution, contribuant (parfois avec l'action directe d'Etat comme en Russie) à plonger le prolétariat dans la confusion la plus totale, le laissant devenir la proie sans défense des préjugés individualistes, nationalistes, racistes ou religieux typiques des classes bourgeoises et petites-bourgeoises.

Ce n'est qu'à de rares occasions historiques, comme lors du 1848 européen, du 1871 parisien ou de la vague révolutionnaire qui a suivi l'octobre rouge de 1917, que le prolétariat a pu lever la tête et affronter frontalement le pouvoir bourgeois. L'histoire a décrété que ces occasions devaient en fin de compte se conclure par des défaites. Mais le parti de classe prolétarien, même réduit à une poignée de militants, a su tirer les puissantes leçons de ces défaites pour qu'elles servent aux luttes futures.

Si invincible que paraisse la classe bourgeoise en dépit

Le parti de classe prolétarien

de ses crises économiques et de ses guerres qui ravagent régulièrement le monde entier, si insurmontables que semblent les obstacles représentés par les syndicats tricolores et les partis ouvriers bourgeois, le prolétariat retrouvera la voie de la reprise de la lutte de classe parce que les contradictions, les facteurs de crise économique, sociale et politique, les conséquences toujours plus catastrophiques de la civilisation du capital, ne feront que démontrer l'impossibilité des classes dominantes à résoudre les contradictions toujours plus explosives de la société bourgeoise.

13. Le prolétariat retrouvera la force de lutter sur le terrain de l'antagonisme ouvert avec la bourgeoisie quand il réalisera qu'il n'est plus possible de défendre ses intérêts immédiats et futurs sur le terrain de la paix sociale, de la conciliation entre les classes; quand il acceptera le fait qu'il ne suffit pas à la bourgeoisie d'exploiter au maximum la force de travail salariée, mais qu'il lui faut encore la mobiliser dans ses guerres pour le partage du marché mondial; quand il reconnaîtra que les organisations qui se disent ouvrières mais professent la foi en la démocratie bourgeoise et la collaboration entre les classes sont des saboteurs de la lutte ouvrière qui n'ont d'autre but que d'emprisonner les poussées de lutte dans les mailles de la légalité bourgeoise et du respect de l'ordre constitué.

La bourgeoisie mène sa lutte permanente contre les intérêts prolétariens sans jamais se laisser paralyser par les lois et les règlements qu'elle a elle-même édictés; elle mène dans la légalité et dans l'illégalité comme le démontrent les accidents du travail, le recours à des bandes mafieuses pour contrôler une partie du prolétariat, la diffusion de tout type de drogue aux jeunes ou la corruption inhérente à tout type d'activité, qu'elle soit commerciale, bancaire, industrielle ou politique.

Les marxistes ne croient pas au pouvoir rédempteur de la souffrance humaine, à la «prise de conscience» par les grandes masses du prolétariat de la justesse des perspectives communistes qui les convaincraient d'entrer en lutte contre le capitalisme et la bourgeoisie qui en est le rempart social et politique.

Ce sont les antagonismes de classe, dans le développement même de la société capitaliste qui sont destinés matériellement, physiquement, à faire s'affronter les gigantesques forces sociales qui expriment ces antagonismes. Dans cet affrontement entre prolétariat et bourgeoisie, c'est à la fin la classe qui est porteuse de l'émancipation de toute oppression de classes, la classe qui n'a rien à défendre de la société actuelle, la classe qui n'a à perdre que ses chaînes, le prolétariat, qui est destinée à vaincre.

Le cours historique de l'évolution des sociétés humaines démontre que cette évolution n'a rien de linéaire, de purement et simplement progressif; c'est un cours accidenté, fait d'avancées et de reculs, rythmé par de grandes conquêtes et de douloureuses défaites, mais en définitive, le changement radical de mode de production s'imposera objectivement et dialectiquement. Parce qu'il est la classe qui produit par son travail la richesse sociale et qui est porteuse de la perspective d'une société sans classes où les antagonismes auront laissé place au développement harmonieux de la société de tout le genre humain, le prolétariat est potentiellement la seule classe révolutionnaire à notre époque; il est la seule classe capable d'assumer la lutte d'émancipation de toute oppression et de toute exploitation qui libérera l'espèce humaine des chaînes de

la propriété privée, de l'appropriation privée des richesses sociales.

Ce n'est pas chaque prolétaire individuel qui peut être conscient de cette tâche historique, mais le parti de classe révolutionnaire, le parti communiste qui depuis son Manifeste de 1848 représente, dans le présent capitaliste, la perspective de la lutte révolutionnaire pour l'émancipation future du prolétariat et avec lui, de toute l'humanité, de toute oppression de classe.

14. Le prolétariat a démontré au cours de son histoire qu'il était la seule classe révolutionnaire de la société moderne, la seule classe qui a exprimé dans la lutte contre les vieilles classes féodales et aristocratiques et contre la nouvelle classe bourgeoise qu'elle était vraiment porteuse de la perspective historique d'une société sans classes. Le marxisme est la théorie révolutionnaire du mouvement prolétarien, le fondement irrévocable du parti communiste, anticapitaliste, anti-bourgeois et donc antidémocratique.

Le prolétariat a subi, subit et subira toujours les conséquences désastreuses des crises capitalistes qui éclatent dans le domaine de la production, du commerce ou de la finance. Tant qu'il est contraint de rester à l'état de *classe pour le capital*, c'est-à-dire d'un ensemble d'individus totalement soumis au mode de production capitaliste et à la domination politique de la bourgeoisie, le prolétariat n'a aucune possibilité de lutter pour son émancipation ni même de mener avec succès ses luttes de défense immédiate.

Tant que le prolétariat est influencé, organisé, contrôlé et dirigé par les forces de la conservation bourgeoise et du collaborationnisme interclassiste, il n'a aucune possibilité d'obtenir une amélioration réelle et durable de ses conditions de vie et de travail, sauf, dans les périodes d'expansion économique, au prix d'abandonner toute espoir de se libérer de l'exploitation capitaliste.

15. Les crises de l'économie capitaliste ont signé une série d'étapes dans la détérioration des conditions prolétariennes, la suppression de concessions obtenues autrefois de la bourgeoisie. Cette dernière a montré ainsi que son objectif le plus profond est d'extorquer toujours plus de plus-value à la classe ouvrière, de rendre plus oppressive sa domination sur le travail salarié, d'accroître la précarité et d'augmenter la concurrence entre prolétaires. Les crises ont poussé et poussent la bourgeoisie non seulement à aggraver l'exploitation capitaliste dans tous les pays, mais aussi à tisser des alliances au niveau international pour pouvoir mieux leur résister; les alliances commerciales, industrielles et financières tendent à devenir plus étroites au moment des crises parce que les affrontements entre puissances impérialistes sont destinées à s'accroître. Les bourgeoisies des divers pays savent que les crises économiques et financières conduisent tôt ou tard inévitablement à des affrontements militaires entre concurrents, à des guerres ouvertes. Et aucune bourgeoisie ne peut mener de guerre sans mobiliser au service de ses intérêts son prolétariat.

C'est la raison pour laquelle, dans les périodes de paix, chaque bourgeoisie nationale ne prépare pas seulement ses institutions étatiques correspondantes à une guerre éventuelle; mais elle mène une action permanente et capillaire de propagande idéologique au sein du prolétariat, notamment par l'intermédiaire du collaborationnisme, tout

en abattant sur les couches prolétariennes les plus rebelles les forces de répression étatiques ou illégales.

La lutte de classe que mène la bourgeoisie contre le prolétariat est permanente, elle ne connaît aucune trêve et ne se laisse arrêter par aucun scrupule; elle utilise tous les leviers possibles de conservation sociale (d'autant plus efficaces s'il s'agit de forces «de gauche» ou prétendument «ouvrières») pour diviser, isoler, démoraliser les prolétaires afin d'intimider les couches les plus rebelles et de paralyser les larges masses.

A la fin de la première guerre mondiale les bourgeoisies européennes ont eu en face d'elles un prolétariat en pleine montée révolutionnaire. Les classes dominantes les plus menacées réagissent sur le triple plan de la répression massive de l'avant-garde prolétarienne (combinaison de la répression légale et de celle illégale des bandes fascistes), de recours à des mesures sociales pour répondre aux besoins des classes laborieuses et éteindre les poussées de lutte (les amortisseurs sociaux) et de centralisation maximum du pouvoir politique et économique autour de l'Etat (le fascisme avec son parti unique et son syndicat unique regroupant patrons et ouvriers). Après la victoire militaire des «Démocraties» dans la deuxième guerre mondiale, celles-ci reprisent l'essentiel des méthodes fascistes de gouvernement, tout en les camouflant derrière le parlementaire afin de continuer à dévier les poussées de lutte sur le terrain démocratique, qui est celui de l'interclassisme et de la collaboration avec les institutions de l'Etat bourgeois. Au cours de ce processus d'intégration dans l'Etat bourgeois l'opportunisme social-démocrate passa la main au stalinisme qui, en trahissant les objectifs, les méthodes et les moyens du mouvement communiste international, permit la victoire de la plus féroce contre-révolution de l'histoire.

16. Le prolétariat des pays impérialistes dominants comme celui des pays périphériques paye encore aujourd'hui les conséquences dramatiques de cette victoire de la contre-révolution. La destruction du parti révolutionnaire du prolétariat, à commencer par celui de Lénine en passant par l'anéantissement du parti d'Allemagne, d'Italie et enfin de Chine a démontré de manière irréfutable cette vérité historique: sans la solide et intransigeante direction de son parti de classe, le prolétariat est condamné à la défaite, quels que soient sa force et son héroïsme. Et la défaite est d'autant plus profonde qu'il a été plus proche de la victoire sur le pouvoir bourgeois.

La bourgeoisie n'a jamais eu de scrupules humanitaires, elle n'a jamais concédé l'honneur des armes aux prolétaires battus. Aux trente mille communards massacrés en 1871 lors de la semaine sanglante par les troupes du boucher Thiers font écho les centaines de milliers de prolétaires tombés lors des tentatives révolutionnaires dans les décennies qui ont suivi, pour ne pas parler des millions tués lors des guerres que les bourgeoisies n'ont cessé de se livrer.

Le parti révolutionnaire prolétarien est la seule force capable de mettre au service de l'émancipation du prolétariat les leçons de ses luttes passées; il représente l'avenir de la classe prolétarienne, l'avenir de sa révolution anticapitaliste mondiale qui seule pourra en finir avec le capitalisme.

17. Les crises périodiques du capitalisme anticipent la grande crise générale de ce système. La réaction des forces bourgeoises de tous les pays à cette crise conduit inévi-

tablement à une plus grande centralisation du pouvoir politique et économique (intervention de l'Etat dans l'économie) et donc à un despotisme plus social qui aggrave encore les conditions du prolétariat. Intoxiqué depuis des décennies par la politique et les pratiques du collaborationisme politique et syndical, réprimé de mille façons, massacré, le prolétariat reste la seule source du profit, dont la bourgeoisie ne peut se passer et sans laquelle le capitalisme ne peut vivre.

«La condition essentielle de l'existence et de la domination de la classe bourgeoise est l'accumulation de la richesse dans des mains privées, la formation et l'accroissement du capital; la condition du capital est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie dont la bourgeoisie est l'agent dépourvu de volonté et de résistance substitue à l'isolement des ouvriers qui résulte de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Avec le développement de la grande industrie la bourgeoisie voit se dérober sous ses pieds le terrain même sur laquelle elle produit et s'approprie les produits. Elle produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inéluctables» (Marx Engels, Manifeste du Parti Communiste).

L'analyse du Manifeste a été confirmée par les événements historiques ultérieurs. C'est précisément parce que le développement de la grande industrie tend à faire surmonter l'isolement dans lesquels la concurrence tient les ouvriers, que la bourgeoisie s'efforce toujours et partout d'alimenter de mille façons cette concurrence. Les ouvriers doivent donc avoir comme objectif central la lutte contre la concurrence, de façon à pouvoir s'unir par dessus les différences de catégorie, de secteurs, de régions, d'ancienneté, de sexe ou de nationalité et à s'unir par delà les frontières et les différences de développement économique entre les pays.

18. Les luttes menées par le prolétariat dans les décennies qui ont suivi la défaite du mouvement communiste en Russie et dans le monde, ont été généralement conditionnées sur le plan idéologique par les théories du socialisme dans un seul pays, sur le plan politique par le ralliement de tous les partis de la Troisième Internationale à la conservation bourgeoise et sur le plan économique et syndical par un asservissement renforcé aux exigences de l'économie capitaliste. Mais malgré la domination bourgeoise et l'influence écrasante de l'opportunisme, des flambées de lutte de classe n'ont cessé d'éclater, même si c'est de façon sporadique: des luttes de l'immédiat après-guerre en Europe occidentale aux émeutes de Berlin en 53, des luttes des années soixante et soixante-dix en Europe occidentale et orientale et aux Etats-Unis au grand mouvement des chantiers navals en Pologne au début des années 80, des luttes des mineurs en Grande Bretagne à celle des mineurs en Russie, des premières grandes grèves au Brésil à celles de l'Inde et du Bangladesh dans la dernière période, pour ne citer que quelques points saillants.

A ces luttes ouvrières se sont ajoutés, pendant toute la période qui va de la fin de la guerre mondiale jusqu'au milieu des années 70, les mouvements de libération nationale dans les pays colonisés. L'absence de l'Internationale Communiste en raison de la victoire de la contre-révolution stalinienne, n'a pas permis une conjonction de ces luttes qui, sous sa direction, auraient pu se développer en un puissant assaut contre le capitalisme mondial. Aujourd'hui tous les pays du monde sont liés d'une façon

Le parti de classe prolétarien

beaucoup plus étroite qu'à l'époque où Marx et Engels écrivaient dans le Manifeste le fameux cri de bataille: **Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!** Unissez-vous pour la révolution anticapitaliste, non pour sauver le capitalisme! La crise financière et économique actuelle, comme celles qui l'ont précédé, démontrent amplement que le monde est dominé partout par le capitalisme. Dans la Chine du Parti Communiste Chinois comme dans la Grande-Bretagne de la reine Elisabeth, dans l'Amérique de Bush comme dans les Emirats ou la Russie de Poutine, en dépit des organisations politiques différentes, la classe dominante est la bourgeoisie.

19. Paradoxalement, bien que les classes dominantes bourgeoises des divers pays aient tenté de renforcer leurs frontières nationales en élevant des barrières de tout type, le développement de l'industrie et de la finance les ont abattues. L'exportation des marchandises et des capitaux a pour but de conquérir de nouveaux marchés en les arrachant aux capitaux déjà présents; l'émigration des prolétaires, surtout des pays moins développés vers ceux qui le sont davantage répond en grande partie à des impératifs de survie; c'est l'expression de la faiblesse du prolétariat mondial qui n'est pas encore capable de lutter contre les causes de son oppression et de sa misère et qui n'a d'autre choix que d'essayer d'aller vendre sa force de travail là où existe une possibilité de trouver des acheteurs, c'est-à-dire dans les métropoles capitalistes. Il n'existe d'autre moyen d'en finir avec cette condition d'esclavage moderne que la lutte contre le pouvoir bourgeois qui défend et maintient en vie le système capitaliste de production.

L'émigration forcée des prolétaires peut être transformée en force à condition que s'unissent les prolétaires immigrés et indigènes dans une même lutte, dans une même défense de leurs conditions de vie et de travail. Cette lutte unitaire est nécessaire pour que les prolétaires puissent se défendre contre l'exploitation patronale, contre les accidents du travail, qui frappent également immigrés et indigènes. Ce n'est que par leur lutte unie qu'ils peuvent affronter tous les problèmes inhérents à leur condition sociale.

Comme le rappelait le Manifeste, la concurrence entre les ouvriers est la question centrale: où ceux-ci réussissent à la surmonter et alors ils peuvent organiser une lutte efficace de défense contre les capitalistes; où ils l'acceptent, et alors ils se livrent pieds et poings liés à l'exploitation capitaliste en croyant se sauver individuellement, ce qui est la meilleure situation pour la domination bourgeoise non seulement dans l'entreprise, mais dans la société toute entière, puisqu'elle signifie la dissolution de la force collective des prolétaires.

Les prolétaires doivent tirer d'importants enseignements de la crise financière et économique actuelle

20. La classe bourgeoise a des intérêts complètement antagoniques à ceux des prolétaires, dans tous les pays, dans toutes les situations, en temps de paix comme en temps de guerre. Elle fait retomber sur le prolétariat tout le poids de ses crises qu'elles soient économiques, politiques ou militaires en intensifiant l'exploitation, par la baisse des salaires, l'augmentation du chômage et de la misère générale, jusqu'au massacre lors des guerres. La classe bourgeoise cherche en permanence à diviser les prolétaires en attisant la concurrence entre eux, mais cette pression s'accroît d'autant plus que la crise est plus vaste

et profonde.

Dans tous les pays la classe dominante se prépare à faire face à des crises plus aiguës, à des guerres entre les grandes puissances impérialistes, pour participer au repartage du marché mondial; dans cette perspective elle accentue le processus de centralisation et de concentration déjà en acte dans les pays capitalistes les plus développés. L'Etat devient toujours plus le pilier décisif du renforcement du pouvoir bourgeois face aux tensions sociales inévitablement provoquées par les crises, de même que face aux pays capitalistes concurrents et en vue d'alliances du guerre, qui ne correspondent pas nécessairement aux alliances commerciales, économiques ou politiques des périodes de paix.

La classe dominante accroît le despotisme social et la pression sur toutes les couches de la société afin de mobiliser toutes les ressources pour la défense prioritaire du capitalisme national, au prix d'écraser les intérêts de la petite bourgeoisie ou de certaines fractions bourgeoises. Elle tend à utiliser tous les moyens de domination dont elle dispose sur tous les terrains, économique, politique, social et militaire; elle tend en même temps à intensifier la propagande pour la défense de la patrie, de la famille, de l'Eglise et à multiplier les divisions entre prolétaires. Elle va multiplier ses efforts pour opposer les prolétaires nationaux aux prolétaires étrangers, les jeunes aux vieux, les hommes aux femmes, les travailleurs fixes aux temporaires, entre ceux qui obéissent servilement aux diktats patronaux et aux lois et ceux qui s'y opposent, entre les violents et les pacifiques, etc.

La classe dominante bourgeoise va devenir de plus en plus réticente aux pratiques démocratiques qui gênent la répression contre toute activité potentiellement subversive, mais qui gênent aussi son action sociale et économique. Le voile démocratique qui camoufle le totalitarisme de la société capitaliste va devenir de plus mince, comme la Gauche Communiste italienne l'avait prévu dès la fin des années vingt.

La bourgeoisie va continuer à entretenir les forces opportunistes, qui ont démontré que leur action est indispensable à la conservation sociale que ce soit dans les périodes de gouvernement démocratique ou dans les périodes de gouvernement dictatorial. Le rôle de l'opportunisme ne peut pas disparaître dans la société capitaliste; il peut connaître une érosion, mais c'est pour renaître sous une autre forme. C'est ainsi que le stalinisme a pris la place du vieux réformisme social-démocrate usé; demain ce sont des formes de «syndicalisme révolutionnaire» et de radicalisme démocratique de gauche - absolument antiprolétariennes et anticommunistes - qui assureront la relève de l'opportunisme post-stalinien moribond.

21. La classe prolétarienne est aujourd'hui encore complètement noyée dans le démocratisme politique et syndical mis en oeuvre par les forces qui ont depuis longtemps renié leurs origines pour embrasser la défense du capitalisme. Plongés depuis au moins quatre vingt ans dans le magma interclassiste, les prolétaires ne peuvent encore retrouver le seul terrain où il est possible de mener une lutte de défense efficace et de jeter les fondements d'une solidarité de classe. Ils dépensent leur énergie, leur force sociale au bénéfice exclusif du capital, renforçant ainsi les chaînes qui les soumettent à la classe exploiteuse. Les prolétaires des pays capitalistes les plus développés subissent encore toutes les conséquences des amortis-

seurs sociaux institués au long des décennies d'expansion économique. Mais la succession des crises économiques commence à retentir de plus en plus brutalement sur leurs conditions, tendant à les rapprocher de celle des pays pauvres d'où viennent les prolétaires immigrés.

22. Les intérêts de classe du prolétariat sont irréconciliables avec ceux des classes bourgeoise et petite-bourgeoise parce que ces derniers ne peuvent être défendus qu'en attaquant toujours plus les conditions de vie et de travail des prolétaires. La défense des intérêts prolétariens implique donc la reconnaissance de cet antagonisme fondamental, la reconnaissance de la guerre entre les classes. La lutte de défense immédiate implique l'association des prolétaires sur une plate-forme de lutte commune, l'utilisation y compris de la force dans la lutte, la solidarité de classe entre les travailleurs des diverses catégories, secteurs ou nationalités au delà des différences politiques et religieuses individuelles. Les bourgeois ont recours eux aussi à ces principes, déclinés dans des organisations patronales privées et dans l'Etat central qui avec ses lois, ses institutions, sa police et son armée, constitue le véritable comité de défense suprême de la bourgeoisie; les prolétaires devront les appliquer dans l'associationnisme ouvrier le plus vaste possible, dédié à la défense des intérêts de classe prolétariens et à eux seuls.

La première **défense** de la lutte ouvrière consiste précisément à faire en sorte que les objectifs, les méthodes et les moyens utilisés répondent **exclusivement** aux intérêts qui rassemblent les prolétaires en tant que tels et les opposent aux intérêts bourgeois.

Tant qu'ils ne se seront pas lancés dans la lutte de classe ouverte, les prolétaires resteront les otages de la classe bourgeoise et de ses agents politiques qui prolifèrent dans ses rangs. Ce sont les contradictions économiques et sociales du capitalisme, attisées par les crises, qui pousseront inévitablement des couches prolétariennes à rompre les filets de la collaboration des classes et de la paix sociale. Ce sont les contradictions économiques et sociales de la société bourgeoise, la dégradation intolérable des conditions de vie prolétariennes, qui pousseront éléments et groupes de travailleurs à organiser leur lutte en dehors des appareils collaborationnistes.

L'organisation en classe des travailleurs s'accompagnera de douloureuses fractures au sein du prolétariat car elle passera par la lutte contre les couches et les éléments attachés à la défense de prébendes ou de privilèges qui les distinguent de la masse prolétarienne qu'ils ont la charge de contrôler.

23. Dans des conditions objectives favorables, la classe prolétarienne peut devenir une puissante force d'opposition au pouvoir bourgeois. Mais ce n'est que sous la direction du parti communiste révolutionnaire qu'elle pourra se lancer avec succès dans la lutte pour renverser ce pouvoir. En raison de la disparition de toute tradition classiste parmi les masses, l'organisation classiste du prolétariat, y compris sur le terrain des luttes immédiates, ne sera possible que grâce à l'action de militants d'avant-garde et plus particulièrement du parti communiste véritable qui se développera en même temps que la lutte prolétarienne.

La crise financière et économique actuelle va être utilisée comme prétexte pour imposer aux prolétaires de nouveaux sacrifices afin de sauver le capitalisme national

en difficulté, avec la promesse que ces sacrifices ne seront que temporaires.

Mais sauf peut-être pour l'aristocratie ouvrière, cet agent insidieux de l'influence bourgeoise parmi les prolétaires, la dégradation des conditions prolétariennes ne cessera pas. Et c'est la nécessité de lutter pour ne pas mourir d'épuisement, de misère, de répression ou de guerre, qui poussera inévitablement les masses prolétariennes à briser la paix sociale, à déchirer les entraves qui les paralysent, à rompre avec toutes les forces anesthésiantes de la démocratie bourgeoise.

Cette extraordinaire force encore aujourd'hui cachée dans les entrailles de la société émergera alors avec une puissance volcanique et se répandra sur le monde entier. La nécessité d'un organe de direction, la nécessité du parti de classe révolutionnaire, apparaîtra à ce moment plus évident que jamais pour conquérir le pouvoir politique, pour renverser l'Etat bourgeois; les prolétaires, de classe *pour le capital*, se seront constitués en classe *pour soi*, consciente de ses propres buts et prête à d'ériger en classe dominante après la victoire de la révolution communiste internationale.

«Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe dominante, détruit par la violence l'ancien régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là même sa propre domination comme classe. A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous» (Le Manifeste du Parti Communiste).

Telle est la perspective pour laquelle combattent les communistes, tel est l'aboutissement nécessaire de la lutte entre les classes. Le parti de classe, le parti communiste, agit dans cette perspective, ou il n'est pas le parti de classe du prolétariat.

Novembre 2008

(1) Le parti a réalisé un certain nombre d'études sur la question des crises. Le lecteur peut se référer en particulier aux séries d'articles sur le *Cours de l'impérialisme mondial*.

D'un article de 1958, nous pouvons citer très brièvement la conclusion suivante: *«Les phénomènes saillants d'une crise au sens classique du terme, sont sans aucun doute en premier lieu la baisse de la production et le chômage des travailleurs.*

Mais il faut ajouter la baisse des prix de production (prix de gros), même si à l'avenir il n'y aura peut-être pas une baisse correspondante des prix à la consommation. Les phénomènes fondamentaux qui doivent précéder la crise sont l'anarchie des cotations en bourse (malgré toutes les mesures d'intervention étatique), la chute des profits capitalistes et la faillite d'abord de petites entreprises, puis de grandes.»

Cf «Sfregio e bestemmia di principi comunisti nella rivelatrice diatriba tra i partiti dei rinnegati», «Il Programma Comunista» n°13/1958.

Histoire de la Gauche communiste

Après sa naissance et ses premières activités, nous publions ici le chapitre du volume III de la Storia della Sinistra Comunista consacré aux conséquences internationales de la fondation du Parti Communiste d'Italie.

La scission en Italie et le mouvement communiste international

Le caractère internationalement emblématique de la scission en Italie en tant que contribution théorique et pratique à ce qui aurait pu être (mais qui malheureusement ne fut pas) une «*systématisation internationale définitive du mouvement communiste*» (1) trouva **immédiatement** sa démonstration par l'**accélération** qu'elle provoqua de la crise jusque là latente du parti allemand et dans les critiques, à peine voilées par la sournoiserie des «hautes sphères» respectives, que lui adressèrent les représentants des ailes les plus droitières des parti français et tchécoslovaque.

Puisque le Parti Communiste Unifié d'Allemagne (VKPD) était destiné à anticiper avec une régularité déconcertante les «manoeuvres tactiques» les plus discutables de l'Internationale avant sa chute dans la contre-révolution stalinienne et que les deux autres partis, nés constitutionnellement pourris, suivirent cette évolution avec la précision d'un baromètre, les répercussions de Livourne en leur sein aident à comprendre pourquoi les étapes ultérieures du déclin de l'Internationale s'accompagneront toujours de la remise en cause des critères **de principe**, codifiés dans les Thèses du IIe Congrès qui avaient présidé à la scission italienne; donc de la remise en cause de cette scission.

UNE CRISE LATENTE

La fusion entre le Parti communiste allemand (Ligue Spartacus) et l'aile gauche du Parti socialiste indépendant s'était réalisée à la fin 1920, au moment où à l'issue d'une longue maturation souterraine, une tendance

de droite s'accroissait dans le premier; c'était la manifestation locale d'un phénomène de nature internationale, dénoncé à plusieurs reprises dans les mois suivants par Zinoviev.

Comme l'écrivait plus tard Radek (qui était pourtant sujet de façon répétée à des flirts avec certaines versions de cette tendance), cette dernière se faisait jour dans les réticences - qui n'étaient qu'en partie explicables par l'instinct de survie du parti après les terribles hémorragies de l'hiver 1919 - à s'engager dans des luttes dont la victoire n'était pas «garantie par acte notarié» - c'est-à-dire dans la difficulté à passer de la propagande relativement tranquille aux risques de l'action pratique; ainsi que dans la crainte obsessionnelle du **putsch** déclenché par des minorités incontrôlables, et surtout par ce **lumpenproletariat**, inculte et enclin à n'écouter que son instinct, que Paul Levi voyait dans les masses toujours plus nombreuses de chômeurs.

Cela empêchait la *Spartakusbund* d'apprendre l'art d'«*appliquer le levier de l'action révolutionnaire*» aux foules qui même en Occident - et pas seulement «*dans les déserts asiatiques*» - «*ne savent rien ou même ne veulent rien savoir du marxisme, mais qui auront un grand rôle à jouer dans la révolution prolétarienne*».

La dure épreuve d'une longue bataille isolée contre tout le front de la réaction capitaliste alimentait en même temps parmi les leaders spartakistes un réflexe que nous pourrions appeler *majoritaire*: le rêve de redonner vie au parti de masse en utilisant des méthodes politiques et des moyens organisationnels moins rigides, moins in-

transigeants, moins «mécaniques», qui auraient permis de cicatrifier dans le mouvement ouvrier les blessures des années de l'**union sacrée**; le rêve d'un parti qui serait immédiatement majoritaire et, comme l'auraient voulu les champions de la révolution «propre» et préparée sur les bancs de l'école (*Parteischule*, école du parti, sans doute, mais *Schule* quand même), d'une majorité **consciente**.

En s'unifiant non dans le feu de la lutte, mais après avoir fait l'amère expérience de «comment on ne prend pas le pouvoir» et avant d'avoir seulement commencé à apprendre «comment on combat pour le conquérir», le vieux noyau spartakiste et la gauche indépendante avaient mis en commun les inerties de leur **passé** au lieu de s'aider à les surmonter: la nouvelle organisation ne pouvait se mettre en mouvement sans se déchirer à nouveau dans de dures luttes de tendances (2).

Depuis le Deuxième Congrès, l'Exécutif de l'Internationale était conscient du risque d'un tournant à droite dans le parti allemand, risque d'autant plus dangereux qu'il exprimait une tendance internationale et qu'en l'absence d'une solide opposition interne, il laissait présager un tournant successif à gauche de type «infantile»; en témoignait l'arrogance de la délégation allemande envers l'**ensemble** du KAPD - écarté par elle d'un bloc comme extra-ou anticommuniste, et les conseils de tolérance (au moins sur le plan organisationnel) envers les Indépendants dont elle était prodigue.

De 1920 à 1921 en Allemagne d'autres symptômes préoccupants s'ajoutaient à ceux qui s'étaient manifestés après le mois d'août, suscitant, surtout à Berlin, des réactions de gauche vives mais pas toujours bien argumentées.

D'un côté, la préoccupation correcte et partagée par l'Internationale de se démarquer du kaapédisme sur le plan de la théorie et du programme, ne

s'accompagnaient d'aucun effort pour proposer à ses militants des actions communes sur le terrain des luttes immédiates. Au contraire elle se traduisait par une attitude distante et dans les faits a priori négative envers les éléments ouvriers qui gravitaient dans l'orbite du KAPD parce qu'ils n'avaient pas trouvé d'organisation qui puisse les diriger dans une lutte qui ne soit pas seulement défensive, ni seulement syndicale, voire seulement parlementaire.

D'un autre côté, à la phobie «en partie justifiée» (3) envers le spontanéisme kaapédiste, correspondait dans les hautes sphères du VKPD une «ouverture» en rien dissimulée envers les couches petites-bourgeoises sensibles à des mots d'ordre comme l'alliance avec la Russie soviétique «seule voie pour sauver la nation», «contre les blessures infligées à l'Allemagne» et à l'«économie nationale allemande» par la piraterie des puissances alliées (demandes de réparations, occupation de villes rhénanes comme gage de leurs paiements, etc.).

Ces mots d'ordre avaient été lancés par la direction sans spécifier quel en était le sujet (le prolétariat après la prise révolutionnaire du pouvoir, ou la bourgeoisie solidement accrochée au pouvoir?) et donc quel était le contenu d'une telle alliance. Les éléments droitiers dans le parti, surtout en Bavière, les avaient repris au vol pour appeler les étudiants à s'unir aux ouvriers «dans un nouveau sentiment national» et même dans un «front unique» de défense et peut-être de guerre (4).

Une autre phobie présente dans les sphères dirigeantes allemandes accroissait encore la méfiance des dirigeants de l'Internationale: la phobie envers les émissaires de l'Exécutif, surnommés les *Turkestaner*, soupçonnés de venir chercher des lauriers dans une Europe encore riche de possibilités révolutionnaires après une série d'échecs personnels et de malheurs collectifs, et accusés de ne réussir qu'à rendre plus difficiles les rapports déjà compliqués entre le communisme occidental et ce qu'on appelait avec une pointe de mépris le «communisme oriental».

Politique hargneuse envers le KAPD, utilisation avec une coloration nationaliste du mot d'ordre «alliance avec la Russie soviétique»: c'est contre ces deux cibles que se dressera en février 1921 la gauche du parti à Berlin, soulevant également le problème du «bureaucratisme» instauré par la di-

rection pour couvrir les manoeuvres tactiques qui tombaient à l'improviste sur les militants de base désorientés et privés de tout moyen d'expression (5). «Grattez un peu le communiste occidental, dira un mois plus tard Zinoviev, et vous arriverez à trouver quelque chose de semblable au menchevik de gauche de chez nous» (6). Une impression analogue se répandait dans le VKPD.

Nous n'avons pas la place ici de dire quelques mots sur une initiative du parti allemand au début de l'année 1921 qui souleva des discussions jusque parmi les dirigeants russes: l'envoi d'une «lettre ouverte» aux partis «ouvriers» (SPD, USPD, KAPD) proposant des actions communes pour une série de revendications ouvrières.

Cette initiative fut sévèrement critiquée par Zinoviev et Boukharine, alarmés par l'évolution droitrière de la direction du parti allemand, alors qu'elle fut approuvée par Lénine (en accord avec Trotsky) davantage soucieux de combattre l'«infantilisme de gauche» qui lui paraissait beaucoup plus menaçant.

Quelques semaines plus tard l'éclatement de la crise dans le parti alle-

mand à propos de la scission de Livourne, allait clarifier les choses.

(1) cf «La scission italienne et la politique internationale: la crise dans la centrale du Parti Communiste Allemand», «Il Comunista», 6/3/1921

(2) Voir en particulier K. Radek «Die Krise in der VKPD», 15/3/21 sur le n°3 de «Die Internationale».

(3) Selon l'article «La nostra scissione e il Partito comunista tedesco», «Il Comunista», 13/2/21.

(4) Voir à ce sujet l'article de G. Sanna, «La tragica liquidazione della guerra mondiale e il movimento comunista in Germania», «Rassegna comunista» n°1, 30/3/21.

(5) Les dirigeants allemands étaient ainsi accusés de faire **dans** le parti ce qu'ils reprochaient à Moscou: eux qui demandaient plus de «démocratie» se voyaient accusés d'être des bureaucrates «autoritaires».

(6) Dans son discours au Xe Congrès du PC (b) R: «La situation dans l'Internationale communiste», publié sur le n°16 de «Die Kommunistische Internationale».

Le VKPD devant la scission de Livourne

Avant l'ouverture du XVIIème Congrès du Parti Socialiste Italien, Paul Lévi n'était pas le seul en Allemagne à s'attendre à ce que l'expulsion des réformistes de Turati s'accompagne du maintien dans le parti de la **grande majorité** du courant centriste (les dits *maximalistes*). Clara Zetkin lui avait exprimé, le 10 janvier, sa ferme conviction qu'«un faux pas avait été effectué en créant une fraction dans le Parti au lieu d'attendre le Congrès et de profiter du temps qui restait pour clarifier à fond la situation»; erreur dont étaient responsables pour moitié, écrivait-elle, «nos camarades de Moscou» qui «ont eu leur part en heurtant l'amour de Serrati pour le parti, en le poussant à droite au lieu de l'attirer à gauche. Le poing de fer est sans doute indispensable – ajoutait-elle – mais en Occident, depuis le Moyen-Âge, il ne faut pas attaquer les gens de front, mais savoir les caresser dans le sens du poil» (1)...

Cette même Zetkin – qui tout au

long des quatre mois suivants agira pratiquement toujours de conserve avec Lévi sur le plan politique sinon sur le plan disciplinaire, mais servira ensuite de marraine omniprésente aux virages tactiques et organisationnels les plus désastreux de l'Internationale – justifiera, lors du IIIème Congrès de l'IC, son désaccord avec la scission de Livourne et son attention aux lamentations de Serrati lors d'une rencontre privée tenue après le Congrès du PSI (2); son argumentation, semblable à celle des Lévi et cie, était que si la position centriste prise par les «unitaires» italiens constituait sans doute un obstacle, ils avaient derrière eux «de grandes masses prolétariennes qui avaient démontré dans le passé et qui démontraient actuellement qu'elles cherchaient loyalement le chemin de la IIIème Internationale». Il fallait donc «pour attirer dans les rangs du Parti communiste des milliers et des centaines de milliers d'ouvriers, se mettre d'accord avec les amis de la

Histoire de la Gauche communiste

gauche socialiste et peut-être même avec Serrati». La scission, voulue pour obtenir «un parti petit mais pur» aurait au contraire poussé «pratiquement de force» les unitaires dans les bras des partisans de Serrati; il fallait maintenant d'agir afin que «même le dernier prolétaire [n'ait plus] aucune doute sur Serrati» (3) et en conséquence sur l'opportunité et la nécessité de la scission.

Lévi affirma qu'à la veille de son départ pour le Congrès de Livourne, Radek était lui aussi de cet avis (4); il est sûr que c'était le cas d'une bonne partie des dirigeants communistes allemands issus de la «gauche» des Indépendants.

C'est peut-être pour cela que Lévi ne resta à Livourne que le temps de transmettre les salutations du VKPD, suivre le débat de manière critique et rencontrer discrètement Serrati (avec l'illusion de pouvoir le convaincre de renoncer à sa décision de ne pas rompre avec les réformistes, en attendant que ceux-ci, accomplissant un dernier acte de compromission, permettent aux ouvriers de... comprendre la nécessité de la scission), avec Graziadei et Marabini (ses confrères en amour des «passerelles», pourtant désormais convaincus que tergiverser envers les unitaires était désormais non seulement vain mais contre-productif), avec Kabaktchiev-Rakosi d'un côté et Bordiga-Bombacci de l'autre, avec l'espoir tout aussi illusoire de les convaincre d'«assouplir» la motion d'Imola.

Après l'échec de cette tentative, il était rentré à Berlin sans participer à l'assemblée de fondation du Part Communiste d'Italie pour rédiger au calme, le 20 janvier, un rapport circonstancié à l'EKKI (le Comité exécutif de l'Internationale Communiste) (5). Les points principaux de ce rapport sont les suivants:

1) le groupe Serrati, équivalent aux ex-Indépendants de gauche allemands, représente une force dont il faut tenir compte (il disposait - tout de même! - de 2500 municipalités sur 8000, qui assuraient des «fonctions de police» (!), donnant la possibilité de se fournir en armes et d'accomplir un travail clandestin);

2) en se privant de son apport pas seulement numérique, le nouveau parti (même si Bordiga «semblait être extrêmement énergique et décidé») se serait privé d'un noyau de prolétaires sincèrement dévoués à la IIIème Internationale;

3) le danger était d'autant plus sérieux que le PC d'I nouveau né était un mélange de tendances hétérogènes (6);

4) si les camarades italiens et les deux délégués russes avaient montré un peu plus de tact, il aurait été possible d'obtenir à la fois l'expulsion de la droite et la récupération de la grande masse de la fraction unitaire. Il fallait donc que l'EKKI rouvre la «question italienne».

Jusque là Lévi était resté dans les limites d'une initiative personnelle sur le plan de l'intervention pratique comme sur celui de l'échange d'idées. Mais le 23 janvier la «Rote Fahne» publia son article sur le Congrès du parti italien (*Der Parteitag des italienischen Partei*) où il répétait en grande partie ses appréciations et où il déploirait l'absurdité d'une situation où deux groupes revendiquaient avec la même (!) légitimité l'appartenance au Komintern, étaient également (!!) opposés au réformisme et divergeaient uniquement (!!!) sur la «date de la scission». Le désaccord avec l'Exécutif de Moscou et les camarades italiens était ainsi rendues **public**, et, compte-tenu de la personnalité de l'auteur, **officiel**.

Mais la vraie bombe éclata lorsque l'organe du parti socialiste allemand, «Die Freiheit», publia le 30 janvier le texte d'une lettre personnelle coléreuse de Paul Lévi au représentant de l'EKKI en Allemagne (dont on ne donnait pas le nom, mais qui était Rakosi) après une violente querelle sur la scission de Livourne (7). Dans cette lettre, le président du VKPD revendiquait le droit, et, si nécessaire, le devoir, de formuler des critiques et de suggérer au CE de l'IC des corrections aux erreurs, étant entendu qu'il revenait à Moscou de les mettre en pratique. Faisant allusion à d'obscures menaces qui lui auraient été adressées, il demandait qu'on lui réponde «non pas à la Serrati, mais ouvertement» si l'Internationale et son représentant jugeaient «nécessaire ou même seulement désirable son éloignement de la présidence du parti». Il se permettait enfin de rappeler au destinataire que peu avant son départ pour Livourne, la consigne télégraphique de Moscou n'étant pas encore arrivée, il avait démontré avoir sur la scission des positions semblables aux siennes (8).

Réunie le 28 janvier 1921 sous le double **choc**, la *Zentrale* (un organe plus restreint que le Comité Central, intermédiaire entre celui-ci et le Secrétariat; l'analogie, en quelque sorte,

du Comité Exécutif du parti italien, mais moins souple: 14 membres, sept pour chacun des deux fractions du VKPD) repoussa les motions de Lévi et de Radek (9); le premier février elle vota à l'unanimité une motion contenant les amendements suggérés par Zetkin et parus le lendemain dans la «Rote Fahne» (10).

Cette motion reconnaissait sans doute (Point I) que «les Partis Communistes ne peuvent ni préparer la révolution ni diriger les masses prolétariennes si ils conservent dans leurs propres rangs, aux postes de responsabilités, des adversaires de la révolution communiste» (les partisans de Turati); qu'«en exigeant de manière définitive l'expulsion des réformistes, l'Exécutif de l'IC a agi non seulement en conformité avec les décisions du IIe Congrès mondial, mais aussi en plein accord avec les partis qui y adhèrent» (Point II); que les maximalistes, préférant «la scission et la rupture avec le Komintern plutôt que la séparation d'avec les réformistes» ont «démonstré qu'ils avaient dans leurs rangs des éléments centristes oscillant entre communisme et réformisme» (Points III et IV); et qu'en conséquence «le PC d'I (groupe Bordiga-Bombacci) est en Italie le seul parti que les partis frères des autres pays doivent considérer comme membre légitime et de plein droit de l'IC, en l'appuyant avec la plus ferme détermination» (Point IV).

La motion se déclarait cependant convaincue qu'il était «possible d'unifier le PC d'I et la partie du groupe scissionniste de Serrati qui a sérieusement décidé de constituer un détachement de combat de l'IC, se séparant nettement de tous les éléments et les tendances centristes» et elle demanda à l'EKKI de s'employer «à réaliser une entente et une unification entre les deux groupes» (11), avec comme première condition l'exécution des délibérations de II Congrès de l'IC» (Point V).

La résolution portait un coup à droite avant d'en porter un à gauche. C'était le reflet de l'incapacité, commune à tous les dirigeants du parti, de comprendre le rôle historique du maximalisme, et donc de comprendre le problème de la conquête d'au moins une partie des grandes masses restant sous son influence à la direction du parti communiste autrement que comme une «négociation» entre «partis souverains» ayant le même droit d'être accueillis au sein de la IIIème Interna-

tionale. Poser ainsi la question équivalait à considérer que le processus de formation du parti était encore ouvert, non seulement en Italie mais partout ailleurs (comme le pensait de fait Lévi); cela excluait en conséquence la seule manière, naturelle et organique, valable désormais pour tous – simple militant, groupe ou courant, d’entrer dans l’organisation internationale communiste: l’adhésion aux sections du Komintern existantes, constituées sur la base de principes théorico-programmatiques et de critères organisationnels fixes et en aucune manière négociables.

Il était donc naturel que, pour ces deux raisons, les dirigeants du PC d’I aient jugé la résolution pour le moins insuffisante.

Etant donné l’enchevêtrement de nombreuses questions dans l’éclatement de la crise du VKPD, deux autres paragraphes suivaient dans la résolution. Le premier, tout en répétant son jugement négatif sur l’acceptation par l’Internationale du KAPD comme parti sympathisant, en prenait acte de manière disciplinée; il dénonçait les violations répétées par les kaapédistes des accords conclus à Moscou en décembre et demandait à l’EKKI de condamner ces manœuvres *«qui vont dans un sens contraire aux aspirations du prolétariat allemand à l’unité face à l’ignoble comportement des Scheidemann, des Dittman et des bureaucrates syndicaux»*. Le second suggérait une série de mesures pratiques pour favoriser une plus stricte centralisation de l’Internationale sous la direction de l’EKKI et pour que les sections donnent à ce dernier une collaboration plus active grâce à l’organisation de rapports réciproques plus réguliers.

L’unanimité du vote ne pouvait cependant pas clore un incident qui, à partir de l’appréciation de Livourne, touchait le problème bien plus large du mode de constitution des partis communistes, du fonctionnement de l’Exécutif et de ses rapports avec les sections nationales du Komintern. Lévi était le dernier dont on pouvait attendre qu’une fois la pierre lancée il se dispose à l’arrêter; et effectivement il revint à la charge dans une série d’articles, interventions et discours (12) dénonçant ce qu’il considérait constituer de la part de l’IC une méthode standard de formation des partis communistes – une méthode de scissions «mécaniques», «artificielles», imposées d’en haut et de l’extérieur, sans

s’occuper de la plus ou moins grande compréhension de leurs causes par les larges masses – et demandant à l’Exécutif d’offrir *«à l’aile gauche des partisans de Serrati la possibilité de rentrer dans l’Internationale»*, non pas par l’adhésion individuelle aux partis existant de fait et de droit, ce que personne ne voulait empêcher (et ce qui était au contraire encouragé) mais par la fusion entre organisation considérées comme égales.

Entre temps, le malaise causé par l’attitude de la centrale (pas seulement sur la question de la scission en Italie) avait gagné certains de ses membres les plus influents comme Brandler et Thalheimer; et elle était alimentée par les articles de Radek et de Kabaktchiev dans la presse du parti (13) ainsi que par la campagne développée par l’«opposition de gauche» organisée en Comité d’action sous la direction du trio Friesland-Fischer-Maslow (14). La demande d’une correction de la résolution du 1^{er} février se faisait donc toujours plus insistante.

Les tensions accumulées explosèrent lors de la réunion du Comité Central les 22-23-24 à Berlin après que les alignements, restés jusqu’alors vagues et confus, se soient précisés (15). De son côté, Lévi attaqua la méthode, attribuée à l’IC, qui consistait à *«consolider et renforcer les partis»* nés de la scission des partis réformistes (16) en *«les scindant à nouveau afin d’obtenir un noyau plus solide et plus pur»* (la méthode des *«scissions à répétition»*), au lieu d’arriver à ce but au moyen des luttes et des expériences communes; ainsi que l’intention après avoir expérimenté cette méthode en Italie, de l’étendre à d’autres pays, y compris peut-être l’Allemagne.

Rakosi répliqua que lorsque des exigences de clarification politique exigeaient une scission, il ne fallait pas hésiter à la faire, et même autant de fois que nécessaire, que ce soit en France, en Italie ou en Allemagne (17), tandis que Stocker revendiquait la nécessité de la scission tel qu’elle avait eue lieu à Livourne, et concluait: *«La tactique de l’Internationale doit désormais s’employer à renforcer, en Italie, le parti communiste, et à détacher du groupe de Serrati les masses travailleuses qui le suivent encore»*.

La motion Thalheimer-Stocker, repoussée par la Centrale mais présentée à nouveau à la réunion du CC, fut finalement approuvée par 28 voix contre 25 et rendue publique dans la «Rote

Fahne» du 27 février. Reprenant tels quels les points I-III de la résolution du 19, elle énumérait ensuite une liste de questions de principe avec lesquelles divergeaient les maximalistes, s’opposant ainsi aux thèses programmatiques et aux directives tactiques du Komintern (expulsion des réformistes, questions agraire et nationale, rapports entre syndicats et parti, réaction face aux attaques armées des contre-révolutionnaires, centralisme des sections nationales); et elle affirmait:

1) le PC né à Livourne est le seul représentant de l’IC en Italie, et son renforcement n’est possible qu’au moyen d’*«une position ferme de lutte contre la direction réformiste du groupe Serrati»*; 2) *«les masses prolétariennes restées sous l’influence de la direction de Serrati ne pourront être conquises à une claire politique communiste que si l’IC prive définitivement le groupe Serrati de la possibilité de camoufler sa politique opportuniste sous le drapeau de la IIIème Internationale, que si elle assume une position de lutte ferme et décidée contre ce groupe dirigeant (...) et enfin reconnaît et appuie fermement le PC d’I comme étant le seul membre légitime et de plein droit de l’IC»* (18).

Coup de théâtre classique: face à ce désaveu ouvert, Lévi démissionne de la Centrale en l’accusant d’obéissance passive aux représentants de l’EKKI (*«Le Comité Central – écrit-il sur la «Rote Fahne» le premier mars – est allé devant l’oracle de Delphes pour apprendre de la bouche de la Pythie la véritable signification de ce qui est arrivé en Italie»*). Démissionnent également, par solidarité, Däumig, Zetkin, Brass et Hoffmann en déclarant que si, en Italie, il était juste de se séparer des réformistes, la méthode suivie avait cependant *«exclu de l’Internationale des masses ouvrières qui, de par leur passé et leur volonté révolutionnaire, pouvaient parfaitement continuer à appartenir à un Parti communiste»* (19); que l’on assistait à une tentative de *«créer des partis plus solides et plus purs à travers le processus mécanique de la scission»*; au lieu de former des partis de masse, on risquait ainsi de créer de minuscules groupes privés d’influence.

Le CC accepta les démissions, remplaçant les deux présidents démissionnaires par Brandler pour les spartakistes et Stocker pour les indépendants, et il confia le secrétariat du parti à

Frolich, Meyer, Bottcher et Sievers; dans une Déclaration ultérieure (20) il affirmait qu'en donnant son accord pour la scission y compris avec les partisans de Serrati, l'Exécutif de l'IC n'avait introduit aucun principe nouveau par rapport aux Thèses et Conditions du IIe Congrès ni n'avait désavoué la thèse sur la nécessité de créer des partis communistes de masse, et qu'aucune nouvelle scission n'était prévue ni en Allemagne ni en France (21).

Mais Lévi n'entendait pas capituler pour autant; le premier mars, dans un article intitulé «*Nous autres*» («*Wir anderen*»), il réaffirmait son jugement selon lequel Livourne avait été «*une tentative d'expulser l'opportunisme de façon mécanique*» sans hésiter «*à couper une jambe à cause d'un orteil malade*». Faisant allusion à une menace d'extension de cette pratique à la France et à l'Allemagne, il justifiait la protestation des cinq par la nécessité d'«*éteindre un incendie dès que brûle la première maison, sans attendre qu'il s'étende à d'autres*».

Lors d'une nouvelle réunion de permanents du parti à Berlin (22), il répéta l'accusation que l'IC cherchait le renforcement des partis communistes à travers une série de «*scissions mécaniques*», au lieu de le réaliser par l'éducation des masses sur la base de la lutte, en contact constant avec elles; et il faisait remonter cette méthode à la conception du parti de classe «fermé» qu'avait défendue Lénine contre Rosa Luxembourgen 1902-1904: la polémique sur Livourne était donc ainsi élevée au niveau d'un désaccord sur des questions de principe. Le 15 mars, dans l'article «*Meine replik*», il réaffirmait une de ses thèses préférées: «*Les masses jugent sur la base de leur propre expérience, et, à l'époque de Livourne, elles n'étaient pas encore convaincues que Serrati était un traître*». Sa conclusion était que, puisque nous avons à faire à un opportunisme masqué, «*il n'y a qu'à lui arracher le masque par la praxis révolutionnaire*». Curieuse façon de démasquer l'opportunisme en le maintenant au sein du parti tant que les masses ne se sont pas convaincues - au prix de leur sang - de sa trahison, au lieu de commencer par l'empêcher de mener son travail capillaire de sabotage dans le parti en confiant à la «*praxis révolutionnaire*» la tâche de persuader les prolétaires qui le suivent de retrouver le chemin vers le parti!

Mais de nouveaux événements

mirent alors fin à la polémique sur la scission de Livourne et donnèrent la preuve définitive que la crise ouverte en Allemagne allait bien au-delà d'une simple querelle de circonstance.

Avant de passer à la réponse du parti italien, il est nécessaire de faire deux observations. La première est que Lévi et ses plus proches collaborateurs avaient raison au moins sur un point, à savoir la versatilité de la Centrale allemande, et, en particulier, de ses éléments de «gauche». L'histoire du VKPD sera celle d'une série continue d'oscillations d'un extrême à l'autre, d'une «gauche» qui en quelques mois ou même quelques jours se transforme en droite, d'«offensistes» qui se transforment en «défensistes», d'adversaires du «national-bolchevisme» qui en deviennent les hérauts, de critiques de Moscou qui se transforment en partisans à tout prix, selon les hauts et les bas des situations contingentes (23).

Il y a en fait un rapport de dépendance constant entre les oscillations tactiques et organisationnelles du VKPD et les zigzags tactiques et organisationnels de l'Internationale au cours de sa brève existence; le parti qui aurait dû constituer la colonne vertébrale de l'ensemble du mouvement communiste démontrera qu'au contraire il était non seulement son maillon faible mais également le foyer du processus, d'abord tendanciellement puis ensuite pleinement dégénératif dont tout le mouvement sera vic-

time.

La seconde observation est que cette versatilité n'était que l'autre face de l'empirisme dont Lévi représentait précisément l'expression la plus nette - la tendance à se laisser dicter par la situation **immédiate** les orientations en matière de tactique et d'organisation ainsi que l'analyse des événements. De là, en dehors de sa manière à la fois gradualiste et idéaliste de comprendre le processus révolutionnaire, l'incapacité chez Lévi à voir dans le maximalisme italien et dans le centrisme international autre chose qu'un «accident de parcours», qu'un fait occasionnel dépendant principalement la trajectoire à des erreurs d'analyse plus ou moins liées à un infantilisme de gauche; et en conséquence son inclination à faire dépendre la résolution de ce problème de l'habileté manœuvrière et de la capacité aux compromis d'un «communisme adulte».

De là, la méfiance poussée jusqu'à la phobie envers les «*scissions incompréhensibles pour les grandes masses*» y compris face au fait évident que les «*grandes masses*» comprennent d'autant moins les causes profondes des scissions, que le parti de classe n'a pas le courage de les clarifier et d'**en tirer les conséquences nécessaires**.

De là, pire encore, la manie de préférer aux résultats **positifs** et aux enseignements **durables** d'un acte sans doute douloureux dans l'immédiat mais **politiquement salutaire**, comme la rup-

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

(Brochure A5, 60 pages, février 2009, Prix: 2 €, 4 FS)

Table des matières

- Introduction
- Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti («*le prolétaire*», N° 491, Nov.-Déc. 2008 / janvier 2009)
- La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre (*Rapport à la réunion générale du parti - 1972*)
- La situation en Allemagne et le mouvement communiste («*Il Soviet*», N° 18, 11 juillet 1920. Traduction dans «*programme communiste*», N° 58, avril 1973)
- Annexe: Berlin 5 janvier 1919

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre



ture avec l'équivoque centriste, les effets **temporairement** négatifs (surtout si l'on juge en termes **numériques**) que celui-ci ne manque pas d'avoir sur l'ensemble de l'organisation; ainsi que la tout aussi déplorable manie de remettre en question, à chaque contrecoup des actions tactiques ou des mesures organisationnelles, les critères dont celles-ci s'inspiraient, y compris les *Thèses* et les *Conditions d'admission* qui méritaient ce nom précisément **dans la mesure où** elles ne pouvaient pas être remises en cause. L'Internationale communiste elle-même subira les conséquences de cet empirisme dans les années où notre courant l'accusera (la pire insulte possible pour ceux qui étaient à sa tête)

d'**éclectisme**.

Comme devant les mêmes problèmes la Gauche prit en Italie une position **opposée**, il est important d'illustrer la façon dont elle réagit notamment face aux jugements allemands sur la scission de Livourne, sans hésiter à multiplier les citations même si les extraits que nous reproduisons peuvent sembler ne pas toujours le mériter. Cette ample documentation a en effet aussi pour objet de répondre au déluge de critiques et d'attaques contre la scission de Livourne qui prolifèrent aujourd'hui plus que jamais et qui ne peuvent pas ne pas désorienter les jeunes militants; la «mise au point» y est faite de façon plus qu'exhaustive.

fraction réformiste, dite de «concentration socialiste» - s'en sont éloignées toujours davantage en s'orientant de plus en plus à droite. La même chose s'est produite sur la question collatérale du nom du parti: dans leur motion de Florence les unitaires proposaient le nom de *socialiste-communiste*; à Livourne ils décidèrent de revenir au nom de *socialiste*, évidemment pour se placer sur le terrain de la fraction de droite, absolument opposée au changement de nom.

Il y a plus. Il existait un courant, celui du camarade Graziadei, qui s'était fixé précisément le but que vous évoquez de la dite *Unité communiste*. Mais, surtout après les déclarations impudentes des réformistes affirmant accepter les vingt-et-un points et toutes les positions communistes au même moment où ils injuriaient et diffamaient la Troisième Internationale, et devant la conduite révoltante des partisans de Serrati, Graziadei et ses amis déclarèrent que leur objectif était impossible à atteindre; ils votèrent pour notre motion et ils sont aujourd'hui parmi nous dans le parti communiste.

La même opinion a été exprimée par les camarades qui représentaient l'Internationale; ainsi que de tous les communistes étrangers qui assistaient au Congrès. Ceux qui connaissent l'action politique ancienne et surtout récente des unitaires, qui ont entendu leurs discours au Congrès, leurs invectives contre les représentants de l'Internationale, pour ne pas dire contre les communistes italiens, savent que s'ils ne sont pas des réformistes, ils ne s'en différencient que **dans la mesure où ils sont encore plus dangereux que ces derniers pour le succès de la révolution prolétarienne en Italie**.

Enfin, selon la version de l'«Avanti!», vous diriez en outre dans votre article qu'une situation défavorable se serait créée parce que la fraction communiste italienne ne constitue pas un groupe clair et solide. Nous ne voulons pas nous arrêter sur ce point. Nous espérons seulement que le développement du travail et de l'organisation de notre parti communiste, constitué depuis quelques jours à peine mais déjà en pleine et magnifique activité, démontrera qu'il faut parler au contraire d'un parti clair, solide et puissant, digne représentant de l'Internationale communiste en Italie».

Une brève note intitulée «Notre scission et le Parti Communiste Allemand» sur «Il Comunista» du 13/2/1921

La réplique de la «Gauche italienne»

La première réaction se trouve dans une lettre d'Amadeo Bordiga adressée le 28 janvier 1921 à la «Rote Fahne» (publiée le 3 février sur «Il Comunista» et le 8 sur «L'Ordine Nuovo»). L'auteur se réfère à un article de Lévi sur le congrès de Livourne publié par ce quotidien le 22 janvier et dont un résumé avait paru sur l'«Avanti!». Il commente ainsi les positions du dirigeant allemand:

«Selon [cet article] vous ne partageriez pas l'attitude intransigeante adoptée à Livourne par la fraction communiste envers les soi-disant «Communistes unitaires» et vous seriez de l'opinion qu'avec un peu de bonne volonté de notre part, il aurait été possible d'arriver au résultat, que vous pensez souhaitable, de n'éliminer du Parti et de la Troisième Internationale que la seule fraction réformiste de droite.

Nous ne pouvons pas accepter un tel jugement, d'une gravité évidente. Il vous semble qu'il existait une possibilité de pousser les communistes unitaires dirigés par Serrati à abandonner immédiatement des réformistes, par un vote au Congrès en application des décisions de Moscou. Nous sommes au contraire totalement convaincus, sur la base de mille faits, qu'il était impossible d'arriver à ce résultat; et ceci sans compter que la sortie de toute la fraction Serrati de la Troisième Internationale doit être considéré **comme un événement utile et vraiment**

exemplaire pour la tactique communiste, plutôt que comme une conséquence malheureuse de la situation créée à Livourne. Il va de soi que nous parlons des chefs; mais pour arracher à ceux-ci les masses qui les suivaient et qu'ils trompaient sur les termes de la question, il n'y avait pas d'autre moyen que la scission complète, après laquelle nous avons entrepris une vive campagne pour attirer à nous le prolétariat italien.

Mais pour revenir à l'éventualité de la solution que vous envisagez, à savoir la sortie du parti de la petite minorité de droite, voici, sans entrer dans trop de détails les raisons qui démontrent qu'elle était dans les faits impossible à réaliser.

Durant la campagne de préparation du Congrès les unitaires affirmaient pour recueillir des suffrages qu'ils étaient disposés à l'**épuration** du parti, c'est-à-dire à l'élimination sinon d'une fraction ou de groupes, du moins des hommes les plus compromis par leurs positions réformistes bien connues. Eh bien, cette proposition disparut lors des journées de Livourne; et les unitaires démentirent lors de leur réunion de fraction la rumeur selon laquelle ils voulaient proposer l'exclusion des députés Turati et Ciccotti, les deux personnages que Serrati était le moins opposé à sacrifier. Les positions unitaires, bien loin de se rapprocher des nôtres - vote par le Congrès de l'exclusion de toute la

prend acte de l'ordre du jour de la Centrale du VKPD du premier février «arrivé bien à propos pour réfuter les opinions du camarade Levi sur une trop grande dureté de notre scission» et pour «donner l'approbation de ce parti au travail de la IIIe Internationale en Italie et à la fraction communiste maintenant constituée en PC d'I». Mais comme cet ordre du jour «juge possible l'union du Parti communiste avec la partie de la fraction Serrati qui se placerait éventuellement sur le terrain de la IIIe Internationale», la note s'empresse d'ajouter (souligné par nous):

«Nous prions les camarades allemands de renoncer à cette ultime illusion. Peut-être raisonnent-ils par analogie avec ce qui s'est passé en Allemagne il y a quelques temps, lors de la désintégration des Indépendants et l'union de leur aile gauche avec les communistes allemands. Nous croyons à l'inverse que le processus de constitution du parti en Italie est achevé et qu'une grande partie de notre activité sera consacrée à la lutte contre les réformistes et les centristes et opportunistes de la fraction Serrati», étant entendu que «nous ne mettons aucun obstacle au passage dans les rangs du Parti communiste d'éventuels ouvriers communistes restés dans le PSI.»

La deuxième partie de l'article «Wir und die Exekutive», résumé à sa façon par l'«Avanti!» parut le 20 février. Elle donne l'occasion à *a. b.* revenir sur la question, dans l'article «Paul Levi et les communistes allemands» («Il Comunista», 24/2/21). Bien loin de toute vaine lamentation pour ce que l'histoire a voulu, son attitude est marquée par l'acceptation franche de sa nécessité et par l'engagement à travailler de façon énergique sur tous les éléments positifs qui existent. Après une brève réplique polémique à l'«Avanti!» qui prétendait faussement que toute la direction du VKPD partageait les positions de Levi par rapport à Moscou, l'article poursuit:

«Nous réservant de répondre dans les journaux des camarades communistes allemands sur ce qui s'écrit à notre sujet en Allemagne, rappelons que le texte des décisions de la Centrale sur la scission en Italie est celui qui a été publié sur l'«Ordine Nuovo» du 5 courant, et dont nous avons déjà parlé sur «Il Comunista» en relevant que dans cette résolution on approuve pleinement tant l'oeuvre du C.E. de Moscou que celle de la fraction communiste italienne au Congrès de Li-

vousne.

Nous avons exprimé un désaccord avec les camarades allemands seulement sur l'éventualité d'une unification de la gauche du parti socialiste avec notre parti; nous voulions signifier que **si nous espérons et demandons la venue dans nos rangs des bons militants, particulièrement ouvriers, qui ont compris les dangers de la confusion politique des unitaires du PSI, nous croyons qu'il n'est pas possible d'envisager une possibilité d'unification du genre de la Halle, une agrégation à notre parti communiste de blocs qui se détacheraient de l'autre parti; et cela tant pour des raisons internationales d'organisation du mouvement communiste que pour notre conception de la formation du parti communiste en Italie.**

Ceci clarifié, il reste évident que toutes les autres opinions contenues dans le texte de Lévi résumé par l'«Avanti!» sont ses opinions personnelles et non celles des communistes allemands ou de la Centrale de leur parti. Nous ne voulons pas approfondir ici la polémique avec Levi; il dit que la scission aurait du avoir lieu non entre nous et le groupe de Serrati, mais entre celui-ci et la droite réformiste. Mais c'était précisément ce qui était écrit dans la motion de la fraction communiste. Levi dit que nous avons eu tort de vouloir imposer cette motion sans en changer une virgule, mais l'étrange est qu'il exprime précisément la pensée formulée dans la motion elle-même. Si celle-ci ne fut pas appliquée, la faute en revient simplement à la majorité qui la repoussa et lui opposa son refus obstiné d'expulser ne serait-ce qu'un **seul réformiste**. Si la scission s'est accomplie de la manière dont elle a eu lieu, ce n'est pas à cause d'un refus de vouloir atténuer la motion, mais au fait que le seul moyen pour obtenir l'accord des Serratistes aurait été de la désavouer de la première à la dernière lettre. Nous ne faisons pas au camarade Levi l'injure de supposer que c'est ce qu'il nous aurait conseillé de faire, d'autant plus qu'il a défendu à Livourne et qu'il défend encore aujourd'hui la thèse de l'exclusion de tous les réformistes qui se trouvait dans notre motion.

Le camarade Levi a-t-il des éléments concrets pour appuyer son affirmation selon laquelle il aurait été possible de trouver un point d'accord avec les Serratistes qui ne soit pas le maintien intact de l'unité du parti jusqu'à Turati lui-même? Nous lui po-

sons cette question afin de démontrer que ses impressions ne sont pas exactes; et nous ajoutons immédiatement, encore une fois, que de même qu'il est vrai que les choses ne pouvaient se dérouler autrement que comme elles ont eu lieu, il est pour nous tout aussi indiscutable que **c'est un bien pour la cause communiste qu'elles se soient déroulées ainsi.**

«Il Comunista» publie le 6 mars un article très intéressant: «La crise dans le parti communiste allemand».

Amadeo Bordiga s'y moque de l'«Avanti!» qui, le 27 février, s'était précipité pour annoncer «la démission de toute la Centrale (...) en solidarité avec les unitaires italiens» («comme si la centrale, dans l'hypothèse gratuite où elle aurait été unanime dans une telle solidarité, aurait eu besoin de démissionner pour cela!»); puis après avoir exposé les points centraux de la motion Stocker-Thalheimer, il explique la valeur **internationale** de Livourne que ce soit comme épisode de la lutte contre l'équivoque réformiste ou comme contribution à la liquidation de situations confuses subsistant dans des partis formés à travers un processus de clarifications théorique et politique insuffisantes (souligné par nous):

«Les démissionnaires ont (...) déclaré qu'ils partageaient la demande de l'Internationale de l'élimination des droitières du parti italien; mais que leur opposition découlait de la crainte que la politique intransigeante initiée en Italie d'élimination rigoureuse des opportunistes, même déguisés en révolutionnaires, doive, selon les déclarations des représentants de Moscou à Livourne, s'étendre à d'autres pays, parmi lesquels la France et l'Allemagne.

Cette dernière considération est si intéressante qu'elle dépasse la polémique avec l'«Avanti!» et **touche les problèmes internationaux vitaux du mouvement communiste**. Nous pensons que la signification de la conclusion du Congrès (...) réside précisément en ceci qu'elle a fourni à la pratique internationale du mouvement communiste des éléments permettant de perfectionner les moyens pour identifier les dangers de corruption du mouvement. Ce n'est pas par hasard, nous l'avons dit plusieurs fois, si en Italie où le parti avait connu dans le passé moins de déviations opportunistes, le processus de sélection des facteurs politiques communistes s'est présenté de la manière dont il a eu lieu,

en indiquant comme éléments à écarter y compris certains qui semblaient par leur passé les moins suspects. **Ces valeurs dialectiques dans l'étude de la crise des partis prolétariens devront influencer et influenceront sur la systématisation internationale définitive de l'organisation communiste; et nous pensons que les organes suprêmes doivent reprendre ce que craignent Lévi et ses camarades démissionnaires, c'est-à-dire l'application du maximum de sévérité aux autres partis, parmi lesquels se trouve sans l'ombre d'un doute le parti français, et peut-être sous certains aspects le parti allemand lui-même dont la grande unification de Halle n'a certainement pas apporté que des éléments purs et où subsistent encore des scories.** L'alarme n'est donc pas injustifiée; mais nous trouvons qu'elle fait du tort aux camarades démissionnaires qui se donnent ainsi le rôle de protecteurs des résidus opportunistes dont il faudra peut-être demain faire place nette.

C'était ce qu'il nous fallait dire afin de réaffirmer que pour nous la lutte contre l'équivoque opportuniste est **une lutte internationale**; que ce qui s'est fait en Italie est un excellent précédent pour liquider des situations troubles qui survivent dans d'autres partis; que c'est la raison pour laquelle les communistes croient que des rapports toujours plus solides d'information et de critique réciproques doivent relier les partis des divers pays, à la grande différence des méthodes obliques qu'on voulait utiliser en Italie pour exploiter les défauts des autres partis afin de conserver dans le nôtre la maladie à laquelle nous sommes fiers d'avoir appliqué des remèdes héroïques».

Mais la question des *Débats entre le Parti communiste unifié d'Allemagne et le Comité exécutif de l'Internationale* surtout à propos de la scission du Parti italien était trop importante pour que le premier numéro de la revue théorique du parti, «Rassegna comunista» (*Revue communiste*) n'y consacre pas le 30 mars 1921 un long article de Bordiga sous ce titre et sous-titre.

Pour répondre au discours de Lévi à la réunion des 22-24 février, le texte se maintient sur le terrain des faits, en contestant que seul un cinquième du vieux parti soit passé dans le nouveau; à propos de la comparaison entre «la position de Serrati qui trois mois avant d'être mis à l'index, était prési-

dent d'un congrès international» et celle des Indépendants allemands et de la question «comment aurait-il été possible de se défaire de Dittman si celui-ci avait été à Moscou président du Congrès?», il observe, en approfondissant la question de fait et en répondant aux objections éculées de l'opportunisme international:

«En voilà en vérité un raisonnement spécieux! Il n'est pas possible de dresser un parallèle entre la scission du parti indépendant allemand et celle du parti italien: en Allemagne la scission avait déjà eu lieu et à Halle, du point de vue de l'organisation de l'Internationale, il n'y a pas eu scission, mais agrégation d'un groupe proche» ayant rompu avec d'autres «qui n'avaient jamais fait partie de l'organisation internationale.

La comparaison ne peut pas davantage être utilisée pour envisager l'union avec notre parti d'un bloc de la gauche serratiste, si l'on ne veut pas réduire l'homogénéité et la discipline de l'Internationale que le camarade Lévi désire autant que nous, à un état de chose où l'on renforcerait et rafistolerait continuellement l'organisation en y cousant des pièces... d'autres couleurs, comme font les fripiers avec les habits usés».

A propos de «l'opinion du camarade Lévi sur l'impression que font en général les scissions sur les masses ouvrières», l'article rétorque:

«Il donne, à notre avis, une importance excessive à l'évaluation d'un facteur d'ordre psychologique, qui peut d'ailleurs jouer dans un sens opposé à celui qu'il envisage. Il nous semble que **les préjugés contre les scissions et la crainte de l'hostilité envers qui s'en fait le défenseur, est plutôt caractéristique de la couche traditionnellement la plus passive et inerte des dirigeants et semi-dirigeants dans les partis**».

Un bref interlude dans cette polémique est donné par la seule voie qui s'exprima officiellement dans le parti français pour mettre en doute la validité des principes et des méthodes à la base de la scission de Livourne; et nous disons *officiellement*, parce qu'il est difficile de croire que les dirigeants d'un parti bien plus hybride que celui sorti de l'unification de Halle et en désaccord dès le début avec l'EKKI sur les problèmes vitaux de tactique et d'organisation, ne partageaient pas la substance des critiques d'un Jacques Mesnil publiées sur «l'Humanité» du 25 janvier (reprises sur l'«Avanti!»

des 29 et 30 janvier dont il avait été autrefois le correspondant en France).

Mesnil se demandait si «la situation aujourd'hui est vraiment «révolutionnaire» comme [les bolcheviks] pensent qu'elle l'est» et si «étant donné la situation existante, la meilleure tactique consiste vraiment à provoquer [!] une scission qui coupe de la masse du parti les éléments les plus jeunes et les plus combattifs[!!]». Dans les pages de la «Revue communiste», cet ancien élève d'Elysée Reclus resté foncièrement libertaire, accusait les délégués de l'Internationale de commettre comme tous les bolcheviks «une erreur fondamentale: la foi aveugle dans les vertus de la centralisation».

L'épisode est doublement significatif: 1) comme exemple de la pratique selon laquelle tout militant ou groupe de militant du PCF se sentait autorisé à prendre publiquement position sur les problèmes intéressant le mouvement communiste en général et le Komintern en particulier, suivant la tradition non seulement fédéraliste mais aussi individualiste qui avait en France de vieilles et profondes racines; 2) comme manifestation de la même maladie contingentiste dont étaient affligés les dirigeants du parti allemand et qui faisait dépendre le jugement sur la valeur ou l'opportunité de l'application des Thèses et Conditions d'admission, de l'appréciation du caractère plus ou moins «révolutionnaire» de la situation tel mois de telle année (25).

Selon Mesnil, la solution de la contradiction apparente entre l'acceptation de Cachin en France et l'exclusion de Serrati en Italie, consistait en ce que pour les Russes tout était question de **tactique sans règle fixe**: si en Italie ils avaient été plus sévères, c'est parce qu'ils croyaient que la révolution y était plus proche qu'ailleurs. Un article d'«Il Comunista», «Les jugements à l'étranger sur le Congrès de Livourne» répondait le 6 février:

«La solution arrêtée, non par les Russes, mais par le Congrès international, pour la question italienne, était la séparation entre Serrati et Turati. Si les choses sont allées différemment, sans étonnement mais avec l'accord complet des organes internationaux envers les résultats du Congrès, cela montre que la signification historique du Congrès de Livourne va bien au delà de l'application volontariste d'une petite formule tactique; que sa solution n'est pas la conséquence d'erreurs de Bombacci, de Kabaktchiev ou de Lénine sans les quelles les choses

auraient été complètement différentes, mais qu'elle est le signe d'un processus historique intéressant et complexe dans la formation des partis communistes; processus qui fournit des enseignements aux communistes et à l'Internationale elle-même dans son effort continu de baser la plus grande efficacité de son action révolutionnaire sur une compréhension toujours plus précise de l'histoire (...) alors qu'il n'apprendra jamais rien à ceux qui sont incapables d'aller plus loin que les banalités habituelles et les questions de personnes».

Close par l'article du premier numéro de la revue théorique, la polémique rebondit cependant à un niveau plus élevé, en se déplaçant de Berlin à Moscou. Dans sa séance du 4 mars, l'Exécutif de l'Internationale décida, sans avoir consulté le parti italien de mettre à l'ordre du jour du Troisième Congrès la question du recours du PSI (la fameuse «motion Bentivoglio») (26) et dans ce cadre de l'inviter à y participer avec sa délégation, s'il s'engageait à déclarer par écrit qu'il entendait rompre définitivement avec les réformistes à la Turati-Modigliani.

L'Exécutif, qui profitait de «l'occasion pour envoyer au PC d'I. son salut fraternel» n'entendait revenir ni sur son analyse du «groupe Serrati» ni sur la nécessité irréversible de la scission. La réunion dont nous avons parlé plus haut des 22-23 février, où Radek avait déclaré que «le groupe Serrati ne contient pas seulement des éléments centristes, il est lui-même le centre», s'était terminée par le vote d'une résolution (approuvée à l'unanimité) de soutien total au PC d'I., de condamnation de l'attitude de Levi à Livourne (approuvée avec la seule opposition de Geyer) et de solidarité avec la résolution de la Centrale allemande du premier février (approuvée avec une seule abstention). Par la suite Radek avait soutenu dans l'article sur «La crise du parti communiste d'Allemagne» daté du 15 mars (paru sur «Die Internationale» n°1, 3e année) que la reconquête des masses ouvrières encore liées au centrisme ne pouvait être que le fruit d'une lutte politique ouverte avec celui-ci; quant à Zinoviev il n'avait pas hésité à écrire qu'en la personne de Serrati, «nous combattons les derniers Mohicans du centrisme modernisé et rendu "révolutionnaire"». En démenti d'un argument cher à Zetkin et Levi il affirmait:

«Si Serrati s'est uni aux réformistes contre les communistes, c'est pour

la simple raison qu'il se sent attiré, qu'il a plus d'affinités avec eux qu'avec nous. Devant ce fait gravissime, toutes les phrases invoquant de prétendues erreurs des communistes italiens et du Comité exécutif de l'I.C. qui, paraît-il auraient poussé Serrati vers les opportunistes, tombent misérablement. En réalité il a été poussé vers les réformistes, non par la faute de l'Internationale, mais parce que c'était ce qu'il voulait» (27).

En Italie, ajoutait-il, dans le pays le plus proche de la révolution, «tous les partis semblent être plus qu'à gauche qu'ils ne le sont en réalité (...) le jaune semble être rose pâle, le rose pâle semble être rouge; à les écouter les réformistes italiens seraient révolutionnaires et les centristes presque communistes». Céder à Serrati (ou à Levi qui le protégeait) aurait donc signifié «céder à l'Internationale Deux et demi, donc faire le jeu de la Deuxième». Lénine lui-même, s'il était disposé à écouter les éventuelles bonnes raisons y compris d'un ennemi, n'était pas prêt à transiger sur la question de l'attitude des serratistes à Livourne ou de l'appui que leur offrait Levi.

Une résolution de l'EKKI, dont la presse des partis ouest-européens ne se fit l'écho qu'en mars (28) avait en conséquence confirmé **sans réserve** la décision sur la question italienne; et protestant «avec la dernière énergie» contre le soutien de Levi au groupe Serrati, elle approuvait non seulement la motion de la Zentrale allemande, mais lui demandait de ne permettre «aucune interprétation [de cette motion] qui reviendrait à un appui [à ce groupe] et causerait des difficultés aux communistes italiens».

Une autre résolution de ce même 4 avril condamnait sévèrement la démission des cinq membres de la Zentrale en tant que démonstration du «manque de discipline dans le groupe dirigeant du VKPD» et signe de l'apparition en Allemagne (et ailleurs) d'une «aile droite», ce qui imposait aux communistes de «serrer les rangs et d'étouffer dès le début de telles tendances» (28).

Cependant, l'acceptation du recours du PSI et son invitation à Moscou constituaient en soi d'un côté une **dérogation de principe** aux critères de constitution de l'Internationale communiste et plus particulièrement aux Conditions d'admission; et de l'autre un **recul** par rapport à l'appréciation, qui avait été partagée par les bolcheviks comme par notre courant, du phé-

nomène international constitué par le **centrisme** en général et le maximalisme italien en particulier.

En agissant ainsi on replaçait de fait le PSI dans la situation d'avant Livourne, comme si les débats au congrès n'avaient pas fourni la preuve irréfutable que les divergences allaient bien au delà de la seule question d'une rupture avec la «droite»: **qu'on le veuille ou non, cela signifiait tenir pour nul et on advenu le congrès, et par conséquent la scission.**

Ce deuxième point fut développé de façon à notre avis irréfutable dans deux articles de Bordiga intitulés «Moscou et la question italienne» et «Pour clore la question italienne» parus sur «Rassegna comunista» (n°5, 30/6/21 et n°13, 15/11/21).

L'auteur démontre en premier lieu, sur le plan des faits: 1) que la revendication des soi-disant mérites du PSI pendant et après la guerre masquait une réalité bien différente: l'aile révolutionnaire y avait toujours été une petite minorité, notamment lors des moments décisifs; 2) que «le serratisme n'est pas le communisme», «la question de l'exclusion des réformistes devait en être que l'une des nombreuses preuves: il était lui-même le centrisme; il ne pouvait donc en être le liquidateur» 3) que «la condition négative, la condition qui suffit à marquer l'incompatibilité avec l'Internationale, ce n'est pas le collaborationnisme, mais une attitude qui est plus à gauche que le collaborationnisme», celle qui avait caractérisé la variante italienne du phénomène **internationnal** du centrisme.

Bordiga affirme en second lieu que l'erreur **de principe** n'est pas tant de ne pas saisir la nature réelle du centrisme, que de supposer qu'elle n'est pas déterminée de façon matérialiste, qu'elle n'a pas d'existence objective, qu'elle n'obéit pas à des lois; donc que le centrisme peut être différent de ce qu'il est et qu'il revient à notre habileté tactique ou à notre science de l'organisation de le modifier:

«**Tout mécanisme a sa loi de fonctionnement qui n'admet pas de violations.** Une thèse semblable à celle qui démontre l'impossibilité de s'emparer de l'appareil d'Etat bourgeois et de le faire agir pour les objectifs de la classe prolétarienne et la construction socialiste, est celle qui prouve, à travers les multiples confirmations de l'histoire, que la structure des partis sociaux-démocrates d'avant-guerre, avec leurs fonctionnalités parlementaristes et

syndicalistes, ne peut se transformer en structure du parti révolutionnaire de classe, organe de la conquête du pouvoir. La conclusion est que la scission de Livourne a été **l'épilogue d'un développement qui dans ses causes et son processus va non seulement au delà de tous les Serrati du monde, mais même de la volonté de l'Internationale communiste et des hommes responsables de son organe dirigeant.** Les Conditions de Moscou ont eu comme confirmation la scission telle qu'elle s'est déroulée à Livourne, dans la mesure où elles sont une réglementation non pas imposée arbitrairement par des dirigeants, mais écrite avec des notions découlant de toute l'action prolétarienne mondiale, y compris en Italie. Rien donc d'artificiel dans la rupture avec le PSI. S'il y a eu quelque chose d'artificiel, c'est son **retard**, mais cela doit être accepté comme **une de ces erreurs dont nous tirons des orientations tactiques meilleures, c'est-à-dire dans ce cas particulier la "guerre contre le centrisme"**.

S'il pouvait arriver quelque chose d'artificiel, ce serait une éventuelle décision du Troisième Congrès (...) de revenir sur la rupture accomplie par l'histoire à Livourne, par le biais de décisions qui satisferaient aux demandes du PSI. Mais cette erreur-là serait inféconde, car il y a déjà suffisamment d'expériences pour démontrer que nous devrions rapidement nous en repentir» (souligné par nous).

Rien donc à regretter ou à corriger, comme le réaffirmera encore avec vigueur l'article «Le Parti Communiste» du premier mai. Mais entre-temps était survenue la *Märzaktion*, l'«action de mars» en Allemagne. Les polémiques qu'elle suscita dans l'Internationale s'entrecroisèrent avec celles suscitées par la scission de Livourne, rendant nécessaires de nouvelles clarifications de la part du PC d'I. Nous consacrerons donc le prochain chapitre à ce sujet.

On verra comment l'exigence indiscutable d'aider les jeunes sections de l'Internationale à dépasser les conceptions «infantiles» du parti-élite, capable par sa seule force de faire abstraction des conditions objectives et notamment de son influence réelle sur les masses, et la préoccupation également légitime que les nouveaux partis évitent l'écueil de se réduire à des sectes conspiratives, entraîna par contrecoup dans la direction de l'IC, d'abord de façon confuse, puis de

plus en plus clairement, une vision déformée, parce que fondamentalement **quantitative**, des conditions du parti de classe; et comment, sur cette base, les dirigeants de l'Internationale furent de plus en plus conduits à juger de la capacité des partis à la lutte révolutionnaire d'après des critères extérieurs et en grande partie **aléatoires**, plutôt que d'après les coefficients internes de **continuité programmatique et organisationnelle, de fidélité aux principes, de rigueur dans l'application de la théorie à l'analyse des situa-**

tions, de capacité à polariser autour de soi dans le vif de l'action des couches toujours plus larges de travailleurs.

Pour nos camarades, il s'agira alors de défendre les raisons non plus seulement de leur naissance par rupture avec l'opportunisme, mais aussi de leur façon d'agir, de croître et de se développer sur **leurs propres** bases d'existence organisée - et non sur d'autres.

(A suivre)

(1) Cf. «Une lettre inédite de Clara Zetkin», «La critica sociale» n° 7 du 5/4/71.

(2) Sur les voyages de Serrati en Allemagne à la recherche d'alliés ou au moins de juges compréhensifs, cf. T. Detti, «Serrati et la formation du PC d'I», Rome, 1972, pp. 56-60.

(3) Etranges, ces partisans de l'accord indispensables des grandes masses à toute décision du parti! D'un côté ils sont prêts à prendre tout le temps nécessaire pour que chaque prolétaire se rende compte librement de la justesse de l'action du parti; de l'autre, pour réfuter les critiques faites aux centristes, par exemple sur leur comportement durant l'occupation des usines, ils résolvent le problème d'un trait de plume en disant comme Clara Zetkin: «si les masses avaient été véritablement animées de volonté révolutionnaire, elles se seraient moquées dans cette situation, des décisions prises par leurs leaders politiques et syndicaux vacillants et elles se seraient lancées dans la lutte politique par dessus leurs têtes». (Cf Protokoll des III Kongresses etc., Hambourg, 1921, pp. 278 et suivantes, 282 et suivantes).

De même, en dépit de tout leur attachement proclamé aux masses, ils sont incapables de concevoir d'autre façon de maintenir le contact avec elles que les manoeuvres de couloir, les combines entre les dirigeants et le léchage des bottes.

(4) Cf. Paul Lévi, «Wir und die Exekutive», (II), du n° du 6/2/1921 de la «Rote Fahne».

(5) On peut lire la version intégrale en anglais du rapport dans «The Comintern: Historical Highlights», New York 1966, pp. 275-282.

(6) Une appréciation assez voisine sera formulée par le toujours imprévi-

sible Radek lors d'une des réunions suivantes de la Zentrale: il s'exclamera que ce serait une illusion que de croire qu'il y aurait désormais des partis vraiment communistes en Allemagne et en Italie. Voir les procès-verbaux de cette réunion dans «The Comintern...», op. cit.

(7) On n'a jamais su comment cette lettre était tombée entre ces mains. Mais dans les milieux allemands «de gauche», ce genre de «fuites» était davantage la règle que l'exception: elles semblaient presque toujours voulues, ou au minimum permises, par leurs «victimes».

(8) La lettre fut **ensuite** reproduite dans la «Rote Fahne» du 2/2.

(9) Radek déclara au cours de la discussion: «Nous devons passer sur le cadavre politique de Serrati pour avoir le scalp de Turati» Cf. *Historical Highlights*, op. cit. p. 290, conception reprise dans sa motion.

(10) Paragraphe I (Sur la scission en Italie) de la résolution «Sur l'action et l'organisation de l'Internationale Communiste». Voir plus loin un aperçu sur les deux autres paragraphes.

(11) Il faut noter que les deux sont placés sur le même plan, celui de «groupes», et non l'un en tant que parti et l'autre en tant que groupe ou fraction.

(12) Il suffit de citer deux extraits de «Wir und die Exekutive», paru dans la «Rote Fahne» des 5 et 6/2, et, parmi ses interventions, celle effectuée lors d'une réunion de permanents du parti à Berlin le 6/2 («Rote Fahne» du 10/2); il y répétait la thèse déjà soutenue au Reichstag le 2 février selon laquelle: «aujourd'hui les puissances impérialistes n'affrontent plus les puissances impérialistes, ce sont les nations opprimées du monde entier qui affrontent les oppresseurs menés par les Etats de l'Entente». Soulevant une

vive opposition, il affirma qu'«il était temps que les oppresseurs de tous les pays» (y compris les nations opprimées par les vainqueurs, comme l'Allemagne) «affrontent par la lutte leurs propres oppresseurs». C'était une anticipation de ce qui sera en 1923, pendant l'occupation de la Ruhr par la France, le mot d'ordre «national-bolchevique» du VKPD au moment d'un de ses tournants à droite. Dans l'article des 5 et 6 cité plus haut, il écrivait qu'en Italie il aurait fallu scissionner avec le groupe de Turati, mais pas avec les partisans de Serrati qu'il aurait été possible de conserver en introduisant dans la motion d'Imola quelques «concessions de pure forme». Une vaste documentation sur la polémique interne du VKPD se trouve dans l'article d'Amadeo Bordiga «Les débats entre le PC unifié d'Allemagne et le Comité exécutif de la III^{ème} Internationale», paru dans le n°1 du 30/3/1921 de «Rassegna Comunista» dont nous parlons un peu plus loin.

(13) De Radek, voir surtout «*Die Spaltung der italienischen sozialistischen Partei*» (signé P.B.) dans la «Rote Fahne» des 26 et 27/1; de Kabaktchiev, «*Die Spaltung in der italienischen sozialistischen Partei*», dans «Die Internationale», année III, n° 1, 31/1/1921, et «*Die Lage in Italien*», dans les n° des 26-27-28 février de la «Rote Fahne». Voir aussi l'article de A. Thalheimer, «*Neue Aufgaben der Partei*», dans la «Rote Fahne» des 18-19-20/2 qui passe en revue toutes les questions débattues dans le parti allemand et soutient la nécessité de rectifier la résolution du premier février sur la scission italienne.

(14) Voir la résolution – très critique envers la Zentrale – de cet *Aktionssauschuss* dans le n° du 16/2 de la «Rote Fahne».

(15) Voir le compte-rendu dans la «Rote Fahne» du 26/2/21.

(16) Selon lui, on avait «scindé» à Livourne un parti non seulement «déjà adhérent à la III^{ème} Internationale», mais qui s'était déjà séparé des réformistes; sinon pourquoi avoir nommé six mois plus tôt Serrati à la présidence du II^e Congrès? Nous verrons plus loin ce qu'en pensait notre courant. Stocker, en Allemagne, observa avec justesse qu'en Italie «il ne s'agissait pas d'effectuer une scission au sein

d'un parti communiste existant, mais de le créer ex-novo». Lors de l'assemblée des permanents du parti à Berlin dont nous venons de parler, Lévi avait soutenu également que «les scissions sont nécessaires et peuvent être utiles à la cause. Mais il ne faut pas que leur caractère odieux retombe sur nous»; à son avis, les ouvriers italiens, profondément attachés à l'unité, ne veraient en Livourne «que la scission», et «la responsabilité de l'avoir provoquée» serait retombée sur l'Internationale Communiste. Nous verrons plus loin comment le PC d'I répondit à cet argument classique.

Des extraits de l'intervention de Lévi ont été publiés en anglais dans H. Gruber, «International Communism in the era of Lenin. A Documentary History», New York 1972, p. 258 et suivantes.

(17) Zetkin affirma dans son discours au III^{ème} Congrès que Rakosi, en revenant de Livourne, avait ouvertement déclaré à Berlin que le parti français et le parti allemand s'étaient «trop élargis» et qu'il fallait d'urgence «les diminuer» (Protokoll, cit., p. 289). Que cela ait été dit sous cette forme ou non, c'était une vérité indéniable que les faits n'allaient pas tarder à confirmer.

(18) Le salut de la nouvelle Zentrale (du 27/2) aux camarades italiens, reproduit dans l'«Ordine Nuovo» du 4 mars, dit notamment: «La centrale du VKPD reconnaît dans l'attitude de la fraction communiste au Congrès de Livourne la seule voie possible pour réaliser en Italie les postulats de l'Internationale communiste. Les prolétaires qui suivent encore Serrati aujourd'hui devront rapidement reconnaître que seul le PC d'Italie est le représentant de la partie du prolétariat italien consciemment communiste. Nous invitons ces camarades de classe à se séparer de leurs chefs qui préfèrent marcher avec les réformistes et se séparer de l'Internationale communiste».

(19) Cf. «Die Rote Fahne» du 28/2/21.

(20) Paru dans la «Rote Fahne» du 1/3/21.

(21) Il est caractéristique qu'il ait fallu attendre la nomination de la nouvelle Zentrale pour clarifier la question du mot d'ordre d'«Alliance avec

la Russie soviétique» en excluant les bavares Graf et Wolff sous le motif que le VKPD se refusait d'indiquer à la bourgeoisie allemande en banqueroute une issue «y compris celle d'une alliance politique ou militaire avec la Russie des Soviets», et qu'une telle alliance ne serait possible «que lorsque le prolétariat allemand se sera emparé du pouvoir». Cf. l'«Ordine Nuovo» du 7/3/1921.

(22) *ibidem*, 2/3/1921.

(23) Cela explique aussi pourquoi il n'a jamais été possible d'établir sinon une entente, mais même une convergence temporaire entre la «gauche» du parti allemand et celle du parti italien.

(24) Significativement, le Rapport du CE du PC d'I. envoyé le 20/5/1921 au CE de l'Internationale communiste indiquait au point 9 (Rapports Internationaux): «Notre Parti a suivi avec intérêt le développement de la lutte internationale révolutionnaire et les débats sur la tactique communistes, suscités en large mesure par la scission en Italie. Les communistes italiens pensent que l'expérience de la faillite révolutionnaire du parti socialiste en Italie doit être acceptée comme une leçon de portée internationale; ils n'ont pas regretté que la «question italienne» ait servi à démasquer, après les opportunistes de Serrati, les faux communistes des autres pays tels que Lévi et cie».

(25) Des critiques à la scission de Livourne se firent également jour dans le Parti Communiste de Tchécoslovaquie nouveau-né; il y en eut un fugace écho lors du Troisième Congrès de l'IC, où les tendances centristes dans ce parti furent dénoncées et durement combattues. Mais il ne semble pas que ces critiques aient été connues en Italie.

(26) Cette motion fut publiée par la «Rote Fahne» le 15 avril. Le Petit bureau de l'EKKI était chargé d'adresser aux membres du PSI une Lettre Ouverte qui la critiquait et de traduire en quatre langues les rapports de Kabaktchev et Niccolini pour les distribuer avant le Congrès aux délégués des partis frères.

(27) cf «Die Kommunistische Internationale» n° 16, mars 1921.

(28) cf «Die Rote Fahne», 15 avril 1921.

Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (3)

Les parties précédentes de cette étude sont parues dans «Programme Communiste» n° 97 et 98.

LES POSITIONS DE TROTSKY SUR L'ESPAGNE

En novembre 1933, Trotsky rédige un article fin de définir «les grandes lignes d'une politique véritablement révolutionnaire» en Europe après la catastrophe en Allemagne. Il y écrit:

«La tâche de l'avant-garde est d'attacher sa locomotive au train des masses. Dans la position de défensive actuelle de la classe ouvrière, il faut trouver des éléments dynamiques, il faut mettre les masses dans l'obligation de tirer les conclusions de leurs propres principes démocratiques, il faut approfondir et étendre le champ de lutte.

Trotsky s'adresse ensuite aux ouvriers sociaux-démocrates; après avoir écrit que les bolcheviks pensent qu'il est nécessaire de prendre le pouvoir et instaurer la dictature prolétarienne pour combattre le fascisme, tandis que les ouvriers sociaux-démocrates refusent encore cette voie et croient encore à la voie démocratique, il dit:

«Tant que nous ne vous aurons pas convaincus (...) nous serons prêts à faire avec vous cette voie jusqu'au bout. Mais nous exigeons que la lutte pour la démocratie, vous la meniez non en paroles mais en actes. (...) Forcez donc votre parti à engager la lutte véritable pour un Etat démocratique fort [!]. Pour cela il faut avant tout extirper les restes de l'Etat féodal [!!]. Il faut donner le droit de vote à tous les hommes et femmes de plus de dix-huit ans, soldats compris. Chambre unique! Que votre parti lance une sérieuse campagne sur ces mots d'ordre démocratiques, qu'il dresse sur leurs jambes des millions d'ouvriers, qu'il prenne le pouvoir!

(...) Nous, bolcheviks, nous conserverions le droit d'expliquer aux ouvriers l'insuffisance des mots d'ordre démocratiques, nous ne pour-

rions prendre sur nous de responsabilité politique pour le gouvernement social-démocrate, mais nous vous aiderions honnêtement dans votre lutte pour un tel gouvernement. (...) Plus encore, nous nous engageons devant vous à ne pas entreprendre d'actions révolutionnaires qui sortiraient des limites de la démocratie (de la véritable démocratie)» (1).

Qu'est-ce que la «véritable démocratie»? Le marxisme a toujours nié qu'existe une véritable démocratie, une «démocratie en général» comme on parlait du «peuple en général», de même qu'il a sans relâche expliqué qu'un Etat fort qu'il soit «démocratique» ou non, est avant tout **fort contre le prolétariat** - du moins depuis que l'époque des révolutions anti-féodales s'est achevée. Il y a là une confusion complète des positions marxistes. Ce texte appelle à s'engager à refuser toute action révolutionnaire et à soutenir la démocratie - «véritable»! - et de la seule façon concrète **véritablement** possible, en oeuvrant à la constitution d'un gouvernement social-démocrate fort. Et cela sous le prétexte que les masses dans la situation du moment n'ont pas confiance dans la perspective révolutionnaire et conservent leurs illusions démocratiques et, bien entendu tant que la **majorité** des ouvriers n'auront pas **consciemment** fait le choix de la dictature du prolétariat. On croit entendre l'écho de la funeste formule de Rosa Luxemburg, qui signifiait, au lieu de se mettre à la tête de la lutte révolutionnaire pour la diriger dans sa période cruciale, renoncer à ce rôle crucial du parti et attendre la manifestation en bonne et due forme de la «prise de conscience» des couches les plus retardataires: la Ligue Spartacus ne prendra le pou-

voir que sous la volonté claire et sans équivoque de la grande majorité des masses prolétariennes (2)...

Les tâches de l'avant-garde prolétarienne en Europe, pour échapper au fascisme ou pour en sortir, consistent donc selon Trotsky à s'aligner sur les revendications démocratiques, dans le sens le plus direct du terme: réformes constitutionnelles, parlementarisme, gouvernement social-démocrate, etc. C'est bien ici une **forme de réformisme** qui est proposée pour faire face à la menace de la contre-révolution bourgeoise ouverte, même si Trotsky se sent obligé d'essayer d'expliquer dans son texte qu'il ne s'agit pas de réformisme, en tout cas pas... «au sens large du mot» mais simplement des aspirations des ouvriers à défendre leurs organisation et leur «droit», comme si la défense des prolétaires impliquait en quelque façon que ce soit la renonciation volontaire à la lutte révolutionnaire et, pire encore, une lutte pour restructurer et renforcer l'Etat!

La position de Trotsky pour ce qui est de l'Espagne est différente. Il s'agit d'une application rigide de sa théorie de la révolution permanente. Voyons ce qu'il en est par rapport aux événements des années 30 et 31, quand la monarchie n'est pas encore tombée mais où la dictature de De Rivera a laissé la place à Berenguer.

Le gouvernement a décidé d'organiser des élections aux Cortès. Le sentiment général parmi les prolétaires mais aussi les masses petites-bourgeoises qui en ont assez de la monarchie, est qu'il faut boycotter ces élections. Trotsky va avancer dans cette période des perspectives à faire se dresser les cheveux sur la tête, et que la Fraction condamnera:

«Même s'ils boycottent les Cortès de Berenguer, les ouvriers avancés

La Fraction de Gauche à l'étranger

devraient leur opposer le mot d'ordre de *Cortès constituantes révolutionnaires*» (3).

A ce mot d'ordre absolument creux dans une période où les ouvriers boycottent effectivement les élections, Trotsky ajoute les revendications de République, réforme agraire, séparation de l'Église et de l'État, confiscation des biens de l'Église, autodétermination des régions, armement des ouvriers. Il avance la perspective d'une *assemblée constituante révolutionnaire* qui serait «*convoquée par un gouvernement révolutionnaire, à la suite d'un soulèvement victorieux des ouvriers, des soldats et des paysans*».

On sait qu'en Russie le soulèvement victorieux des ouvriers, soldats et paysans, dispersa l'assemblée constituante (qui comme l'explique très bien Trotsky dans son Histoire de la révolution russe, retardait, comme le font **toujours** les structures parlementaires, par rapport au développement révolutionnaire) pour pouvoir instaurer un pouvoir ouvrier révolutionnaire. Mais pour l'Espagne Trotsky met en quelque sorte le processus révolutionnaire sur la tête: la prise du pouvoir est envisagée pour appeler à une assemblée constituante, pour réaliser la «*démocratie jusqu'au bout*», la «*démocratie révolutionnaire*», ce qui permettrait au prolétariat de prendre la direction des masses dans ce processus et d'aller vers sa dictature. Dans «*Les tâches des communistes en Espagne*», il explique ainsi:

«*Le prolétariat ne peut diriger la révolution au stade actuel, c'est-à-dire rassembler autour de lui les plus larges masses de travailleurs et d'opprimés et devenir leur guide, qu'à condition de développer, en même temps que ses revendications de classe et en rapport avec elles, toutes les revendications démocratiques, intégralement et jusqu'au bout*» (4).

La participation aux élections doit se faire sous le mot d'ordre de la «*république ouvrière*»: mot d'ordre vide qui ne peut que répandre la plus grande confusion parmi les travailleurs en semant l'illusion que le vote peut déboucher sur la constitution d'un régime qui ne serait plus celui des patrons et des bourgeois.

C'est une position qui est totalement démocratique. A l'été 1931, la monarchie ayant cédé la place à la République, de nouvelles élections aux Cortès ont lieu; le Parti Socialiste y remporte une grande victoire, sans

toutefois obtenir la majorité, ce qui ouvre la voie à une coalition parlementaire avec les partis bourgeois. Selon Trotsky «*les ouvriers doivent rompre la coalition avec la bourgeoisie et obliger les socialistes à prendre le pouvoir*» (ce que ceux-ci ne voudraient pas faire de peur que ce soit «une étape vers la dictature du prolétariat!»). Il va alors jusqu'à avancer les mot d'ordre suivants, en revendiquant le droit de vote réellement universel pour les hommes et les femmes à partir de 18 ans:

«*Développer actuellement une violente agitation sur les mots d'ordre de la démocratie la plus nette et la plus extrême*».

En appuyant à fond la démocratie, en poussant le PS au pouvoir, il s'agit pour lui de pousser la supposée révo-

lution bourgeoise jusqu'au bout, selon son schéma, très édulcoré, de la révolution permanente entendue comme un processus quasiment automatique de transcroissance en révolution socialiste.

Un autre mot d'ordre qu'il préconise est encore plus grave:

«*Aux Cortès non démocratiques et truquées, nous devons, au stade actuel, opposer les Cortès populaires véritablement démocratiques et honnêtement élus*». «*Parler du renversement du parlementarisme bourgeois par la dictature du prolétariat signifierait tout simplement jouer les jocrisses et les bavards*» (5). La position «sérieuse» se réduit donc à une revendication d'**honnêteté** et de **démocratie véritable** dans les élections!

LA QUESTION DES MOTS D'ORDRE DÉMOCRATIQUES

Quelle était la position de la Fraction?

Trotsky a consacré un article à critiquer une motion de nos camarades sur la question des mots d'ordre démocratiques (6) et il faut reconnaître qu'il a, au moins en partie, parfaitement raison de critiquer certaines des résolutions qui excluent pour l'Espagne l'utilisation du moindre de ces mots d'ordre.

Cette motion a été publiée sur Prometeo le 15 septembre 1930, avant donc la proclamation de la République espagnole. La Fraction l'a rédigé à la suite de la publication du manifeste du Secrétariat de l'Opposition Internationale sur la Chine: «*Sur les perspectives et les tâches de la révolution chinoise*» (7). Dans ce texte, Trotsky affirme que la révolution en Chine sera une révolution dirigée directement contre la bourgeoisie, 80% des paysans étant des paysans pauvres dont l'adversaire direct est la bourgeoisie rurale dont font partie en réalité les propriétaires fonciers. La perspective doit donc être la dictature du prolétariat et non la «dictature démocratique des ouvriers et des paysans» comme Lénine l'avait énoncé pour la Russie. Rappelons que, pour le marxisme, démocratique signifie *qui intéresse plusieurs classes* (dans ce cas-là, les paysans et les ouvriers), dictature indiquant que nous sommes en présence d'un *gouvernement révolutionnaire, né de l'insurrection, et dont la tâche est de détruire l'Ancien régime*. Pour les bolcheviks, il était de l'intérêt du prolétariat que la révolution anti-tsa-

riste, anti-féodale (c'est-à-dire pour le marxisme, la révolution **bourgeoise**), non seulement soit victorieuse, mais aille le plus loin possible. C'est pourquoi le prolétariat devait viser à participer au gouvernement insurrectionnel, voire à en prendre la tête, pour pousser la révolution démocratique jusqu'au bout, jusqu'à aider au déclenchement de la révolution dans les pays capitalistes développés où, là, elle ne peut être que **socialiste**, c'est-à-dire mono-classiste et débouchant sur la dictature du prolétariat.

Mais après avoir affirmé que la révolution en Chine ne peut réaliser ses tâches que par la dictature du prolétariat, le manifeste déclare que le seul moyen pour le parti communiste de mener la lutte pour le pouvoir est de le faire sous des mots d'ordre démocratiques culminant dans la perspective d'une assemblée constituante, c'est-à-dire en fixant à la lutte un objectif démocratique!

La Fraction a voulu répondre à cette contradiction, non en faisant une critique du manifeste en lui-même, mais en posant dans sa motion un certain nombre de points de principe sur la question de la démocratie. Malheureusement, elle a ce faisant commis une série d'erreurs. L'essentiel de l'argument de la motion est que le point fondamental pour résoudre la question est le suivant: «La démocratie, sous ses différentes expressions, est une forme de gouvernement au moyen duquel le capitalisme exerce sa domination de classe».

La motion se fourvoie déjà en affir-

mant: «L'idée fondamentale que la société se divise non en majorité et minorité qui se manifestent dans le jeu électoral, mais en classes et que l'Etat est l'organe d'une classe bien précise, se complète pour nous marxistes par la thèse suivante selon laquelle jamais le prolétariat ne peut faire sienne, ne serait-ce que provisoirement, la revendication de la démocratie qui est en définitive la revendication du capitalisme».

S'il est vrai en effet que la revendication de la démocratie n'est pas une revendication socialiste, il est également incontestable qu'il existe des phases du mouvement social où le prolétariat est contraint à défendre cette revendication. C'est le cas durant les révolutions doubles où, sans doute de façon différente de la bourgeoisie, il lui faut faire sien le mot d'ordre de la démocratie. La motion continue:

«La démocratie en tant que forme de vie sociale ne représentait une forme plus avancée de vie sociale que lorsque le capitalisme n'avait pas encore conquis le pouvoir, lorsqu'il représentait donc encore une classe révolutionnaire. Au contraire, dans la situation actuelle qui voit le capitalisme aux commandes de l'économie mondiale, elle ne représente aucunement un pas en avant pour le prolétariat, mais apparaît comme un recours direct que l'ennemi utilise contre la révolution communiste». On reconnaît ici que le capitalisme - et donc la démocratie - ont eus une fonction positive dans l'histoire. Par conséquent il est impossible de dire que **jamais** il n'est possible d'accepter la démocratie: il y a des périodes historiques où les prolétaires luttent aux côtés des ennemis de leurs ennemis, acceptant donc la revendication de la démocratie. Lors de la révolution de 1848 en Allemagne, la «Neue Rheinische Zeitung», le quotidien animé par Marx et Engels, s'intitulait: «organe de la démocratie»!

«Là où les démarcations de classes sont moins nettes, poursuit la motion, dans la petite bourgeoisie et la population laborieuse des campagnes, c'est là où les manoeuvres capitalistes pour masquer la domination de la classe bourgeoise sous la forme démocratique rencontrent les meilleures chances de succès». Ceci est incontestable et Trotsky le savait tout autant que nous. «Ce sont des forces qui ne pourront jamais être les auteurs d'un bouleversement social,

mais ce sont précisément des forces qui se mettront à la remorque de l'une ou l'autre des classes protagonistes. La démocratie est l'aspect fondamental dont se sert le capitalisme pour manipuler ces forces à son avantage. La perspective de la dictature du prolétariat est la seule qui, en s'appuyant sur un programme agraire de transformation graduelle de l'économie agricole, peut réaliser l'appui indispensable des paysans à la révolution communiste».

En dehors du caractère absolu de la thèse exposée ici, il faut tout de même noter qu'un programme de transformation graduelle de l'économie agricole, qui n'est certainement pas le programme de la socialisation intégrale de l'agriculture, est, du point de vue marxiste, une revendication démocratique.

Voyons rapidement d'autres points erronés de cette motion. Celle-ci affirme, à tort, que les bolcheviks n'ont lancé le mot d'ordre démocratique par excellence de l'Assemblée Constituante que pendant une très courte période allant de la chute du tsarisme à la tentative d'institution d'un pouvoir capitaliste, et que cette revendication représentait un grave danger de déviation du parti bolchevik au moment décisif de la révolution. Trotsky réplique que la revendication de la Constituante a été avancée par la social-démocratie depuis le début de son existence et qu'elle a joué un grand rôle lors des deux révolutions de 1905 et 1917. Ceci est incontestable; mais la Fraction aurait pu répliquer que chez les bolcheviks cette revendication s'insérerait dans un programme révolutionnaire dans le cadre d'une révolution double, avec comme perspective, non simplement la «République démocratique» comme l'écrit Trotsky, mais la «**dictature démocratique des ouvriers et des paysans**». C'est précisément ce qui faisait défaut dans le manifeste sur la Chine.

Quoi qu'il en soit, il est impossible de nier qu'il existait à l'époque des continents entiers où les mots d'ordre de la démocratie avaient un sens révolutionnaires, comme il existait de nombreux pays où la revendication nationale, qui est une revendication typiquement démocratique avait une portée révolutionnaire. Or la motion préconise en fait l'abandon des revendications démocratiques dans les colonies, avec l'argument suivant (souligné dans le texte): «Dans les colonies, dans la phase actuelle de l'impéria-

lisme, il n'existe pas de base pour affirmer que la démocratie a un caractère **nécessairement anticapitaliste, et anti-bourgeois**».

Ce curieux argument est une réplique - maladroite - à l'affirmation du manifeste selon laquelle: «les problèmes démocratiques les plus élémentaires [de la Chine] ont un caractère beaucoup plus anticapitaliste et antibourgeois qu'ils n'en avaient en Russie».

Mais jamais la démocratie n'a eu ni ne peut avoir un caractère anticapitaliste et antibourgeois! Nous revendiquons la révolution bourgeoise parce qu'elle débarrasse la société de tous les obstacles précapitalistes à son développement, sans jamais prétendre que ce n'est pas une révolution bourgeoise, sans jamais la faire passer pour une révolution prolétarienne, sans jamais cacher aux prolétaires que dès que l'ancien régime sera abattu, ils devront entreprendre le combat contre l'allié d'hier. Si, par peur d'un mouvement révolutionnaire qui risquerait de l'engloutir, la bourgeoisie chinoise renonce, comme c'est arrivé à beaucoup d'autres bourgeoisies, à faire la révolution bourgeoise, si elle renonce à lutter pour des objectifs bourgeois comme l'indépendance nationale ou la liquidation des structures agraires archaïques, si elle se réfugie dans les bras de l'impérialisme, cela ne signifie pas que ces objectifs cessent d'être politiquement et socialement bourgeois. Cela ne signifie pas non plus que **seule** la dictature du prolétariat pourra les réaliser ou que la lutte pour ces objectifs débouche **nécessairement** sur la dictature du prolétariat, comme l'histoire l'a démontré.

Après avoir semblé repousser, à son point 8, les revendications démocratiques pour les pays colonisés, la motion déclare à son point 9: «il devient urgent de faire un examen approfondi de la situation en Chine et dans les colonies en général où se présentent les conditions de mouvements de masse, afin d'établir si, dans la situation actuelle (...), le cadre des rapports sociaux permet aux partis communistes d'avancer des mots d'ordre démocratiques ou inspirés de la formule de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans» - ce qui signifie que la Fraction n'excluait pas une réponse positive....

Nous nous sommes un peu attardés sur cette motion parce qu'elle est sans aucun doute révélatrice d'un certain nombre de faiblesses théoriques

La Fraction de Gauche à l'étranger

et politiques existant en son sein (et que Trotsky ne se gênera pas à stigmatiser comme la démonstration des positions «métaphysiques» des «bordiguistes»).

Mais en réalité la véritable position de la Fraction sur la question des revendications démocratiques est bien différente que celle exprimée dans ce texte sans aucun doute insuffisamment réfléchi et adopté dans un moment de confusion. En fait preuve l'intervention, cette fois-ci parfaitement mûrie pour répondre sans doute aux critiques, de la Fraction à la conférence nationale de la Ligue Communiste de France en octobre 1931, sur la question de la démocratie et des revendications démocratiques. Critiquant la thèse selon lesquelles la lutte pour la démocratie serait la voie de passage obligatoire vers la prise du pouvoir par le prolétariat, même dans les pays où la révolution bourgeoise était déjà accomplie, elle explique qu'elle est la conséquence de l'incapacité à faire la différence entre les significations différentes de ce qu'on appelle les «mots d'ordre démocratiques».

Il y a ceux qui répondent à des besoins, pas seulement économiques, du prolétariat (par exemple les libertés de grève, d'association ou d'expression) même si d'autres classes y ont aussi intérêt; ceux qui correspondant aux contenus de révolutions bourgeoises que le capitalisme aujourd'hui ne veut pas réaliser (par exemple dans la question agraire); ceux des pays colonisés où les problèmes de la révolution prolétarienne sont imbriqués à ceux de la révolution bourgeoise et de la lutte contre l'impérialisme; et enfin ceux qui correspondent aux formes de l'exercice du pouvoir par la bourgeoisie.

La Fraction affirme que contrairement aux points précédents, le prolétariat ne peut reprendre ce dernier type de revendications démocratiques sans tomber dans le réformisme, sans faire le jeu de la bourgeoisie qui dans les moments décisifs veut détourner le prolétariat de ses buts en l'attirant dans une alliance avec une aile démocratique de la bourgeoisie pour une fausse alternative: démocratie contre dictature, antifascisme contre fascisme.

Nous ne répéterons pas ici l'analyse détaillée des positions défendues lors de cette intervention, beaucoup plus correctes que celles de Trotsky, qui a été déjà publiée sur cette revue (8). On peut regretter qu'elles n'aient

pas été suffisamment développées sur la revue *Prometeo*; mais si l'on parcourt les articles qui y sont consacrés à l'Espagne en 1931-32, où il existe un régime qui a sans aucun doute encore beaucoup de survivances pré-capitalistes, mais où le cadre général est bourgeois, on constate qu'ils ne tombent pas dans la simple revendication abstraite de la dictature du prolétariat. La position qui est défendue est celle, correcte du point de vue des principes, selon laquelle, s'il faut revendiquer sans aucun doute la dictature du prolétariat, celle-ci doit comporter dans son programme, tel qu'il doit être agité parmi les prolétaires, toute une série de mesures d'intervention dans l'économie, de défense des intérêts immédiats des prolétaires, des «droits» de lutte et de vie des travailleurs. Sans doute *Prometeo* aurait dû aller plus à fond sur ces points: entant qu'organe de bataille international pour le communisme, il aurait été logique que dans une situation aussi compliquée que celle espagnole, certains problèmes de tactique, même s'ils n'étaient pas immédiatement réalisables par la classe ouvrière à cause de l'absence du parti, soient soulevés comme l'un des aspects caractéristiques de la politique communiste dans un pays retardataire.

Dans un article du 17 mai 1931 consacré à la proclamation de la République en Espagne, après avoir dit que «le changement de régime n'a signifié aucun bouleversement des bases de classe du régime; toutes les forces constitutionnelles sont unies pour prévenir et éventuellement étouffer un mouvement de classe prolétarien à la tête de la paysannerie», *Prometeo* écrit qu'il existe d'importantes survivances féodales dans les campagnes que le nouveau régime sera incapable d'éliminer.

Soulignant que pour le développement révolutionnaire de la situation, l'existence du parti de classe est fondamentale (les dirigeants bourgeois se félicitant même publiquement de son absence), et que c'est aux militants communistes oppositionnels espagnols que revient la tâche de construire ce parti, le journal écrit:

«Le problème essentiel sur lequel peut se baser le parti en Espagne est le suivant: le capitalisme soulève des problèmes qui ont constitué le thème des révolutions bourgeoises dans les autres pays, mais il est condamné à ne pas pouvoir les résoudre. D'autre part ces mêmes problèmes (...)

ne peuvent être résolus qu'en les liant aux revendications propres de la révolution communiste».

On voit qu'il ne s'agit pas ici de nier la question de la lutte contre ces résidus féodaux, de nier que les transformations économique-sociales dans les campagnes ne peuvent pas revêtir d'emblée un caractère socialiste; l'article défend la position correcte que le prolétariat a la tâche de prendre en charge ces problèmes et de les résoudre en faisant sa propre révolution. L'article continue:

«Le parti du prolétariat dans cette situation doit ou s'approprier ces revendications, ou (...) ou orienter toute son action sur la base cardinale de la lutte pour la révolution communiste. A notre avis c'est seulement dans cette seconde direction qu'un parti peut se construire en Espagne. Dans la première direction au contraire le parti devient l'aile gauche du bloc informe qui ne s'oriente pas vers la solution prolétarienne de la crise, mais vers le débouché opposé de la situation en faveur de l'action de classe menée par le capitalisme».

Les choses ne sont pas exprimées dans ce passage de la meilleure façon; il peut en effet être interprété comme si la Fraction opposait de manière métaphysique la lutte pour les revendications démocratiques à la lutte pour la révolution communiste, à la manière de la motion dont nous avons parlé plus haut. C'est sur la base de tels passages que Trotsky caractérise au même moment les positions de la Fraction de la façon suivante:

«Le groupe italien *Prometeo* repousse globalement les mots d'ordre démocratiques-révolutionnaires pour tous les pays et tous les peuples. Ce doctrinarisme de sectaire qui coïncide pratiquement avec la position des staliniens, n'a rien de commun avec la position des bolcheviks-léninistes. L'opposition internationale de gauche doit rejeter toute apparence de responsabilité pour cet ultragauchisme infantile.

L'expérience récente de l'Espagne montre que les mots d'ordre de la démocratie politique joueront sans aucun doute un rôle extrêmement important dans la ruine du régime de la dictature fasciste en Italie. Entrer dans la révolution espagnole avec le programme de *Prometeo*, c'est la même chose que de se lancer à l'eau les mains liées derrière le dos: le nageur risque fort de se noyer» (8).

Nous avons vu qu'en dépit de

certaines confusions, ce n'était pas là la position de la Fraction et un article de Gatto Mammonerépliquant à Trotsky le précisera un peu plus tard (9).

Mais quoi qu'il en soit, il reste que la Fraction voyait substantiellement juste en mettant en garde les communistes espagnols: en l'absence de délimitation tranchée vis-à-vis de la démocratie, en l'absence d'une vision programmatique claire sur ce qu'il fallait faire en Espagne, ils finiront effectivement en «aile gauche» de l'informel bloc républicain.

Elle avait absolument raison de s'élever contre la perspective, défendue par Trotsky, de centrer l'ac-

tivité des communistes sur les revendications démocratiques comme nous l'avons noté au début de cet article. Dans une lettre à Nin (le dirigeant de l'opposition de gauche en Espagne) du 20 avril, Trotsky allait encore un peu plus loin: «*Il est indispensable que les communistes, pour l'instant, apparaissent comme le parti démocratique le plus conséquent, le plus résolu et le plus intransigeant*», et ceci parce que nous sommes à une «*époque révolutionnaire*»! Cette «*lutte pour la démocratie* [étant] *un excellent point de départ*» pour aller vers la formation de soviets (10)...

DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE?

Sur son n° du 23 août 1931, *Prometeo* publie un article intitulé: «En première ligne pour la défense de la république espagnole? Non!».

Il dresse d'abord un «premier bilan» de 4 mois du nouveau régime marqués par une dégradation de la situation des travailleurs, le soutien gouvernemental au patronat contre les grèves, les projets d'instauration de lois répressives contre le prolétariat.

La CNT, l'organisation syndicale anarchiste qui regroupe 600.000 travailleurs (alors que le syndicat réformiste n'a que 200.000 adhérents), réagit aux menaces de dissolution qui pèsent sur elle en protestant qu'elle n'est en rien responsable de la vague de grèves. L'article cite des prises de position de *Solidaridad*, l'organe de la CNT, en soutien à la république: «*Un haut dirigeant affirme: la République est ce que veut la nation et la CNT ne s'opposera jamais à la volonté du peuple (...). Et pour donner cette ultime perle: "il n'y a aucun anarchiste et aucun syndicaliste révolutionnaire conscient et responsable de ses affirmations qui affirme être capable de proposer quelque chose de supérieur à la République Espagnole: c'est pourquoi il peut d'autant moins parler de la détruire et nous devons honnêtement déclarer que ni la CNT ni les anarchistes sont en mesure de remplacer la République par quelque chose qui lui soit supérieur"*».

Mais l'article continue en critiquant les militants de l'opposition communiste de gauche qui n'ont pas su réagir aux événements en travaillant à la création d'un parti, laissant l'initiative à des forces confusionnistes et

n'envisageant que de faire du noyautage dans l'éventuel nouveau parti - c'est-à-dire en pensant résoudre par de façon uniquement organisationnelle un problème politique central. Il faut savoir que le Parti Communiste Espagnol est alors ultra-minoritaire; il ne regroupe que quelques centaines de militants et aux récentes élections aux Cortés, il n'a recueilli que 50.000 voix, dont seulement un millier en Catalogne, le centre industriel du pays.

La cause de la mauvaise attitude de l'opposition communiste espagnole est due, selon l'article, aux directives erronées de Trotsky; nous avons exposé plus haut certains des mots d'ordre qu'il avançait; les camarades en cite un autre, selon lequel la tâche immédiate des communistes «*n'est pas de s'emparer du pouvoir; elle est de conquérir les masses; cette lutte, pour la période la plus proche, va se dérouler sur la base de la république bourgeoise et dans une large mesure, sous des mots d'ordre démocratiques*» (11).

Prometeo poursuit: «*nous ne croyons pas pouvoir entraîner aujourd'hui les masses espagnoles avec le mot d'ordre pur et simple de la «dictature du prolétariat» ou de la «république ouvrière et paysanne», autrement dit de la prise immédiate du pouvoir. Mais nous voulons utiliser toutes les expériences (...) faites par le prolétariat espagnol pour le diriger vers une solution qui ne peut être autre chose que la dictature du prolétariat. Trotsky croit à l'inverse que nous devons utiliser, même de façon seulement provisoire, ces expériences pour les diriger vers la défense de la République.*

(...) Nous répondons en niant de

la façon la plus nette que les communistes doivent se ranger en première file pour la défense de la République. De n'importe quelle république et encore moins de la république espagnole.

L'article de *Prometeo* est une réponse à un texte rédigé par Trotsky après la chute de la monarchie, «Dix commandements du communisme espagnol», qui avait été publié sur un n° précédent du journal. Dans ce texte, Trotsky écrivait que les ouvriers ne peuvent pas prétendre immédiatement au pouvoir et se fixer l'objectif concret du renversement violent du gouvernement républicain-socialiste. C'est incontestable; mais ce qui l'est déjà moins, c'est la phrase suivante: «*Il faut que les masses des ouvriers, soldats et paysans passent par l'étape des illusions républicaines "socialistes" pour s'en délivrer définitivement*» (12).

Il est sans doute inévitable que les masses «fassent l'expérience» de ce que sont véritablement la république et la politique menée par les partis au gouvernement, mais le problème est de savoir ce que doivent faire les communistes devant cette situation. Les «Thèses de Rome» adoptées en 1922 par le PC d'Italie dirigé par la Gauche donnent une réponse sans équivoque: une expérience de ce genre ne peut être utile pour la lutte révolutionnaire que dans la mesure où le parti «*aura dénoncé par avance la faillite de ces gouvernements et conservé une solide organisation indépendante autour de laquelle le prolétariat pourra se regrouper lorsqu'il se verra contraint d'abandonner les groupes et les partis dont il avait initialement soutenu l'expérience gouvernementale*». Et même dans le cas où ces gouvernements seraient victimes d'une attaque de droite, «*le Parti communiste ne saurait proclamer la moindre solidarité avec des gouvernements de ce genre: s'il les accueille comme une expérience à suivre pour hâter le moment où le prolétariat se convaincra de leurs buts contre-révolutionnaires, il ne peut évidemment les lui présenter comme un reconquête à défendre*».

Au cas où le gouvernement et les partis de gauche au pouvoir «*invitaient le prolétariat à participer à la résistance armée contre l'attaque de la droite*», ce ne pourrait être autre chose qu'un piège. «*En conséquence le parti communiste ne pratiquera ni ne proclamera le moindre "loyalis-*

La Fraction de Gauche à l'étranger

me" à l'égard du gouvernement libéral menacé. Il montrera au contraire aux masses le danger de consolider [le gouvernement] en laissant le contrôle de l'armée aux partis gouvernementaux, c'est-à-dire en déposant les armes sans les avoir employées au renversement des formes politiques et étatiques actuelles, contre toutes les forces de la classe bourgeoise».

La position de Trotsky est beaucoup plus floue, c'est le moins qu'on puisse dire: ce qu'il faut, écrit-il, c'est «gagner la majorité» des ouvriers, des soldats, des paysans. Comment? Par la propagande, l'agitation, l'organisation «tout cela sur la base de l'expérience des masses et de la participation active des communistes à cette expérience: politique large et audacieuse de front unique». Il ne s'agit pas d'avertir les prolétaires, de leur dénoncer à l'avance les mauvais coups et les pièges du nouveau régime, de le critiquer âprement, y compris à contre-courant, ce qui est le seul moyen pour que l'expérience soit le plus utile possible aux prolétaires et pour que les communistes conquièrent une influence solide, mais d'y **participer activement** dans le cadre du «front unique»!

Trotsky a beau ajouter qu'il ne faut passer «aucun accord ni aucun marché avec le bloc républicain-socialiste», les camarades de la Fraction pouvaient à bon droit conclure, même si le mot n'y était pas, que c'était bien à la défense de la république qu'il appelait lorsqu'il ajoutait que «partout et sans relâche, les communistes expliqueront aux masses - que la république nouvelle-née est un outil au service exclusif du capitalisme, qu'elles ne doivent accorder aucune confiance aux partis au gouvernement, qu'elles doivent défendre leurs intérêts de classe contre cette république et ce gouvernement? Non: - que, dans la lutte contre toutes les variétés de contre-révolution monarchiste, ils seront en première ligne»!

Ils le pouvaient d'autant plus que «Lutte de classe», l'organe des trotskystes français, venait de publier sans commentaires un manifeste du «Bloc ouvrier et paysan» constitué par la «Fédération communiste catalane», organisation autonome à la direction de laquelle Nin participait, manifeste

qui était, comme Trotsky l'écrira avec indignation, un pur document menchevique de soutien de fait au régime. Trotsky pourra bien protester, cet appel est la conséquence logique des positions «larges et audacieuses» qu'il préconisait...

Les positions défendues et suivies par la Gauche en Italie lors de l'offensive fasciste se caractérisaient par le refus de défendre le régime démocratique parlementaire. Cela ne signifiait pas qu'il faille rester neutre et passif devant les attaques fascistes, comme le PC d'I l'a démontré, que ce soit par l'action de ses groupes de combat ou par l'organisation de mouvements de masse prolétariens; cela signifiait que la lutte contre ces attaques doit se faire sur la seule base de la défense des intérêts de classe du prolétariat, et jamais sur la base de la défense de cet autre système bourgeois de gouvernement qu'est la démocratie et contre lequel les prolétaires doivent à ce titre lutter.

Bien entendu, les choses seraient différentes si l'on se trouvait dans le cas d'une révolution bourgeoise comme en France en 1793 ou en Allemagne en 1850: alors la défense de la république contre la réaction féodale aurait

un sens pour le prolétariat. Mais en Espagne, Trotsky lui-même explique, tout comme la Fraction, que l'instauration de la république n'est qu'une **manoeuvre de la bourgeoisie** pour empêcher le mouvement des masses.

Trotsky attachait beaucoup d'importance à l'attitude sur l'utilisation des mots d'ordre et des revendications démocratiques dans la situation espagnole, au point d'y voir un motif de rupture avec nos camarades. C'était effectivement une question centrale pour l'intervention des communistes et surtout, comme le disaient les militants de la Fraction, pour la constitution du parti sans lequel cette intervention n'avait pas de sens. Et sur cette question centrale, les positions de la Fraction, en dépit de certaines insuffisances ou de certaines approximations, étaient, alors, correctes. Si les militants de l'opposition communiste en Espagne les avaient suivies plutôt que celles de Trotsky, ils auraient été à coup sûr beaucoup mieux armés pour résister aux suggestions des sirènes démocratico-centristes qui réussirent à les englober dans un appendice de gauche du Front Populaire anti-ouvrier....

(A suivre)

(1) «Nos tâches aujourd'hui», 7/11/1933. Léon Trotsky, Oeuvres, 3 (première série).

(2) «Que veut la ligue Spartacus?», publié sur *Dierote Fahne*, 14/12/1918.

(3) «La révolution espagnole et les tâches des communistes» (24/1/31). L. Trotsky, «La révolution espagnole (1930-1940)», Ed. de Minuit, p. 71.

(4) *ibidem*

(5) «Après les élections aux Cortes» (1/7/1931), «La révolution...», *op. cit.*, p. 153;

(6) «Remarques critiques sur la résolution de *Prometeo* sur les mots d'ordre démocratiques» (15/1/1931). «Writings of Leon Trotsky. (1930-1931)», Pathfinder 1973, p. 133-136.

(7) cf «Writings of L. Trotsky...», *op. cit.* p. 15-23. Le Manifeste est publié sur le même n° 37 de *Prometeo* qui contient le texte de la motion.

(8) cf «Trotsky, la Fraction de gauche du PC d'Italie et les "mots d'ordre

démocratiques"», *Programme Communiste* n° 84-85.

(9) «Il compagno Trotsky esagera...». *Prometeo* n° 56, 11/7/1931. Dans cet article où il nie que la Fraction repousse de façon absolue et pour tous les pays les mots d'ordre démocratiques, ou comme disait Trotsky «démocratico-révolutionnaires», G. Mammone cite largement les Thèses de Rome sur la tactique. Gatto Mammone était le pseudonyme de Virgilio Verdaro qui travaillait à Moscou dans les services de l'Internationale. Il réussissait à maintenir une correspondance avec les militants de la Fraction.

(10) cf «La révolution espagnole...» *op. cit.* p. 99.

(11) «La révolution espagnole et les dangers qui la menacent» (28/5/1931), «La révolution...» *op. cit.* p. 124.

(12) cf «La révolution...» *op. cit.* p. 94.

Propriété et capital (4)

Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain

Nous commençons ici la publication de la deuxième partie de cette étude d'Amadeo Bordiga sur Propriété et Capital. Elle était parue, anonymement comme tous les textes du parti, sur la deuxième série (1950 - 1952) de «Prometeo», alors l'organe théorique du parti. Contrairement à la première, les différents points de cette deuxième partie n'ont pas pu être l'objet d'une rédaction complète et achevée, et restent à l'état schématique. Les raisons données alors étaient «les graves difficultés que rencontre la publication de la revue» qui imposaient de terminer au plus vite la publication de l'étude. Ces difficultés étaient d'ordre politiques: la crise en

*cours dans le Partito Comunista Internazionalista entre une tendance activiste (qui conservera les vieux titres des publications grâce précisément au **droit de propriété!**) et une tendance regroupée autour de Bordiga qui estimait prioritaire le travail de restauration programmatique du marxisme (sans pour autant refuser l'activité, mais en liant étroitement celle-ci aux principes et au programme). La crise débouchera sur une scission et la fondation en 1952 de l'organisation dont nous nous revendiquons.*

Les parties précédentes de cette étude ont été publiées sur «Programme Communiste» n° 97, 98 et 99.

DEUXIÈME PARTIE

VII LA PROPRIÉTÉ DES BIENS MOBILIERS

Le monopole capitaliste sur les produits du travail

Les biens mobiliers créés par la production ne sont pas l'objet de propriété titulaire, ils sont utilisables et échangeables selon le bon vouloir de leur possesseur. Voilà quelle est la formule juridique dans la société bourgeoise.

En substance, avec la production de masse, l'entrepreneur capitaliste a la possession et la disponibilité de tous les biens mobiliers, produits, marchandises, résultant du travail dans son entreprise.

La revendication socialiste de l'abolition du monopole de classe des entrepreneurs capitalistes sur les moyens de production - présen-

tée sous la forme de l'abolition de la propriété privée titulaire sur les lieux et les installations des entreprises - a en réalité comme signification l'abolition du monopole des entrepreneurs individuels et de la classe capitaliste sur la masse des produits.

Toute mesure qui, tout en limitant les droits de propriété du possesseur du lieu de travail, des installations ou des machines, maintient le monopole direct ou indirect, des **personnes**, des **entreprises** ou de la **classe** des capitalistes sur les produits, leur destination et leur répartition, n'est pas du socialisme.

VIII L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE

Le système d'entreprise basé sur l'exploitation des travailleurs et le gaspillage du travail

L'entreprise productive capitaliste a pour titulaire un entrepreneur qui peut être un homme physique ou juridique (entreprise, société, compagnie anonyme par actions, coopérative, etc.). Même dans le cas où l'entreprise a un siège et des installations fixes, l'immobilier, voire les machines et l'équipement, peuvent appartenir à un propriétaire qui n'est pas l'entrepreneur.

Dans l'économie bourgeoise classique, la valeur d'échange de toute marchandise se mesure en temps de travail humain; mais elle affirme que dans l'achat et la vente des marchandises et dans la rémunération du travail fourni par les employés de l'entreprise, jouent l'équilibre du marché et de droit. Le profit récompenserait une organisation technique meilleure des divers facteurs.

Avec la doctrine de la plus-value, Marx a démontré que le salaire, ou prix payé pour la force de travail, est inférieur à la valeur que celle-ci ajoute à la marchandise, quand toute valeur est exprimée par le temps de travail. Le profit du capital représente le travail non payé des ouvriers.

La technique productive moderne qui impose le remplacement de l'activité individuelle par l'activité sociale, est emprisonnée dans les formes de l'entreprise privée afin de garantir l'extorsion de la plus-value. La classe industrielle qui en tire avantage maintient et défend grâce au pouvoir politique qu'elle détient, le système de production qui assure le profit et l'accumulation maximum, alors que les produits socialement utiles et bénéfiques (que ce soit pour la classe laborieuse ou pour toutes les classes) sont réduits au minimum par rapport à la quantité énorme de travail dépensé.

Le rapport entre l'excès, le gaspillage du travail social de la classe prolétarienne et la quantité des produits utiles à la consommation, est des *dizaines de fois* pire que le rapport entre travail payé et travail non payé, ou taux de plus-value, pour un salarié individuel.

Par conséquent, les thèses selon lesquelles le socialisme consisterait dans le paiement intégral du travail, l'exploitation des salariés disparaîtrait avec l'abolition du surtravail et de la

Propriété et capital

plus-value, une économie sans plus-value serait une économie socialiste, il serait possible de comptabiliser en unités monétaires l'économie socialiste, l'économie socialiste consisterait dans la comptabilisation des temps de travail, sont toutes des thèses inadéquates.

Le socialisme est l'élimination sociale et historique du capitalisme, du système de production dirigé par l'initiative des entreprises ou de la fédération d'entreprises constituée par la classe et l'Etat bourgeois.

IX LES ASSOCIATIONS ENTRE ENTREPRISES ET MONOPOLES

Le monopole conséquence nécessaire de la prétendue libre concurrence

La position fondamentale de l'économie bourgeoise est que la sélection des entreprises les plus utiles socialement est assurée par les phénomènes du libre marché et de l'équilibrage des prix selon les disponibilités et les besoins des produits.

Le marxisme a démontré que même en admettant un moment cette fiction bourgeoise et illusion petite-bourgeoise que serait une économie de libre concurrence, production et échange libres, les lois de l'accumulation et de la concentration qui agissent en son sein la conduisent à d'épouvantables crises de surproduction, de destruction de produits et de misère générale. C'est à travers les vagues successives de telles crises que s'approfondit l'antagonisme entre la puissante et riche classe capitaliste et la misère des masses occupées ou sans travail, poussées à s'organiser en classe et à se révolter contre le système qui les opprime.

En tant que classe dominante la bourgeoisie a trouvé dès le début la base suffisante à son unité dans l'Etat politique et administratif qui, malgré la fiction des institutions électorales, était son «comité d'intérêts». Elle y gouvernait au moyen des partis d'opposition révolutionnaire qui avaient mené la révolution contre le féodalisme. La force de ce pouvoir fut immédiatement dirigée contre les premières manifestations de la pression de classe des travailleurs.

L'organisation économique des ouvriers en syndicats reste dans les limites de la lutte pour diminuer le taux de plus-value; l'organisation ultérieure en parti politique exprime leur capacité à se donner, en tant que classe,

Même avant la phase «supérieure» où chacun prélèvera selon ses besoins, il sera possible de dire qu'on se trouve dans une économie et une comptabilité sociale uniquement dans les secteurs où ne figureront plus la comptabilité en partie double et les bilans d'entreprises, et où les seules unités physiques de mesure (comme les unités de poids, de force et d'énergie mécanique) seront utilisées pour les calculs de prévision et d'organisation de la production.

l'objectif du renversement du pouvoir de la bourgeoisie, de la suppression du capitalisme, avec la réduction radicale de la quantité de travail, l'augmentation de la consommation et du bien-être général.

De son côté, la classe bourgeoise ennemie, ne pouvant accélérer l'accumulation du capital, s'efforça d'affronter les l'énorme dispersion des

forces productives, les conséquences des crises périodiques, les effets de l'organisation ouvrière en adoptant à un certain moment du développement capitaliste les formes (liées à l'histoire de l'accumulation primitive) des ententes, des accords, des associations et alliances entre entrepreneurs. Au début ces formes se limitaient aux rapports de marché, que ce soit dans la vente des produits ou dans l'acquisition de la main-d'oeuvre, avec des engagements chiffrés à respecter pour éviter la concurrence; ensuite elles se sont étendues à toutes les phases de la production: monopoles, trusts cartels, syndicats d'entreprises qui fabriquent les mêmes produits (associations horizontales) ou qui réalisent les transformations successives qui aboutissent à des produits donnés (associations verticales).

La description de cette phase du capitalisme, comme confirmation de la justesse du marxisme «*qui a démontré comment la libre concurrence détermine la concentration et comment celle-ci (...) conduit au monopole*» est classique chez Lénine: l'Impérialisme.

X LE CAPITAL FINANCIER

Entreprises de production et de crédit et renforcement du parasitisme de classe

En plus de l'usine et des machines, l'entrepreneur a besoin d'un capital monétaire liquide qu'il avance pour l'acquisition des matières premières et le paiement des salaires et qu'il récupère ensuite lors de la vente des produits. Comme pour l'établissement et les installations, l'entrepreneur peut très bien **ne pas** être propriétaire de ce capital: celui-ci est alors prêté par les banques à un certain taux d'intérêt annuel, sans que pour autant l'entrepreneur ou la société perde son titre de propriété sur l'entreprise, protégé par la loi.

Le bourgeois arrivé à sa forme idéale se présente à nous désormais dépouillé et sans propriété mobilière ou immobilière, sans argent et surtout sans scrupules. Il n'investit et ne risque plus rien qui soit à lui, mais il détient légalement tout ce qui est produit, et donc le profit. La propriété il se l'est ôtée lui-même en obtenant de cette façon de nombreux autres avantages; c'est sa position stratégique de bourgeois qu'il faut lui arracher. C'est une position sociale, historique et ju-

ridique, qui ne disparaît qu'avec la révolution politique, prémisses de la révolution économique.

A travers la séparation apparente du capital industriel et du capital financier, la classe bourgeoise en réalité resserre ses liens. La prédominance des opérations financières fait que les grands syndicats d'entreprises contrôlent les petits et les entreprises plus faibles pour les engloutir ensuite, sur le plan national comme sur le plan international.

L'oligarchie financière qui concentre entre quelques mains d'immenses capitaux, les exporte et les investit d'un pays à l'autre, fait partie intégrante de la classe des entrepreneurs dont le centre d'activité se déplace toujours davantage de la technique productive aux opérations affairistes.

Par ailleurs avec le système des sociétés par actions, le capital de l'entreprise industrielle constitué par des immeubles, des équipements et du numéraire est propriété en titre des actionnaires qui prennent la place de l'éventuel propriétaire foncier, du

loueur de machines et de la banque prêteuse. Les loyers divers et l'intérêt des prêts prennent la forme d'un mode «dividende» distribué aux actionnaires par les gestionnaires, c'est-à-dire l'entreprise. Celle-ci est un organisme en soi, qui inscrit le capital actionnaire au **passif** de son bilan et roule ses créiteurs par diverses combines: c'est la véritable forme centrale de l'accumulation. Les manoeuvres bancaires, à leur tour avec le capital d'actionnaires, rendent aux groupes industriels et affairistes ce même ser-

vice de dépouillement des petits possesseurs d'argent.

La production de surprofits s'accroît à mesure qu'on s'éloigne de la figure du chef d'industrie qui, par sa compétence technique apportait des innovations utiles socialement.

Le capitalisme devient toujours plus **parasitaire**: au lieu de gagner et d'accumuler peu en produisant beaucoup et en faisant consommer beaucoup, il gagne et accumule beaucoup en produisant peu et en satisfaisant mal la consommation.

XI LA POLITIQUE IMPÉRIALISTE DU CAPITAL

Les conflits entre groupes et états pour la conquête et la domination du monde

Dans les pays industriellement les plus avancés, la classe des entrepreneurs rencontre des limites à l'investissement du capital accumulé dans le manque de matières premières locales, dans le manque de main d'oeuvre ou dans l'étroitesse des marchés.

La conquête de marchés extérieurs, le recrutement de travailleurs étrangers, l'importation de matières premières ou enfin le transfert de l'entreprise capitaliste à l'étranger avec des éléments et facteurs locaux, sont des processus qui ne peuvent pas s'accomplir dans le monde capitaliste avec de simples moyens économiques tels que le jeu de la concurrence; ils impliquent la tentative de réguler et de contrôler les prix de vente et d'achat, et peu à peu les privilèges et les protections par des mesures étatiques ou des conventions entre Etats. L'expansion économique devient donc colonialisme ouvert ou dissimulé, appuyé par de puissants moyens militaires. C'est par la force que se règlent les rivalités pour l'accaparement des colonies et la domination sur les Etats petits et faibles, qu'il s'agisse de contrôler de grands gisements de matières premières, des masses à prolétarianiser ou des couches de consommateurs capables d'absorber les produits de l'industrialisme capitaliste. Mais ces derniers sont dans le monde moderne constitués en grande partie non seulement des prolétaires et capitalistes des pays avancés, mais aussi des couches moyennes comme les paysans ou les artisans et des populations des pays à économie non encore capitaliste, qui sont aujourd'hui autant d'îlots encerclés dans le tissu général de l'économie capitaliste internationale et qui

émergent les uns après les autres d'un cycle économique local et autarcique. D'où la situation générale difficile de la reproduction et de l'accumulation du capital, des crises de surproduction, de la saturation des possibilités d'écouler les produits dans le monde sur la base de la distribution mercantile et monétaire.

Pour tout marxiste il est évident que les complications de ces rapports historiques entre les métropoles super-industrialisées et les pays arriérés, de race blanche ou autre, ne peuvent qu'engendrer continuellement des conflits non seulement entre colonisateurs et colonisés, mais surtout entre groupes d'Etats conquérants.

La théorie prolétarienne rejette les thèses suivantes comme contre-révo-

lutionnaires: a) que l'on puisse et doive freiner la diffusion dans le monde de la technique industrielle et des grands réseaux organisés de communication et de transport (survivances du libéralisme et du libéralisme petit-bourgeois); b) qu'il faille soutenir socialement et politiquement les actions coloniales et impérialistes de la bourgeoisie (opportunisme social-démocrate, corruption des chefs syndicaux et d'une «aristocratie prolétarienne»); c) que le système colonial basé sur le capitalisme puisse conduire à un équilibre économique entre les puissances impérialistes ou à la constitution d'un centre impérialiste stable et unique; et qu'il puisse éviter la course progressive aux armements et au militarisme, et le renforcement des systèmes oppressifs et répressifs de police de classe (faux internationalisme et fédéralisme entre Etats bourgeois, basé sur une pseudo-autonomie et sur l'auto-décision des peuples et sur des systèmes de sécurité et de prévention des «agressions»);

«L'impérialisme (...) développe partout la tendance à la domination et non pas à la liberté».

«Dans la réalité capitaliste (...) les alliances «inter-impérialistes» ne sont autre chose qu'une «trêve» entre une guerre et l'autre, quelle que soit la forme qu'elles prennent, que ce soit celle d'une coalition impérialiste opposée à une autre, ou celle d'une ligue générale entre toutes les puissances» (Lénine).

Le seul débouché de l'impérialisme mondial et une révolution mondiale.

XII L'ENTREPRISE MODERNE SANS PROPRIÉTÉ ET SANS FINANCE

L'adjudication et la concession, préfiguration de l'évolution capitaliste moderne

Toute forme sociale nouvelle qui tend à se généraliser sous l'effet des forces productives, apparaît d'abord au milieu des formes traditionnelles par des «prototypes» ou des «modèles» de la nouvelle méthode. Aujourd'hui il est possible d'étudier la forme de l'**entreprise sans propriété** en analysant l'industrie de la construction des bâtiments, et plus généralement des Travaux Publics dont l'importance dans l'économie tend à s'accroître toujours davantage.

Mettons de côté la figure du «commissionnaire», le propriétaire du terrain ou des immeubles où l'on travaille

qui deviendra le propriétaire de l'oeuvre terminée, car pour ce qui concerne le mécanisme économique de l'«entreprise contractante», peu importe qu'il s'agisse d'une personne privée, d'une société ou de l'Etat.

L'entreprise, ou «adjudicateur» des travaux présente les caractères suivants:

1) Elle n'a pas de bureaux, d'usine, d'établissement propres; elle installe son «chantier» et ses bureaux à l'endroit mis à disposition par le client, qui est même redevable d'une certaine somme pour ces bureaux, chantiers et constructions provisoires.

Propriété et capital

2) Elle peut posséder des équipements et même des machines, mais le plus souvent, comme elle opère dans des localités diverses et éloignées, elle les loue ou alors elle les achète et les revend sur place; ou encore elle réussit à en faire payer l'**amortissement** complet.

3) Théoriquement elle doit disposer d'un capital liquide pour acheter les matières premières et les salaires, mais il faut noter: a) que l'on obtient ce capital facilement auprès des banques quand on montre qu'on s'est adjugé une bonne affaire, en donnant en garantie les promesses de paiements; b) que dans les formes modernes, l'Etat, par l'intermédiaire de «lois spéciales», fournit souvent ce capital, le prête ou oblige un institut de crédit à la faire: c) que les «prix unitaires» sur les base desquels l'entreprise est payée à mesure que sont réalisés les travaux (c'est-à-dire les produits **véritables** de l'industrie en question, tarifés et vendus au départ en dehors de tout aléa commercial, alors que par la suite il est très facile de les augmenter dans la **comptabilité**), sont déterminés en ajoutant à toutes les dépenses une partie des intérêts du capital avancé, et uniquement après tout cela le **bénéfice** de l'entrepreneur.

Dans cette forme typique, l'entreprise, la plus-value et le profit, en général très élevé, subsistent alors que disparaissent la propriété immobilière, celle des équipements et même celle du numéraire. Quand tous ces aspects sont à la charge d'organismes publics et de l'Etat, c'est alors que le capitalisme respire l'oxygène le plus pur et que les taux de rémunération atteignent des sommets; les surcoûts retombent de façon indirecte sur les autres classes: pour une petite part sur la classe des petits propriétaires et des propriétaires immobiliers, et pour la plus grande part sur la classe prolétarienne des non-possédants.

De fait l'entreprise ne paye pas de taxe foncière parce qu'elle n'a pas de propriété immobilière, et les taxes sur les mouvements de richesses mobilières lui sont remboursées, y compris celles qui figurent dans la «décomposition des prix unitaires», en les incluant dans la partie «frais généraux».

Dans cette forme d'entreprise, la classe capitaliste ne paye aucun frais pour le **fonctionnement de l'Etat**.

La **concession** est analogue à l'adjudication. Le concessionnaire reçoit de l'organisme public, une aire, une construction, parfois une installation

complète; il l'exploite et empoche les produits et les gains. Il a l'obligation de faire des travaux ultérieurs donnés, de construire des installations ou des perfectionnements; il paye un loyer en argent, en une seule fois ou en versements successifs. Après un nombre, toujours important, d'années, toute la propriété, y compris les nouveaux travaux et les transformations réalisées, revient à l'organisme qui l'avait concédé ou au domaine public, dont elle était toujours la propriété en titre.

Le calcul économique de ce système démontre qu'il est d'un énorme avantage pour le gestionnaire si l'on considère; les taxes foncières qu'il ne paie pas; l'intérêt ou la rente considérable qui correspond à la valeur du terrain et des installations d'origine qu'il n'a pas été obligé d'acheter; les frais d'«amortissement» pour l'usure et le vieillissement qu'il ne doit pas prendre à sa charge parce qu'il rend les installations usées et largement exploitées, et non à l'état neuf.

La **concession** présente une absence presque totale de risques pour les investissements, un profit aussi élevé que dans l'**adjudication** et elle a la caractéristique de pouvoir s'appliquer à tous les types de production et de fournitures des industries y compris à siège fixe. Avec cette forme la tendance peut donc couvrir tous les secteurs économiques, le principe du profit et de l'entreprise restant intact.

En réalité l'Etat moderne n'a jamais

d'activité économique directe; il la délègue toujours par des adjudications et des concessions à des groupes capitalistes. Nous ne sommes pas en présence d'un phénomène où le capitalisme et la classe bourgeoise seraient rejeter en arrière en perdant des positions privilégiées; cet abandon apparent de positions correspond à une augmentation de la quantité de plus-value, de profits, d'accumulation et de puissance du capital - et, en conséquence, à une augmentation des antagonismes sociaux.

La quantité de capital industriel et financier accumulé à disposition des opérations d'entreprises de la classe bourgeoise, est donc beaucoup plus grande que ce qu'il semblerait en additionnant les titres de propriété, que ce soit de biens immobiliers ou mobiliers, des capitalistes ou des propriétaires individuels. Ceci s'exprime dans le théorème fondamental de Marx qui décrit le système capitaliste comme une production et un fait social, depuis qu'il s'est affirmé sous l'égide du droit personnel.

Le capitalisme est un monopole de classe; tout le capital s'accumule toujours plus comme le bien d'une classe dominante et non comme celui d'une quantité de personnes et de sociétés.

Dès que ce principe est posé, les équations et les schémas de Marx sur la reproduction, l'accumulation et la circulation du capital cessent d'être mystérieux et incompréhensibles.

XIII L'INTERVENTIONNISME ET LE DIRIGISME ÉCONOMIQUE

La tendance moderne de l'économie contrôlée comme accroissement de la domination de l'Etat par le capital

L'ensemble des innombrables manifestations actuelles à travers lesquelles l'Etat montre qu'il régit des faits et des activités économiques dans la production, l'échange et la consommation, est considéré à tort comme une limitation et une diminution des caractères capitalistes de la société moderne.

La doctrine qui refuse que l'Etat assume des fonctions économiques et intervienne dans la production et la circulation des biens, n'est qu'une couverture idéologique issue de la période où le capitalisme, en tant que force révolutionnaire, devait faire son chemin en brisant la muraille des obstacles sociaux et légaux qui l'empêchaient d'exprimer toutes ses potentialités productives.

Pour le marxisme, en garantissant l'appropriation des biens et des produits par ceux qui disposent de l'argent accumulé, en codifiant le droit individuel et sa protection, l'Etat bourgeois exerce dès sa formation une fonction économique ouverte; il ne se limite pas à assister de l'extérieur à un prétendu développement spontané et «naturel» des phénomènes de l'économie privée. C'est là où réside toute l'histoire de l'accumulation primitive, berceau du capitalisme moderne.

Au fur et à mesure que le système d'organisation capitaliste se répand dans le tissu social et dans les divers pays du monde, il provoque, par la concentration des richesses et la spoliation des classes moyennes, les contradictions et les antagonismes de clas-

se modernes, en soulevant contre lui la classe prolétarienne qui était son allié dans la lutte contre le féodalisme. Et la classe bourgeoise transforme toujours plus les liens de classe entre ses divers éléments, d'une simple solidarité idéologique revendiquée en une organisation unitaire pour contrôler l'évolution des rapports sociaux, sans hésiter à reconnaître que ces derniers se forment sur la base d'intérêts matériels et non d'opinions.

C'est donc toujours sous la pression et pour les objectifs de classe des capitalistes, des entrepreneurs d'activités économiques et d'affaires, que l'Etat se met à intervenir, sur une échelle toujours plus grande, dans le domaine de la production et de l'économie en général.

Par exemple, l'entrepreneur de Travaux Publics ou le concessionnaire, mettons de lignes ferroviaires ou d'un réseau électrique, sont prêts à payer des salaires et des contributions sociales plus élevés parce que ceux-ci entrent automatiquement dans le calcul des «prix unitaires» ou des «tarifs publics». Etant évalué sur le total, le profit s'accroît, la plus-value augmente à la fois en **quantité** et en **taux**,

puisque les salariés eux-même payent les impôts et utilisent les trains et l'électricité, et l'indice des salaires retarde toujours sur les autres.

En outre ce système encourage toujours davantage les entreprises dont les réalisations et les produits manufacturés ont une utilité faible ou nulle, ou qui poussent à des consommations plus ou moins morbides et antisociales, en accentuant l'irrationalité et l'anarchie de la production, alors que l'opinion commune y voit un principe d'organisation scientifique et la victoire du fameux «intérêt général».

Nous ne sommes pas en présence d'une domination partielle du capital par l'Etat, mais d'une domination accrue de l'Etat par le capital. Et dans la mesure où il y a une subordination plus grande du capitaliste **individuel** à l'ensemble des capitalistes, il en résulte une force plus grande et plus puissante pour la classe dominante, et une plus grande sujétion du petit au grand privilégié.

La direction de l'économie par l'Etat répond, plus ou moins efficacement suivent les lieux et les époques, avec des avancées et des reculs, aux multi-

ples exigences de classe de la bourgeoisie: prévenir ou surmonter les crises de sous- ou de surproduction, empêcher ou réprimer les révoltes de la classe exploitée, faire face aux terribles conséquences économico-sociales des guerres d'expansion, de conquête de lutte pour la domination mondiale, et aux profonds bouleversements des périodes qui suivent.

La théorie prolétarienne ne voit pas dans l'intervention de l'Etat une préfiguration du socialisme qui justifierait un appui politique aux réformateurs bourgeois et une atténuation de la lutte de classe; elle considère l'Etat politico-économique bourgeois comme un ennemi plus solide, plus aguerri et plus féroce qu'un Etat abstrait purement juridique, et dont il faut poursuivre la destruction. Mais elle n'oppose pas à cette évolution prévue du capitalisme moderne, des revendications libérales ou libre-échangistes ou des théories confuses fondées sur les vertus d'unités productives autonomes, sans liens avec un système centralisé mais reliées entre elles dans l'échange par de libres ententes contractuelles (syndicalisme, économie des comités d'usine).



REPRINT DE
«COMMUNISME ET FASCISME»

«Dans le fascisme, nous ne voyons pas un changement de la politique de l'Etat italien, mais la continuation de la méthode employée par la démocratie. Nous ne ferons aucun crédit pour lutter contre le fascisme au complice naturel de la démocratie: le réformisme social-démocrate.»

«Dans le domaine de l'idéologie et du programme, le fascisme n'a rien apporté de nouveau. Sa supériorité réside dans son organisation, sa discipline, sa hiérarchie.»

«Le parti communiste doit souligner le rôle indépendant que la situation en Italie lui assigne; mais pour pouvoir faire une politique indépendante, il faut qu'il n'y ait aucun défaitisme. Il ne faut pas aller raconter aux prolétaires italiens que les actions jusqu'ici tentées par leur Parti ont fait faillite. Même si l'attitude des communistes italiens n'a pas toujours été approuvée, ils sentent qu'ils n'ont rien à se reprocher devant la Révolution et devant l'Internationale» (Extraits du texte)

Textes du Parti Communiste International
n° 1 - Nouvelle édition - 8 €

Notes de lecture

Les débuts du communisme en Turquie

Enternasyonalist Komunist Sol (International Communist Current) **«Left Wing of the Turkish Communist Party: 1920-1927»**

«La gauche du Parti Communiste Turc: 1920-1927» est la traduction anglaise d'un texte publié par Entarnasyonalist Komunist Sol (Gauche Communiste Internationaliste), un groupe turc qui a depuis rejoint le CCI. Un travail sérieux sur la naissance et les luttes politiques au sein du PCT, ainsi que sur la politique de l'Internationale Communiste dans la région et les désaccords qu'elle a entraînés, serait particulièrement utile étant donné la rareté des documents et des études à ce sujet. Malheureusement, cette brochure d'EKS est très décevante, comme on pouvait s'y attendre en raison de son orientation politique.

Il nous a cependant paru utile d'utiliser une critique de ce texte, non pour faire une histoire, même abrégée, des débuts du communisme en Turquie, mais pour dire simplement quelques mots à ce sujet: la naissance du parti communiste turc a été extrêmement difficile et confuse et elle mériterait une étude détaillée que nous ne pouvons entreprendre.

Dans la préface à la brochure, le CCI explique pourquoi il a jugé important de publier en anglais cette étude sur la tendance de gauche dans le PCT: «*L'intérêt aujourd'hui de cette brochure ne tient pas seulement à la découverte de l'histoire oubliée d'un groupe relativement peu nombreux de militants, pas plus de 20 000 militants [!], dans un obscur pays de Moyen-Orient [!!] (1). Au contraire il a un intérêt immédiat aujourd'hui. «Le cas turc est intéressant parce qu'en Turquie les communistes ont été directement confrontés à un mouvement de libération nationale soutenu par le Komintern. (...) Lénine insistait que "les socialistes doivent apporter un soutien déterminé aux éléments les plus révolutionnaires dans les mouvements démocratiques-bourgeois pour la libération nationale dans ces pays". Cet avis a été suivi en Turquie, et il a conduit au massacre des militants communistes par ces mêmes "mouvements démocratiques-bourgeois"».* Les positions de Lénine sur la question nationale seraient donc responsables du massacre des communistes!

De leur côté, les auteurs sont un peu plus prudents. Ils déclarent dans l'introduction que le but de leur étude est de «tirer les leçons politiques» de

la formation de la gauche du PCT «dans la lutte contre le mouvement kémaliste [c'est-à-dire le mouvement national bourgeois de Mustapha Kemal, le futur «Atatürk», qui présida à la formation de la Turquie moderne], les éléments de droite dans le parti et les thèses erronées de l'Internationale sur les libérations nationales».

Selon eux la racine de ces erreurs remonterait à la fausse analyse par Lénine de l'impérialisme, selon laquelle «l'économie mondiale est une somme de nations» (?), ce qui impliquerait qu'il peut exister une bourgeoisie impérialiste et une bourgeoisie anti-impérialiste (mouvement de libération nationale), cette dernière devant être soutenue. Mais ils n'oublient cependant pas de citer un passage de Lénine soulignant que la politique de l'Internationale dans les questions nationales et coloniales repose avant tout sur l'union la plus étroite des prolétaires et des masses laborieuses de tous les pays pour renverser les capitalistes et les propriétaires terriens. L'approche de Lénine est donc, selon eux, «*contradictoire*», à cause de ses erreurs d'analyse économique.

À l'inverse, Rosa Luxemburg aurait développé une analyse bien plus cohérente et correcte selon laquelle «*L'impérialisme n'est pas l'oeuvre*

d'un pays ou d'un groupe de pays. Il est le produit de l'évolution mondiale du capitalisme à un moment donné de sa maturation. C'est un phénomène international par nature, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun Etat ne peut se soustraire» (2). Et «la nation n'est qu'une mystification qui masque des appétits impérialistes, le cri de guerre des rivalités impérialistes, la dernière arme idéologique pour persuader les masses de jouer le rôle de chair à canon dans les guerres impérialistes» (3).

C'est cette analyse plus précise qui lui aurait permis «de prendre une position beaucoup plus solide que Lénine»; «le mouvement kémaliste en Turquie, a été la démonstration de la véracité de tout ce que Luxemburg a dit sur la libération nationale et l'impérialisme».

Les citations ci-dessus de Luxemburg sont tirées de sa brochure «La crise de la social-démocratie» (plus connue sous le nom de «Brochure de Junius»), parue anonymement et clandestinement en Allemagne en 1916, en pleine guerre mondiale. Lénine salua sa parution en la jugeant comme «dans l'ensemble, un excellent ouvrage marxiste» (4). Il y trouva cependant que l'argumentation était «très incomplète» et qu'elle comportait un certain nombre d'erreurs importantes constituant parfois un «recul» par rapport aux positions du groupe «L'Internationale» de Luxemburg, Mehring et autres.

Il s'agit d'abord du silence de la brochure sur la tendance «*franchement opportuniste*» dans le parti (la droite ouvertement révisionniste) comme sur la tendance «*hypocrite-ment opportuniste*» (les «centristes») à la Kautsky et cie qui se prétendent

fidèles au marxisme). Lénine écrit avec raison qu'il est impossible de comprendre la crise de la social-démocratie sans voir le rôle de ces courants et impossible de résoudre cette crise sans la **scission** d'avec ceux-ci. Ensuite Lénine critique l'affirmation selon laquelle il ne peut plus y avoir à notre époque de guerres nationales: en réalité, écrit-il, «*des guerres nationales ne sont pas seulement probables, mais inévitables à l'époque de l'impérialisme, de la part des colonies et semi-colonies (...) qui comptent (...) plus de la moitié de la population du globe*» (4).

Enfin il relève que, après avoir mis en lumière le caractère impérialiste de la guerre en cours, après avoir nié la possibilité de guerres nationales, «Junius» avance... un programme national de **défense de la patrie!**

Junius écrit en effet: «*Le socialisme international reconnaît aux nations le droit d'être libres, indépendantes, égales. Mais lui seul est capable de créer de telles nations, lui seul est en mesure de faire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes une réalité. (...) Oui, les sociaux-démocrates doivent défendre leur pays lors des grandes crises historiques. Et la lourde faute du groupe social-démocrate est d'avoir (...) laissé la patrie sans défense à l'heure du plus grand danger*».

En effet selon Luxemburg-Junius, la véritable défense de la patrie passe par la rupture avec le militarisme bourgeois; elle énonce donc une série de mesures de défense populaire que le parti aurait du «proclamer» et qui reviennent en définitive à «opposer au programme impérialiste de guerre (...), le vieux programme véritablement national des patriotes et des démocrates de 1848, le programme de Marx, Engels et Lassalle: le mot d'ordre de la grande et indivisible République Allemande. Tel est le drapeau qu'il fallait déployer devant le pays, qui aurait été véritablement national, véritablement libérateur, et qui aurait répondu aux meilleures traditions de l'Allemagne et de la politique de classe internationale du prolétariat».

Lénine s'exclame qu'ainsi Junius «*invite la classe d'avant-garde à se tourner vers le passé, et non vers l'avenir!*». En effet ce genre de programme «*véritablement national, c'est-à-dire national-bourgeois*», n'a de sens pour les marxistes que dans des pays où «*la révolution démocra-*

tique bourgeoise était objectivement à l'ordre du jour», comme dans la France de 1793 ou l'Allemagne de 1848 (et, ajouterons-nous, dans les pays colonisés et les aires géohistoriques où dominant encore des rapports pré-capitalistes).

Ce n'est absolument plus le cas au début du vingtième siècle de l'Allemagne capitaliste et impérialiste et des grands pays capitalistes d'Europe où la révolution bourgeoise a été accomplie: «*La "Grande Allemagne républicaine", si elle avait existé en 1914-1916, aurait fait la même guerre impérialiste*», ajoute-t-il.

Aujourd'hui, continue Lénine, c'est la **révolution socialiste** qui est historiquement à l'ordre du jour: «*elle était contenue dans la guerre, elle naissait de la guerre. C'est cela qu'il fallait "proclamer" au nom de la classe révolutionnaire, en précisant jusqu'au bout, sans crainte, son programme, à savoir le socialisme, lequel est impossible en temps de guerre sans guerre civile contre la bourgeoisie (...). Il fallait méditer des actions systématiques, coordonnées, pratiques, absolument réalisable quel que fut la vitesse de développement de la crise révolutionnaire, des actions allant dans le sens de la révolution mûrissante. Ces actions sont indiquées dans la résolution de notre parti: 1) vote contre les crédits; 2) rupture de la "paix civile"; 3) création d'une organisation illégale; 4) fraternisation des soldats; 5) soutien de toutes les actions révolutionnaires des masses. Le succès de toutes ces mesures mène **inéluçtablement** à la guerre civile*».

Pour Lénine, Junius a voulu suivre une tactique de type de la théorie des étapes des mencheviks, présenter le programme révolutionnaire de la façon «*la plus populaire, la plus accessible à la petite-bourgeoisie. Il a voulu en quelque sorte jouer au plus fin avec l'histoire*». Et cette tactique erronée, en définitive elle «*résulte de la faiblesse de toute la gauche allemande, enveloppée de toutes parts dans l'odieux réseau du kautskysme hypocrite, pédant, plein de complaisance à l'égard des opportunistes*».

C'est grâce à ses positions théoriques solides, notamment sur la question nationale, que le parti bolchevik a pu définir un programme clair, cohérent, sans équivoque, de lutte contre la guerre impérialiste: il se résume par la formule du **défaitisme révolutionnaire**, à l'opposé de toute idée de

défense de la patrie impérialiste, y compris par des moyens révolutionnaires. Les confusions et contradictions de Rosa Luxemburg sur ce point, comme sur celui de la nécessaire rupture avec les courants «opportunistes» pour constituer un nouveau parti ou sur celui de la question nationale, ne plaident guère en faveur de la «solidité» de sa position!

EKS écrit: «*Durant une certaine période du développement du capitalisme [les mouvements de libération nationale] ont été capables d'abolir les structures réactionnaires qui étaient le produit de relations de production obsolètes comme l'esclavage et le féodalisme et par conséquent il étaient dans certaines circonstances soutenues dans ce sens par les révolutionnaires, sans jamais oublier qu'il s'agissait de mouvements bourgeois. (Peut-être est-ce ici une allusion à Rosa Luxemburg elle-même qui, en 1896, avait pris position pour la lutte de libération nationale des divers peuples opprimés dans l'Empire Turc: Bulgares, Bosniaques, Serbes, Grecs, Arméniens)*» (5).

D'un autre côté, la nouvelle situation qui, comme on peut facilement le voir, avait commencé avec le début de la guerre mondiale en 1914, obligea les révolutionnaires à considérer plus sérieusement (sic!) leurs positions sur la libération nationale. Il n'y avait plus un capitalisme qui se développait et s'étendait en tant que mode de production à travers le monde, mais un capitalisme qui dominait le monde entier et qui n'était plus désormais capable d'une croissance significative».

Affirmer que le capitalisme était incapable d'une croissance significative à partir de la première guerre mondiale comme le veut la théorie décadentiste du CCI, témoigne d'une prodigieuse capacité à ne pas voir la réalité en face! On ne résout pas un problème en niant son existence. Le capitalisme s'est énormément étendu et développé depuis 1914 et la réalité des mouvements de libération nationale et des guerres anticoloniales a marqué les décennies qui ont suivi la première et la deuxième guerres mondiales. Par rapport à ces mouvements tout aussi indiscutablement révolutionnaires que bourgeois, l'Internationale Communiste a défini à son deuxième Congrès un programme dans le droit fil des orientations marxistes telles que Marx et Engels les avaient établies pour l'Allemagne de 1850: organisation in-

Débuts du communisme en Turquie

dépendante de classe du prolétariat, participation à la lutte pour pousser la révolution à fond et si possible en ravir la direction aux forces bourgeoises et petites-bourgeoises, dans la perspective de la prise du pouvoir et de l'extension de la révolution aux principaux pays du monde.

Toute la question est de détermi-

ner si l'Internationale a vraiment agi selon ces orientations et ensuite de comprendre les causes des erreurs, des fautes ou des crimes commis (comme par exemple dans le cas chinois) afin d'en tirer les enseignements pour la lutte prolétarienne future. Mais c'est ce que ne permet pas de faire cette brochure.

* * *

La thèse d'EKS est qu'il s'est formé au sein du jeune mouvement communiste turc un courant de gauche qui remettait en cause les positions de l'Internationale sur la question nationale en se situant implicitement sur les positions de Luxemburg. Cette aile gauche, dont le leader était Salih Hacıoglu qui «avait vu dès le début la nature de la bourgeoisie Kémaliste», dirigea le parti communiste jusqu'en 1925, moment où le courant de droite (connu sous le nom de sa revue «*Aydilink*») s'empara de la direction. Malheureusement les auteurs de la brochure ne fournissent pas de documentation pour appuyer leur thèse qui semble assez artificielle.

Pour pouvoir en dire quelques mots, nous allons essayer de retracer sommairement l'histoire - plutôt compliquée! - de la fondation du parti communiste en Turquie

La guerre mondiale frappa au coeur la Turquie, l'ancien «homme malade» de l'Europe, la laissant en ruines. Alliée de l'Allemagne, elle avait perdu dans la défaite la plupart des possessions qu'elle détenait encore; Istanbul (l'ancienne Constantinople, dans ce qui subsistait de la «Turquie d'Europe»), son principal centre économique (6), était occupé par les anglo-italo-français qui aspiraient à dépecer le reste du pays. Ce qui restait de l'Empire Ottoman avait perdu 20% de sa population dans la guerre (davantage par les maladies, les massacres de population comme les Arméniens, que par les morts au combat), et peut-être 10% de plus ensuite avec le départ des Grecs et autres communautés chrétiennes à la suite de guerre gréco-turque. Peuplée d'environ 13 millions d'habitants, la Turquie était devenue davantage paysanne qu'avant le conflit mondial (82% de la population vivait à la campagne, contre 75% avant guerre). Le régime impérial et son gouvernement «Jeune Turc» était en pleine désintégration; une agitation multiforme se répandait dans le pays, alors que le nouveau populaire comman-

dant de l'armée, Mustapha Kemal, s'attachait à regrouper les forces politiques et sociales qui aspiraient à remettre en cause l'Ancien régime. Tandis que le sultan résidait à Istanbul avec un gouvernement à sa convenance, les forces bourgeoises nationalistes constituaient un parlement («Grande Assemblée») et un gouvernement à Ankara (en Anatolie, la dite «Turquie d'Asie»).

Le pays semblait voué à connaître une révolution comme venait de la vivre un autre empire détruit par la guerre, la Russie. L'appel de l'Internationale Communiste aux travailleurs du monde entier, le 20 avril 1919, affirmait même, en passant en revue la situation internationale: «*en Turquie, la révolution a éclaté!*». C'était malheureusement prématuré: l'empire Ottoman n'avait pas connu de développement capitaliste et industriel comparable à celui de la Russie qui aurait pu servir de base à un mouvement ouvrier et socialiste révolutionnaire d'une certaine ampleur, capable de se lancer dans une lutte révolutionnaire en entraînant derrière lui les masses paysannes pauvres.

La «révolution» de juillet 1908 qui contraignit le Sultan à remettre en vigueur la Constitution et appeler les «Jeunes Turcs» du parti «Union et Progrès» au gouvernement, entraîna une libéralisation de la vie politique et sociale. Les travailleurs s'engouffrèrent dans ce relâchement de la pression et répression étatique en déclenchant une vague de grève sans précédent à partir de l'été: plus de cent grèves jusqu'à la fin de l'année auxquelles participèrent des dizaines de milliers de prolétaires (la plus grande partie des travailleurs salariés que comptait l'Empire). Les revendications centrales étaient des augmentations de salaire pour rattraper la perte de pouvoir d'achat causée par l'inflation; des syndicats ouvriers se constituaient et demandaient à être reconnus, etc. Si ces mouvements furent souvent victorieux, le gouvernement

Jeune Turc montra sa nature de classe en édictant en 1909 des lois rendant les grèves à peu près impossibles et bannissant les syndicats indépendants.

C'est dans cette période qu'un petit Parti Socialiste Ottoman fut constitué. Ouvertement réformiste, il s'inspirait des positions opportunistes de Jaurès et recrutait surtout parmi l'intelligentsia. Cela ne l'empêcha d'ailleurs pas de subir la répression gouvernementale et d'être finalement interdit.

Dès la fin de la guerre, le retour de ceux qu'on appelait les «spartakistes turcs» - des étudiants et ouvriers envoyés en Allemagne qui avaient participé aux luttes dans ce pays - et des prisonniers de guerre sur le front russe influencés par la propagande bolchevique, prépara le terrain à la constitution d'un mouvement communiste, tant à Istanbul qu'en Anatolie. Alors que le Parti Socialiste s'était reconstitué, en septembre 1919 fut fondé à Istanbul le **Parti Socialiste Ouvrier et Paysan**. Partisan, à l'inverse du PS, de la révolution russe et du bolchevisme (un de ses délégués participa au Congrès de Tours où il salua la naissance du PCF), ce PSOP était cependant politiquement très confus et marqué par le «turquisme», l'idéologie nationaliste turque. L'occupation militaire complète d'Istanbul par les alliés en mars 1920 et la répression qui s'en suivit mit provisoirement fin à ses activités. Il put cependant se reconstituer en octobre; sous l'influence semble-t-il du Parti Communiste Français (7), il donna un ton modéré à son organe de presse, *Aydinlik* (*La Lumière*), afin de déjouer la censure militaire. Il semble surtout qu'il voulait attirer des intellectuels qu'un langage trop tranché aurait effrayé. En liaison avec le PSOP, se créait dans la ville une «Maison centrale du Travail» pour contourner les lois antisyndicales encore en vigueur.

En Russie, Mustafa Suphi, un réfugié nationaliste opposant aux Jeunes Turcs qui était entré en contact avec les militants bolcheviks dans les prisons tsaristes, commença à travailler avec le nouveau pouvoir après la révolution d'octobre. Au début de 1918 il collaborait au Commissariat Central aux Affaires Musulmanes (dépendant du Commissariat aux Nationalités dirigé par Staline), tout en travaillant à la constitution d'un mouvement communiste turc parmi les émigrés, essentiellement les anciens pri-

sonniers de guerre. Il dirigea la publication d'un mensuel en Turc, *Yeni Dünya* (Nouveau Monde) qui commença à paraître fin avril 1918. Une première «Conférence des Socialistes-Communistes Turcs» se tint en juillet 1918 à Moscou avec l'objectif de jeter les bases d'un parti communiste. Mais les divisions parmi la vingtaine de participants (au rang desquels se trouvait un espion de l'Ambassade turque), montrèrent que cette première tentative d'organisation était encore prématurée. Membre du Comité Central des Organisations Communistes des Peuples d'Orient, c'est au titre de délégué pour la Turquie que Suphi participa (mais seulement avec une voix consultative, car il ne représentait pas d'organisation existante dans ce pays) au Premier Congrès de l'Internationale Communiste en mars 1919. Ce n'est qu'en septembre 1920, dans la foulée du Congrès des Peuples d'Orient organisé par l'Internationale Communiste à Bakou, que put se réunir, dans la même ville, le congrès fondateur du **Parti Communiste Turc**. Les participants étaient assez hétérogènes, beaucoup, par exemple, auraient même été partisans du maintien des traditions islamiques, et d'autres affiliés au mouvement Jeune Turc (8)! Si des délégués venus de Turquie avaient pu y assister, les liaisons avec la Turquie étaient difficiles et le PCT n'avait en réalité guère d'existence en dehors de la Russie. Ses activités essentielles étaient la formation politique de ses membres ainsi que la traduction et la diffusion de textes marxistes et bolcheviques.

Pendant ce temps, en Anatolie, la déstabilisation était accrue par l'attaque, d'abord victorieuse, de l'armée grecque soutenue par l'impérialisme anglais qui voulait en finir avec la menace représentée pour ses intérêts par les forces nationalistes en regroupement. Pour résister aux Grecs et aux impérialistes comme aux partisans du Sultan, pour mener ce qu'on appela ensuite la «guerre d'indépendance», Mustapha Kemal faisait des avances à la Russie révolutionnaire; tout en travaillant à remettre sur pied les forces armées régulières, il encourageait aussi la création au printemps 1920 d'une armée de guérilla à base paysanne, l'«Armée verte» (le vert est la couleur de l'islam).

Cette «Armée» était en fait un mouvement politico-militaire destiné à soutenir le mouvement nationaliste, plutôt qu'une armée de guérilla pro-

prement dite. Elle tendit rapidement à échapper au contrôle kémaliste, son chef Edhem, dit «le Circassien», commençant à se poser en rival de Mustapha Kemal; elle constitua un groupe parlementaire, le «Groupe Populaire» (ses 14 dirigeants étaient députés) qui regroupa jusqu'à 80 membres, plus ou moins opposants au gouvernement. Si son idéologie était le nationalisme panturc (voire «panasiatique», on dirait aujourd'hui «tiers-mondiste») lié aux préceptes de l'Islam, l'Armée Verte flirtait avec la perspective d'un «bolchevisme musulman» allié avec Moscou et elle multipliait les proclamations démagogiques appelant le monde du travail à la révolte contre les exploités. Son quotidien publié à Eskisehir, la ville qu'elle contrôlait, avait pour sous-titre: «journal islamique bolchevique»; un de ses détachements, fort de plusieurs centaines d'hommes, se faisait appeler le «détachement bolchevik», etc. Cette évolution conduisit Kemal à ordonner en juillet la dissolution de l'Armée Verte, ce que celle-ci refusa; ses partisans au sein du parlement réussissant même à faire nommer ministre de l'Intérieur Nâzim, un de ses chefs les plus opposés à sa dissolution (élection aussitôt invalidée par Kemal). Pour contrôler ces dangereuses sympathies envers la révolution russe, Mustapha Kemal imagina alors de créer en octobre 1920 un pseudo «Parti Communiste Turc» (dirigé par des généraux et autres hauts dirigeants kémalistes) qui, entre autres, était censé attirer les dirigeants de l'Armée Verte; ce parti demanda même son adhésion à l'Internationale Communiste!

Confrontés à cette situation plus que trouble, les véritables partisans en Anatolie de la révolution prolétarienne constituèrent en novembre 1920 le «**Parti Communiste Populaire Turc**». Ses principaux dirigeants étaient l'éphémère ministre de l'intérieur Nâzim, Salih Hacıoğlu et Navshirvanov (un dirigeant du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan d'Istanbul venu travailler dans la capitale). Il comptait parmi ces membres plusieurs députés du Groupe Populaire ainsi que des militants de l'Armée Verte (une de ses principales sections était justement celle de Eskisehir). La fondation du PCPT avait été préparée depuis des mois par l'activité de Shériff Manatov qui était ambassadeur de la République de Bachkirie (liée à Moscou) à Ankara.

E.K.S. accorde une importance

politique spéciale à ce parti, en affirmant qu'il avait pris par rapport à la bourgeoisie kémaliste «une position très différente de celle des autres groupes», Manatov en étant «le militant le plus important». Ce dernier résidant avant guerre à Istanbul, «fut contraint, à cause de sa position contre la guerre, d'émigrer en Suisse où il rencontra Lénine et devint un de ses amis». Après la révolution russe il revint en Bachkirie où il travailla au début avec le mouvement de libération nationale.

Mais après avoir été arrêté pour s'être opposé au ralliement du dirigeant nationaliste Bachkir Validov aux armées Blanches, il «commença à remettre en question plus profondément les mouvements de libération nationale». Lorsque Validov revint du côté des bolcheviks et entra même dans le Parti Communiste de Bachkirie, Manatov constitua une aile gauche dans ce parti. Des ailes gauches se formaient alors «dans les pays communistes des pays musulmans d'Orient contre les éléments non-marxistes et religieux acceptés avec joie par le Komintern (...). Le Komintern était méfiant envers ces courants dont Manatov faisait partie et les accusait de risquer de dresser la population musulmane contre les Soviétiques». Pour se débarrasser de Manatov, Validov, «profitant de la méfiance des autorités du Komintern envers ces ailes gauches», nomma Manatov ambassadeur en Turquie. Dès son arrivée en Anatolie en mai 1920, celui-ci commença une activité de propagande parmi les travailleurs et organisa «des séminaires sur le communisme, à la lumière de son expérience du mouvement révolutionnaire et de ses idées sur la libération nationale» à Ankara et Eskisehir, avant d'être expulsé de Turquie à l'automne. Salih Hacıoğlu déclara plus tard qu'il avait été converti au socialisme révolutionnaire par les conférences de Manatov. Selon EKS., les thèses de ce parti «contredisaient complètement la position fautive adoptée par le Komintern sur les mouvements de libération nationale et la bourgeoisie nationale». Qu'en est-il vraiment?

Les nombreuses notes de la brochure sont des références à des ouvrages turcs que malheureusement l'obstacle de la langue empêche de consulter. Cependant certains d'entre eux sont des traductions de livres écrits dans d'autres langues, en particulier à propos de Manatov. A la lecture de

Débuts du communisme en Turquie

ces derniers on constate que EKS utilise une curieuse méthode qui consiste à tronquer ou déformer les citations! Par exemple dans la source originale, la supposée rencontre de Manatov avec Lénine en Suisse n'est avancée qu'au conditionnel (9). EKS s'appuie plus loin sur un ouvrage d'Alexandre Bennigsen et Chantal Lemercier-Quelquejay (10) pour retracer les antécédents de Manatov et la politique suivie par les bolcheviks dans les contrées orientales de l'ancien empire tsariste. Mais c'est E.K.S. qui a inventé une responsabilité de l'Internationale Communiste («Kominintern») dans cette politique alors que B. et L-Q n'en parlent pas, et pour cause: soit l'Internationale n'était pas encore fondée, soit elle n'avait pas encore adopté ses thèses sur la question nationale quand se déroulaient les événements qu'ils décrivent!

EKS présente une version enjolivée de l'histoire de Manatov, ne reprenant chez B. et L-Q. que ce qui l'arrange. Selon ces derniers, Manatov se situait d'abord «à l'extrême-droite» du mouvement national Bachkir: il était le dirigeant de la fraction de droite conservatrice lors du 3e Congrès Bachkir d'Orenbourg en décembre 1917. Plus tard, alors qu'il était membre du gouvernement de cette république qui avait accédé à l'indépendance à la faveur des troubles révolutionnaires, il fit partie de sa fraction de gauche qui prôna la collaboration avec les bolcheviks après leur prise d'Orenbourg, alors que la ligne gouvernementale de Validov avait été la neutralité dans les affrontements entre les détachements cosaques contre-révolutionnaires et l'Armée Rouge. Ce ralliement valut à Manatov d'être appelé à devenir, aux côtés d'autres nationalistes, l'un des deux vice-présidents du «Commissariat Central aux Affaires Musulmanes» constitué en janvier 1918 sous la dépendance du Commissariat aux Nationalités. C'est probablement à partir de ce moment que son rapprochement avec les bolcheviks se transforma en adhésion au communisme. Quoi qu'il en soit, sa trajectoire politique est autrement plus complexe que celle d'un militant qui aurait été «ami de Lénine» depuis 1914!

Nous ne mettons pas en doute la sincérité de l'adhésion d'un Manatov et celle de centaines d'autres militants, que ce soit en Russie, en Turquie ou ailleurs, venus du nationalisme au mouvement communiste, même s'il y avait aussi parmi ces ralliés quantité

de fieffés opportunistes (comme ce Validov qui joua un temps la comédie du représentant communiste des prolétaires et opprimés Bachkirs avant de finir dans la contre-révolution).

Cette adhésion est un fait politique de première importance qui démontre la force d'attraction de la révolution prolétarienne et aussi la validité des orientations bolcheviques sur la question nationale. Sans la compréhension du rôle énorme joué par la question nationale, sans une politique de lutte intransigeante contre les oppressions nationales, la victoire dans la guerre civile aurait été impossible; pendant et après la révolution et la guerre civile: les populations allochènes et leurs représentants purent faire l'expérience concrète que les bolcheviks étaient radicalement différents des anciens colons, alors que les Blancs ne cherchaient qu'à restaurer l'ancienne oppression russe.

Mais ces nouveaux adhérents venus du nationalisme pouvaient difficilement avoir complètement assimilé les positions marxistes; face aux complexités et aux contradictions du mouvement révolutionnaire, il leur était beaucoup plus difficile de tenir une ligne correcte.

Pour tenter de démontrer que le PCPT était hostile aux positions de l'Internationale sur la question nationale, EKS cite des extraits des «Statuts du Parti Communiste Turc» de juin 1920, texte qui s'inscrit sans doute dans le travail de Manatov et ses camarades en vue de la création du parti.

Mais il «oublie» de citer le point 2: «Le PCT luttera de toutes ses forces pour la libération des nations et des classes opprimées de la tyrannie du capitalisme et de l'impérialisme» ou le point 15: «Les communistes Turcs reconnaissent le libre développement des nations et ils confieraient à chaque nation la question de déterminer son propre destin».

Les liens du PCPT avec l'organisation national-islamiste «Armée verte» sont sans doute difficiles à préciser, mais ils contredisent complètement la thèse de EKS.; celui-ci cherche donc à les minimiser de façon embarrassée: «Dans certaines régions d'Anatolie, le Parti Communiste se développa parfois en même temps que d'autres groupes de gauche comme l'Armée Verte et la Fraction [parlementaire - NdIR] Populaire qu'il disait soutenir; d'un autre côté ce n'était pas du au fait qu'il y aurait eu une

unité organique ou des relations organisationnelles entre ces organisations différentes, mais c'était du au fait que quelques militants du parti en Anatolie avait des relations, ou même qu'ils étaient dans certains cas membres à la fois de l'Armée Verte, de la Fraction Populaire et du Parti Communiste. Ces liens probablement inconscients [!-NdIR] produisirent en fin de compte des résultats positifs (...). Le parti réussit à aider certains éléments de l'Armée Verte et de la Fraction Populaire à clarifier leurs positions et adopter le communisme». EKS condamne donc tout lien avec les mouvements de libération nationale tout en estimant que si ces liens sont inconscients, ils peuvent avoir des effets positifs? Comprenez qui pourra...

Selon un historien, les dirigeants du PCPT membres du Groupe Populaire «avaient obtenu en particulier le maintien de toutes les dispositions du programme de l'Armée Verte relatives au respect des préceptes de la Chari'a. Ils tenaient de toute évidence à souligner que leur "communisme" n'était nullement impie et qu'il s'inscrivait au contraire dans le cadre des traditions de l'Islam». Au tout début de 1921, le PCPT lança un «quotidien communiste populaire» qui sera interdit au bout d'une semaine. Si le ton était plus radical que tous les journaux de gauche existants ou ayant existé, il s'efforçait surtout de démontrer la compatibilité de l'Islam et du communisme (12). Drôle de clarification...

Le gouvernement d'Ankara avait finalement réussi à mettre sur pied des forces armées solides à l'automne 1920; il s'en servit d'une part pour attaquer l'Arménie dans le but de récupérer des territoires perdus lors de la guerre, et d'autre part pour liquider la dissidence de l'Armée Verte. Contre cette dernière il déclencha les hostilités le 26 décembre 1920, après avoir accusé son chef Edhem de «haute trahison». Après la victoire sans grandes difficultés début janvier 21, le gouvernement arrêta les chefs du PCPT. Déclarés coupables de collaboration avec l'Armée Verte, Salih Hacıoglu et ses camarades furent condamnés à 15 ans de prison et le PCPT interdit en février 1921.

Entre-temps Mustafa Suphi et d'autres militants du Parti Communiste Turc de Bakou, avaient entrepris de revenir en Turquie, après l'avoir officiellement annoncé au gouvernement

d'Ankara. Mais celui-ci, en pleine offensive pour établir sa domination incontestée sur le territoire et au delà, n'avait aucunement l'intention de permettre l'arrivée de militants commu-

nistes, liés en outre à la Russie, proche de l'Arménie. Dans le port de Trébizonde, Suphi et les 14 militants qui l'accompagnaient furent massacrés le 28 janvier et jetés dans la Mer Noire.

* * *

Ces dramatiques événements ne marquèrent pas la fin du mouvement communiste en Turquie. Un an plus tard la reprise de l'offensive grecque en Turquie obligeait le gouvernement kémaliste à se rapprocher à nouveau de la Russie pour obtenir son aide «contre l'impérialisme». Pour obtenir les bonnes grâces de Moscou, les dirigeants du PCPT étaient amnistiés et le parti de nouveau autorisé en mars 1922; il se dota aussitôt d'un hebdomadaire, *Yeni Hayat* (*La vie nouvelle*), qui publia sur son n°3 une déclaration «au Gouvernement et à la Grande Assemblée Nationale» pour officialiser sa réapparition et expliquer publiquement ses orientations politiques. On peut y lire ce qui suit:

«Le "Pacte National" qui est le principe de base du peuple Turc et de la Grande Assemblée Nationale est aujourd'hui aussi notre principe. Toutes les propositions et décisions qui ne sont pas en accord avec lui sont rejetées par notre parti. (...) Etant donné la situation actuelle de la vie économique de la Turquie qui est basée pour l'essentiel sur de petites propriétés paysannes, [la Turquie a le choix] de s'entendre avec l'Occident en dehors du Pacte National, permettant ainsi à l'Occident de retarder sa mort imminente. Ou elle a le choix de mener des réformes dans le pays par des méthodes démocratiques bourgeoises et de produire les innovations économiques et les organisations nécessaires pour pouvoir résister à l'impérialisme et pour confirmer et accroître la participation de la majorité paysanne à la révolution nationale en développement. (...) Dès que la guerre sera finie, il y aura un besoin pressant de réaliser une profonde réforme économique dans les questions de la terre, des impôts et de l'administration. Sinon, il y a un risque que l'appareil d'Etat soit affaibli après la guerre par l'éclatement fréquent de désordres provoqués par les soldats démobilisés et les paysans. (...).

En faisant le diagnostic de la situation économique et sociale du pays, nous ne pouvons oublier même pour un instant notre situation exté-

rieure. Même certaines questions internes qui ne peuvent être négligées doivent être subordonnées à notre politique étrangère. Tant que notre politique étrangère continue la défense de la liberté du pays et de son inviolabilité contre les attaques et les agressions de l'impérialisme assoiffé de sang, notre parti (...) reconnaît que son devoir est de soutenir le gouvernement et d'aider sa politique» (13).

Avec cette déclaration d'adhésion à l'union nationale, le PCPT affirmait vouloir agir comme simple appendice, non pas même d'un mouvement **révolutionnaire** bourgeois - ce qui eut déjà été une faute -, mais d'un gouvernement bourgeois déjà institué et menant de simples **réformes** économiques et sociales!

Lorsque cette déclaration affirmait sans honte que les principes de la Troisième Internationale communiste «sont le moyen d'assurer le perfectionnement de l'appareil administratif Turc et sa complète liberté, l'accroissement en Orient de l'influence de la Grande Assemblée Nationale Turque, etc.», elle reconnaissait en fait que, pour elle, le «communisme» n'était qu'une variété du nationalisme. Lors de son premier congrès en août, où la «gauche» fut élue à la tête du PCPT qui revendiquait alors 300 militants, le parti jugea utile de répéter qu'il renonçait à l'action révolutionnaire tant que durait la lutte pour l'indépendance. Cela ne lui servit pas longtemps à éviter la répression: en septembre son hebdomadaire était interdit et ses principaux dirigeants arrêtés en octobre-novembre.

Ces positions officielles du PCPT étaient sans nul doute soufflées par la direction de l'Internationale. Lors du IVe Congrès de l'Internationale Communiste en novembre, Radek - membre important du présidium de l'IC, qui sera fustigé au Congrès suivant comme l'archétype du droitier - déclara: «Nous ne regrettons pas un seul moment d'avoir dit aux communistes turcs: votre premier devoir, après vous être organisés en parti indépendant, sera de soutenir le mouvement de libération nationale. (...)

Aujourd'hui nous disons aux communistes turcs, malgré les poursuites dont ils sont victimes, n'oubliez pas l'avenir prochain derrière le présent. La tâche de l'indépendance de la Turquie, qui a une grande importance révolutionnaire, n'est pas encore terminée. (...) Vous avez encore un long chemin à faire, de concert avec les éléments révolutionnaires bourgeois».

Mais Radek ne précisait pas où trouver les éléments révolutionnaires bourgeois prêts à travailler avec les communistes...

Pour les pays où la révolution bourgeoise étaient en cours ou à venir les Thèses du IIe Congrès sur la Question Nationale (qui, rappelons-le au passage, appelaient à combattre les idéologies de type panislamiste ou panasiatique et autres parce qu'elles ne pouvaient servir qu'aux impérialistes japonais... et turcs) avaient pourtant clairement précisé les conditions du soutien aux mouvements révolutionnaires. Mettant au premier plan la lutte pour l'indépendance de classe du prolétariat, elles affirmaient ainsi qu'il n'était possible de «soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés qu'à la condition de regrouper les éléments constituant des futurs partis prolétariens - qui seront véritablement communistes et pas seulement en paroles - et des les instruire de leur tâche particulière, à savoir la lutte contre le mouvement démocratique-bourgeois de leur propre nation. L'Internationale Communiste doit collaborer provisoirement et même former une alliance avec les mouvements révolutionnaires des colonies et des pays arriérés, mais elle ne doit pas fusionner avec eux; elle doit maintenir inconditionnellement l'indépendance du mouvement prolétarien, même dans sa forme embryonnaire».

C'était là l'écho du **Manifeste Communiste** écrivant à propos de l'Allemagne de 1848, à la veille d'une révolution bourgeoise: «En Allemagne le Parti communiste lutte d'accord avec la bourgeoisie toutes les fois que celle-ci agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie».

Mais, à aucun moment, il ne néglige d'éveiller chez les ouvriers la conscience claire et nette de l'antagonisme violent entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que l'heure venue, les ouvriers allemands sachent con-

Débuts du communisme en Turquie

vertir les conditions politiques et sociales créées par le régime bourgeois en autant d'armes contre la bourgeoisie; afin que sitôt détruites les classes réactionnaires de l'Allemagne, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même.

Le IVe Congrès s'inscrivait dans un recul entamé depuis plusieurs mois par l'Internationale et qui connaîtra l'année suivante des développements catastrophiques en Allemagne, avec l'échec de la tentative révolutionnaire de 1923. Confrontée à l'affaiblissement des potentialités révolutionnaires de la lutte prolétarienne internationale, elle commençait à chercher dans des expédients tactiques de plus en plus en contradiction avec les principes marxistes, la voie pour rétablir la situation: la tactique du «front unique» entendue comme une alliance - peut-être temporaire, mais alliance tout de même! - avec les partis réformistes dont les communistes venaient à peine de se séparer, le mot d'ordre du «gouvernement ouvrier» ouvrant la voie à des gouvernements de coalition avec ceux-ci dans le cadre de l'Etat bourgeois, etc. La même chose se répétait dans la question nationale où les indications du IIe Congrès étaient en pratique mises de côté. Contre ces déviations, la Gauche communiste, qui était à la tête du Parti Communiste d'Italie, mena au Congrès une lutte à peu près solitaire. Les thèses sur la tactique furent adoptées à l'unanimité moins la voix de la délégation italienne qui présenta sa propre motion qui ne fut pas discutée, «faute de temps», de même que son projet de programme d'action.

Pour ce qui est de la Turquie, la ligne suivie jusqu'ici ne pouvait marquer de susciter des résistances parmi les éléments communistes les plus sains. EKS nous dit que la direction (de gauche) du PCPT était opposée à cette ligne, mais qu'au IVe Congrès, elle subit une «*lourde défaite politique*» en l'acceptant «*à contrecoeur*». Peut-être les désaccords s'exprimèrent-ils dans les travaux de la «commission sur la question turque», car ils n'apparaissent pas dans les discussions des séances plénières où les délégués turcs se contentèrent de reprendre les positions officielles...

Il fut décidé lors du IVe Congrès de constituer un parti communiste unifié en Turquie, par la fusion du parti anatolien (PCPT), de celui d'Istanbul (PSOP), du «Syndicat International des Travailleurs» (organisation syn-

dicale issue de la Maison du Travail. Dirigée par Maximos, elle regroupait surtout des travailleurs Grecs, Arméniens et Juifs d'Istanbul; son journal était rédigé en Grec) ainsi que d'un groupe arménien existant dans cette ville. Un bureau organisatif composé de représentants des divers groupes fut installé à Istanbul pour mener à bien la fusion.

Mais entre la fin 1922 et le début de 1923 la répression avait réussi à démanteler les organisations du PCPT à Ankara et d'autres villes d'Anatolie. En mars 1923 Salih Hacıoglu fut arrêté à Istanbul; en mai ce fut le tour des autres dirigeants du PSOP (certains, comme Maximos, réussirent à fuir à l'étranger): leur procès se solda par leur acquittement, les accusés ayant argué avec succès qu'ils n'avaient jamais enfreint la légalité et que les travailleurs n'étaient pas «organisés pour la révolution sociale». Malgré cette répression qui lui fit perdre de nombreux militants, le Parti Communiste Turc réussit à maintenir ou à reprendre son activité, en profitant en particulier de la vague de grèves de l'automne 1923 où participèrent 15 000 ouvriers. Par leur étendue et leur organisation ces grèves représentaient «*quelque chose d'exceptionnel pour la Turquie*» (15).

En juin 1924, au Ve Congrès de l'Internationale, *Aydinlik*, l'ancien organe du PSOP qui était maintenant le seul journal légal du parti, fut accusé de prôner la collaboration entre le prolétariat et la bourgeoisie, «*selon l'idéologie social-patriote de la IIe Internationale*».

Cette critique est typique du Ve Congrès, marqué par un «tournant à gauche»: les différents partis furent critiqués pour des fautes qui en fait découlaient de la ligne générale de l'Internationale définie lors des précédents Congrès. Amadeo Bordiga souligna dans ses interventions à ce Congrès: «*Ce que nous avons critiqué dans la méthode de travail de l'Internationale, c'est précisément cette tendance à aller à droite ou à gauche selon les indications de la situation, ou les interprétations qu'on croit pouvoir en donner. Tant qu'on aura pas discuté à fond le problème de l'élasticité, de l'éclectisme (...), tant que cette élasticité persistera, de nouvelles oscillations devront nécessairement se produire et un brusque tournant à gauche nous fera toujours craindre un autre tournant, encore plus marqué, à droite.*

Ce n'est pas une déviation à gauche dans la conjoncture actuelle que nous demandons, mais une rectification générale des directives de l'Internationale» (16). Mais cette demande ne fut pas entendue, la direction de l'Internationale se contentant de reconnaître que quelques erreurs avaient été commises au IVe Congrès.

En ce qui concerne le PCT, il ne semble pas que son orientation ait été réellement corrigée; c'est au contraire le courant regroupé autour de *Aydinlik* qui prit la direction du parti au début de 1925. La répression gouvernementale s'intensifia, culminant dans les arrestations des dirigeants du parti en mai 1925. Cette vague répressive marqua la disparition pratique du mouvement communiste en Turquie, où des lois sur le maintien de l'ordre directement copiées de celles du fascisme italien furent édictées. Dégagé de tout souci du côté du prolétariat, le gouvernement kémaliste put tranquillement réaliser sa révolution «par en haut», à la prussienne: instauration de la République, «laïcisation», suppression de traditions liées à l'ancien régime, constitution d'un Etat moderne fort à l'image du fascisme, intervention de cet Etat dans l'économie, réforme agraire (très modérée), pour faciliter le développement du capitalisme..

Après la victoire du stalinisme en Russie, les divers partis de l'Internationale furent purgés des éléments qui ne voulaient pas s'aligner; pour ce qui est du parti Turc, Salih Hacıoglu fut exclu en 1928 comme «trotskyste». Réfugié en URSS, il périt dans un camp en 1954 (17).

Avant de conclure, il faut revenir sur un affirmation de EKS qui témoigne encore une fois de la «légèreté» de son travail. Il écrit: «*La gauche du PCT n'était pas seule dans son opposition à la ligne officielle du Komintern sur la "libération nationale": un des responsables de la section d'Orient du Komintern, G. Safarov essayait de soutenir la gauche de toutes ses forces, etc.*». Le soutien de Safarov, présenté comme un «communiste de gauche» opposé à Lénine, est évoquée par EKS comme la preuve de la nature de «gauche communiste» du courant dirigeant le PCT jusqu'en 1925. Voyons donc de plus près quelles étaient les positions de celui-ci.

Militant bolchevik de longue date, Safarov a sans doute fait partie en 1918 de ceux qu'on appelait les «communistes de gauche» autour de Boukharine, Radek, Smirnov, Pya-

takov, etc. Mais pour lui comme le pour les autres, cet épisode ne dura pas. Safarov occupa des postes de responsabilité dans le parti russe et l'Internationale où il était particulièrement impliqué dans le travail en direction des pays d'Orient. Il a publié quantité d'articles et de brochures et participé au travail de l'Internationale à différents postes importants. A ce titre il a non seulement appliqué mais **contribué à définir** la ligne officielle sur la question nationale (18)! En 1923 il fut l'un des participants les plus bruyants de la lutte contre l'opposition de gauche réunie autour de Trotsky. En 1924 il laissa la direction de la section orientale et moyen-orientale de l'IC à Voitinsky, pour entrer dans la direction de l'organisation du parti de Leningrad (le bastion de Zinoviev, le président de l'Internationale). Lors des luttes inter-

nes ultérieures dans le parti Russe, il était un des membres influents de la fraction Zinoviev dont il s'efforçait de regrouper des partisans pendant ses missions à l'étranger.

Après la défaite de l'opposition unifiée en 1926, il fut l'un des rares zinoviévistes à ne pas céder immédiatement, faisant partie du groupe dit des «sans-chefs» qui n'avaient pas suivi leurs leaders. Cependant Safarov capitula au bout de quelques mois et il fut réaffecté en 1929 à la section d'Orient. Il appliqua dès lors la funeste politique stalinienne qu'il avait combattue auparavant, notamment dans la question chinoise. Cela ne l'empêcha pas de périr dans les purges des années trente, comme tous les capitulards... Bref, jamais Safarov n'a été un opposant aux positions de l'IC sur la question nationale, et encore moins un partisan des positions défendues par EKS!

* * *

Le CCI a placé cette brochure dans une série avec d'autres sur la Gauche communiste d'Italie, la Gauche communiste germano-hollandaise, la Gauche communiste russe, la Gauche communiste britannique, la Gauche communiste de France. Cette opération n'a au fond pas d'autre but que de brouiller la spécificité des courants qui se sont historiquement affrontés, d'estomper leurs différences politiques et programmatiques fondamentales dans le but de constituer un informe magma oecuménique baptisé «gauche communiste» qui sert de légitimité au confusionnisme démocratique petit-bourgeois qui se camoufle aujourd'hui derrière cette appellation.

Si dans le jeune mouvement communiste il y a eu effectivement un peu partout des tendances, des courants ou des éléments de droite et de gauche, leur poids et leur importance politiques étaient très divers suivant les pays. De plus, il ne faut pas prendre pour argent comptant toutes les affirmations des dirigeants de l'Internationale après Lénine qui classaient comme «gauche» les partisans de la ligne officielle et comme «droite» ses opposants: Zinoviev déclara dans un discours en 1924 que Bordiga était passé à l'extrême droite parce qu'il soutenait les critiques de Trotsky sur les événements d'Allemagne! En fait, de même qu'il n'a existé qu'un seul parti bolchevik, il n'a réellement existé que deux courants que l'on classifie comme «Gauche communiste»: la Gauche

communiste allemande ou germano-hollandaise (en raison surtout de la nationalité de quelques uns de ses théoriciens: Gorter, Pannekoek) et la Gauche communiste d'Italie. Mais alors que la première constituait une déviation semi-libertaire, la Gauche italienne se situait, elle, sur la base du marxisme orthodoxe: il ne peut donc y avoir aucune identité ni aucun accord entre ces deux courants.

C'est là un fait qu'on ne peut passer sous silence qu'en falsifiant la réalité historique et qu'il faut comprendre si on veut pouvoir en tirer les enseignements utiles; il n'est pas du aux qualités ou aux défauts particuliers des dirigeants, mais aux déterminations matérielles et historiques qui ont façonné le mouvement ouvrier révolutionnaire de ces pays.

Les communistes et prolétaires d'un pays donné (ou d'une époque donnée) ne sont pas condamnés à redécouvrir et à parcourir dans leurs frontières nationales toutes les étapes déjà franchies auparavant par leurs frères de classe là où la lutte prolétarienne a atteint des niveaux plus élevés. Ils peuvent et doivent au contraire assimiler dans la mesure du possible leur expérience pour éviter les erreurs déjà commises, les pièges et les obstacles déjà rencontrés et adopter les méthodes et les moyens déjà éprouvés par ces derniers: c'est précisément la fonction de l'Internationale, parti international de la révolution communiste, de servir de guide à la lutte

prolétarienne de tous les pays en se basant sur les enseignements tirés et synthétisés par le marxisme des luttes passées.

Il serait particulièrement déplacé de reprocher aux militants récemment convertis au «socialisme révolutionnaire» d'un petit parti, luttant dans des conditions difficiles de répression et d'isolement politique et social dans un pays très majoritairement paysan, de ne pas être arrivés aux authentiques positions marxistes de la Gauche communiste, minoritaires dans l'Internationale; mais il est absurde de prétendre qu'ils y soient arrivés! Sans l'aide multiforme du parti russe et de l'Internationale, le mouvement communiste en Turquie n'aurait pu voir le jour, et s'il avait vu le jour, il lui aurait été en tout cas très difficile de se dégager du populisme islamo-nationaliste ambiant.

Mais cela signifie aussi qu'il ne pouvait pas ne pas être très dépendant des oscillations de la ligne de l'Internationale et du pouvoir révolutionnaire à Moscou. Menacé sur tous les fronts par les Armées blanches entretenues par l'impérialisme, celui-ci avait un intérêt vital à desserrer cette étreinte mortelle en soutenant en Turquie un pouvoir opposé aux impérialistes occidentaux. En occupant Istanbul ceux-ci contrôlaient en fait les détroits et avaient ainsi toute latitude pour faire passer leur flotte de guerre en Mer Noire pour aider les troupes contre-révolutionnaires. En même temps, l'impérialisme britannique encourageait l'offensive grecque en Turquie dans l'optique d'abattre le gouvernement nationaliste de Kemal.

Sans pour autant cela cacher que ce gouvernement était purement bourgeois, le gouvernement prolétarien lui accorda un soutien non seulement diplomatique mais aussi militaire (en lui transférant les armes anglaises saisies lors de la victoire sur les Armées blanches de la région) et financier. Ce soutien, parfois interrompu par des périodes de tensions et même des risques de guerre (lorsque les armées Kémalistes attaquèrent l'Arménie), déboucha sur la signature d'un traité d'amitié entre la Russie et la Turquie en mars 1921. Lénine espérait qu'à lui seul ce traité «nous débarrassera des guerres perpétuelles au Caucase» (19).

Est-il légitime qu'un gouvernement prolétarien signe des traités avec un gouvernement bourgeois?

La polémique avait fait rage à ce

Débuts du communisme en Turquie

sujet lors du traité de Brest-Litovsk, quand les «communistes de gauche» s'y opposaient en préconisant la «guerre révolutionnaire» contre l'Allemagne. La Gauche communiste en Italie qui ignorait tout de ce débat, prit immédiatement partie en faveur de la signature du traité. Quelques années plus tard, Amadeo Bordiga rédigea un article consacré à l'hypothèse de la signature d'un accord militaire entre la Russie et un Etat bourgeois; il affirmait qu'aucun principe ne s'y oppose mais que même dans ce cas, cela «ne supprimerait pas l'antithèse entre cet Etat et le parti révolutionnaire. Kemal Pacha a pu avec l'appui de la Russie prolétarienne et aux applaudissements des communistes internationaux frustrer l'impérialisme anglais en Orient. Cela n'empêche pas que les communistes turcs soient dans des rapports de... collaboration de classe avec Kemal tels qu'il les fait emprisonner et exécuter» (20).

Les contradictions entre les intérêts diplomatiques de l'Etat prolétarien et les intérêts du mouvement prolétarien révolutionnaire dans un pays donné étaient à peu près inévitables, surtout si l'on songe que la révolution

n'était pas imminente. S'il est compréhensible que les intérêts généraux du mouvement prolétarien international (qui comprennent la survie d'un gouvernement révolutionnaire) puissent primer sur les intérêts particuliers de ce mouvement dans un pays ou une région, il y a une limite qui ne peut être franchie: supprimer «l'antithèse» entre l'Etat bourgeois et le parti, ce qui déboucherait inévitablement sur la liquidation de celui-ci en tant que parti révolutionnaire.

Malheureusement c'est sur cette voie que, pressés par la situation, commençaient à s'engager, à coups de «manoeuvres tactiques», le pouvoir prolétarien et l'Internationale communiste. C'est là un drame historique qui en définitive n'aurait pu être résolu que par la victoire du mouvement révolutionnaire communiste en Europe occidentale, mettant fin à l'isolement tragique des bolcheviks pris en tenailles entre le capitalisme mondial et le capitalisme local dont ils essayaient de contrôler et diriger la croissance.

Mais tout cela, EKS, empêtré dans les a priori idéologiques à la CCI, ne le soupçonne même pas...

litäten, als einziges und letztes ideologisches Mittel, womit die Volksmassen für ihre Rolle des Kanonenfutters in den imperialistischen Kriegen eingefangen werden können» (www.marxists.org, ibidem.)

Soit: «La phrase nationale est sans doute restée, son contenu réel, sa fonction se sont transformés en leur contraire; elle ne sert plus qu'à masquer tant bien que mal les aspirations impérialistes et à servir de cri de guerre dans les conflits impérialistes, unique et dernier moyen idéologique pour gagner l'adhésion des masses populaires et leur faire jouer le rôle de chair à canon dans les guerres impérialistes»: Luxemburg parle, non de la nation, ce qui n'aurait d'ailleurs aucun sens, mais de la **phrase nationale**, c'est-à-dire de l'idéologie, des discours, de la propagande, etc.

(4) cf Lénine, «A propos de la brochure de Junius», Oeuvres, Tome 22 (juillet 1916). Toutes les citations qui suivent sont tirées de cet article.

(5) En octobre 1896, Luxemburg écrivit le texte intitulé «Les luttes nationales en Turquie et la Social-démocratie» (une traduction en anglais se trouve dans «Revolutionary History», vol. 8, n°3, p. 37). Refusé par l'organe central du SPD, cet article fut publié sur la *Sächsische Arbeiter-Zeitung*, le quotidien de Brême du Parti; il provoqua une large discussion à laquelle Rosa Luxemburg fait allusion dans sa «Brochure de Junius». Contre l'orientation traditionnelle de la Social-Démocratie allemande de soutien à l'intégrité de l'empire turc, elle affirmait dans ce texte que les socialistes devaient soutenir ces luttes d'indépendance nationale, alors même qu'elle s'y opposait pour le cas de son propre pays, la Pologne, qui faisait alors partie de l'empire russe.

Aux socialistes arméniens, elle expliquait que l'indépendance nationale des différents pays sous domination turque était la précondition du développement du capitalisme, lui-même précondition du mouvement socialiste; c'est pourquoi ils devaient pour le moment se consacrer à la réalisation de cette première précondition. La situation était différente en Pologne où existait déjà un mouvement prolétarien développé: la revendication d'indépendance nationale risquait selon elle de diviser les prolétaires des diverses nationalités de l'empire russe. Cela ressemble irrésistiblement aux déclarations de Radek au IVE Congrès de l'IC...

(1) Il est curieux d'écrire à propos de 20.000 militants communistes qu'il s'agit d'un «groupe relativement peu nombreux»! Ce serait au contraire un chiffre tout à fait considérable dans un pays économiquement et socialement peu développé et sans tradition prolétarienne comme l'était la Turquie. Si nous prenons l'exemple de la Grande-Bretagne, le PC, constitué en avril 1920, ne comptait sans doute que 2000 militants en 1922, pour atteindre le chiffre de 12 000 après la grève générale de 1926 avant de perdre après celle-ci une bonne partie de ses recrues. Peut-être le chiffre avancé par le CCI relève-t-il de la faute de frappe? Lors de leur procès en mai 1923, les dirigeants du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, affirmèrent que leur parti comptait 150 membres; au moment du Ve Congrès de l'Internationale communiste en juin 1924, le Parti Communiste Turc revendiquait 600 adhérents, soit deux fois plus qu'au Congrès précédent, ce qui semble optimiste, étant donné la répression qui le frappait.

D'autre part qualifier la Turquie d'«obscur pays du Moyen-Orient» ne peut venir à l'esprit que de quelqu'un imbu des préjugés du citoyen d'une

des «grandes puissances» qui dominent le monde. La «Question d'Orient», c'est-à-dire la question turque, a été un des soucis majeurs de la diplomatie au dix-neuvième siècle, et Marx y a consacré de nombreuses pages; la Turquie été un des enjeux de la première guerre mondiale et à ce titre, elle a eu une importance internationale de tout premier plan: bien autre chose qu'un obscur pays de seconde ou troisième zone!

(2) La version originale en allemand parle non de l'impérialisme, mais de «die imperialistische Politik», c'est-à-dire de la **politique impérialiste**: non pas d'un état économique, mais d'une politique particulière. Cf www.marxists.org/deutsch/archiv/luxemburg/1916/junius/teil7.htm

(3) Cette phrase sur la nation, souvent citée dans les publications de langue anglaise, est, elle aussi, une mauvaise traduction. Luxemburg-Junius écrit: «Die nationale Phrase freilich ist geblieben. Ihr realer Inhalt, ihre Funktion ist aber in ihr Gegenteil verkehrt; sie fungiert nur noch als notdürftiger Deckmantel imperialistischer Bestrebungen und als Kampfschrei imperialistischer Riva-

Mais dans ses articles de 1908-1909 sur «La question nationale et l'autonomie» où elle critique la position des bolcheviks, Luxemburg affirme que le développement des grandes puissances capitalistes rend illusoire toute autodétermination des petites nations comme les Bulgares, les Roumains, les Serbes, les Grecs et même les Suisses. Lénine répliqua qu'elle confondait indépendance politique et indépendance économique.

Pour une analyse détaillée des polémiques Lénine- Luxemburg sur ces points, voir *Programme Communiste* n° 65 et 66.

(6) En 1920 la population d'Istanbul était comprise entre un million et un million deux cent mille habitants dont les Turcs proprement dits (répertoriés comme «Musulmans») ne représentaient que la moitié; on comptabilisait ainsi près de 400.000 Grecs, plus de 100.000 Arméniens, 45.000 Juifs, etc., vivant dans des quartiers à base ethnique. Il y avait en outre des dizaines de milliers de réfugiés, en particulier des anciens soldats russes des armées blanches. Divers ouvrages y estiment le nombre de salariés de l'industrie et des transports à 40.000, travaillant dans les arsenaux, les usines textiles, les chemins de fer, les activités portuaires. Cf Nur Bilge Criss, «Istanbul under Allied Occupation, 1918-1923», Leiden-Boston-Köln, 1999. Outre Istanbul, les principales concentrations ouvrières se trouvaient dans les mines de charbon de Zonguldak et dans les villes de Smyrne et surtout Eskisehir. Le faible niveau de développement industriel se lit dans une statistique indiquant qu'en 1913 seuls 300 établissements industriels turcs utilisaient des machines. En 1921, le nombre d'«ouvriers» dans le pays était estimé à 80.000.

(7) *Aydilink* avait été créé sur le modèle de la revue de l'intellectuel pacifiste Barbusse *Clarté*. Cf George S. Harris, «The origins of Communism in Turkey», Stanford 1967, p. 100. Magdeleine Paz fut probablement le principal lien du PCF avec le PSOP. Elle publia en 1921 dans *l'Humanité* une série d'articles sur la Turquie, y compris sur le PSOP, après un déplacement à Istanbul pour soutenir ce parti. Elle participa également avec son mari et Sadoul, en tant que délégués du PCF, au congrès du PCPT en 1922.

(8) cf Paul Dumont, «Bolchevisme et Orient. Le parti communiste turc de Mustapha Suphi», *Cahiers du Monde russe et soviétique*, Vol.

18, n°4/1977.

(9) cf George S. Harris, op. cit. p.169, note 6. Manatov parlait constamment de ses relations avec Lénine selon Harris, qui cite le jugement du délégué du PSOP au Congrès de Tours: «Le jeune Shériff Manatov ne connaît rien de Marx, ni du mouvement ouvrier. Il prétend que Lénine, dont il parle continuellement, a inventé une doctrine qui est différente du marxisme».

(10) Il s'agit du livre «L'Islam en Union Soviétique» (Ed. Payot, Paris 1968). Cet ouvrage contient de nombreuses informations et il est devenu un classique traduit dans diverses langues. Mais (outre le fait bien entendu qu'il n'est pas marxiste) il ne manque pas d'erreurs, de simplifications ou d'omissions, dues peut-être à la trop grande confiance accordée aux auteurs soviétiques officiels. Par exemple à propos de la Bachkirie, il fait le silence sur le rôle joué par Trotsky (en tant que chef des Armées). C'est peut-être aussi le cas lorsqu'il évoque vaguement des courants de gauche dans les partis communistes des régions musulmanes, à la suite de l'historiographie soviétique officielle qui fait de ceux-ci les bouc-émissaires de fautes commises par d'autres.

(11) cf George S. Harris, op. cit., p. 149, 151. Quelques historiens ont avancé l'hypothèse de l'existence d'un parti communiste clandestin qui aurait promulgué ces «statuts» (qui sont en réalité un programme). Les extraits cités par EKS sont le point 1 qui stipule que le parti doit «établir le socialisme et garantir que la révolution mondiale ait lieu le plus tôt possible [immédiatement, dans le texte de Harris] en Turquie» et le point 7 qui serait une «position claire contre la guerre»: «Les bolcheviks turcs rejettent la guerre et la conscription [militarisme, dans le texte de Harris] et les inégalités et injustices qu'elles provoquent». Mais ils «oublient» de citer la phrase suivante qui ne cadre pas avec leur interprétation de ce point: «Ils considèrent que la guerre et les combats ne sont légitimes que jusqu'à la destruction du militarisme et de l'impérialisme». Cette phrase est en effet la légitimation des guerres anti-impérialistes.

(12) cf Paul Dumont, «Courants d'opposition en Anatolie», *Cahiers du Monde russe et soviétique*, Vol. 19, n°1/1978, p. 165-166.

(13) Reproduit in extenso dans George S. Harris, op. cit., pp 153-159. EKS ne dit rien de cette déclara-

tion du PCPT.

(14) cf Hélène Carrère d'Encausse et Stuart Schram, «Le marxisme et l'Asie», Ed. Armand Colin 1965, p. 264-265.

(15) Selon le rapport de Voitinsky, au nom de la Section Orientale de l'IC, au Présidium du Comité Exécutif de

« Proletarian »

Nr. 4 - November 2008 Supplement to «le prolétaire» Nr. 490

- Capitalist economic Crisis and Class Struggle
- The sole historical Perspective: World War or communist Revolution !
- Venezuela: Chronicle of a very Bourgeois «Bolivarian Revolution»
- Montreal: Riots against Police Repression
- For a Proletarian, Class Struggle May Day !
- For generalized Class Struggle to defeat the generalized Attacks on the Proletariat !
- Down With French Imperialism!
- Africa :Solidarity with the Struggles and the Riots against the high Cost of Living in Africa !
- Proletarian Solidarity against the Repression in Cameroon !
- China 1927: The Stalinist Counter-revolution leads the Chinese Proletarians to the Massacre
- Italy : Workers killed at Thyssen Krupp in Turin
- Program of the International Communist Party

1 copy : Europe: 1,5 Euro/ £ 1/ USA and Canada: US\$ 1,5

Proletarian

Organ of the International Communist Party
Nr. 4
November 2008
Supplement to
«le prolétaire» Nr. 490
ISSN 1424-2148

**Despite its crises
Capitalism will only collapse
under the blows of the proletarian struggle!**

The financial crisis which broke in the summer 2007 with the first bankruptcies of banks specializing in the financial services system, has inevitably increased in their magnitude before entering its acute phase commencing at the end of the year. For a year the highest ranking financial and political officials have made no doubtfully concealed but intentional attempt to contain the crisis and to avert its consequences. The financial system has been steadily eroding since the end of the 1970s and the beginning of the 2000s. The financial system has been steadily eroding since the end of the 1970s and the beginning of the 2000s. The financial system has been steadily eroding since the end of the 1970s and the beginning of the 2000s.

**The sole historical Perspective:
World War or communist Revolution !**

The fight of the anti-imperialist forces which would avoid a world war, is the only perspective for the proletariat. The sole historical perspective is the communist revolution. The sole historical perspective is the communist revolution. The sole historical perspective is the communist revolution.

Débuts du communisme en Turquie

l'Internationale Communiste, 15/1/1924. cf «The Origins of the First United Front in China», Leiden 1991, vol. II, p. 873-874. Voitinsky écrit que le gouvernement tolère la publication de *Aydilink* «le journal de la jeunesse intellectuelle radicale et marxiste» (l'organe de l'ancien PSOP) tant qu'il n'a pas d'influence sur le mouvement ouvrier et il se plaint du manque de résistance des camarades Turcs face à la politique gouvernementale consistant à couper ces intellectuels des ouvriers.

Maximos milita après son départ de Turquie à la direction du parti communiste grec.

(16) cf «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du PCI n°7, p. 99. Voir aussi *Programme Communiste* n°53-54 où ce discours de Bordiga est reproduit dans son intégralité.

(17) Il semble qu'il se soit consacré en URSS à son métier de vétérinaire. EKS indique comme probable date de sa mort le début des années trente, ignorant apparemment le poème que lui a consacré son ami, le célèbre poète turc Nazim Hikmet. Ce poème intitulé «Hacioglu Salih», a été composé en 1956 après la réhabilitation de Salih arrêté en 1949 avec sa femme et mort en détention six ans plus tard: «Alors, à Moscou, en 1949, un soir de Mars/ils vinrent et l'emmenèrent / pour l'exiler dans la région de l'Altaï. / Il n'a pas été balayé par une avalanche, ni

même par un glissement de terrain. / Mais il a été frappé d'une attaque au côté droit à l'âge de 67 ans. / Pendant six ans Hacioglu Salih / a célébré l'anniversaire de la révolution / entouré de barbelés et de chiens policiers. / Et il est mort un jour de printemps / dans un baraquement de 50 personnes. / Ce soir à Moscou nous avons célébré / l'anniversaire de la révolution / en récitant Marx/Engels / Lénine en marchant dans les rues / et le certificat de réhabilitation de Salih».

Nazim Hikmet adhéra au PCT au début des années vingt et en fut expulsé en 1930. Réintégré par la suite, il fut condamné en 1939 en Turquie à 28 ans de travaux forcés. Relâché en 1950, il émigra en URSS et fut déchu de sa nationalité par le parlement turc en 1951. Il mourut à Moscou en 1963 alors que toutes ses oeuvres étaient encore interdites en Turquie. Cf S. Goksu et E. Timms, «The Life and Work of Nazim Hikmet», London, Hurst 1999. Dans les années cinquante il faisait partie des intellectuels prestigieux dont se vantait le mouvement stalinien et post-stalinien international. Le 5 janvier 2009, le gouvernement turc lui a rendu sa nationalité à titre posthume...

(18) Safarov écrit par exemple en 1922 dans un ouvrage intitulé «Problèmes de l'Orient»: «En Orient, en premier lieu, la diplomatie soviétique doit préparer la voie à l'Internationale Communiste. Les accords de la RSFR avec Boukhara, Khiva, l'Afghanistan, la Perse et la Turquie montrent que malgré la folle agitation des impérialistes contre la Russie soviétique, les peuples du Proche et du Moyen Orient ont compris la nécessité d'une alliance avec la république soviétique des ouvriers et des paysans, pour la défense de leur liberté nationale et de leur indépendance» (cf «Le marxisme et l'Asie», op. cit., pp 242-245).

Il y a là une fâcheuse confusion des rôles entre la diplomatie soviétique et l'Internationale, mais aussi une confusion entre les gouvernements de pays orientaux et leurs «peuples». Sans doute dans certains de ces pays les différenciations de classes étaient peu marquées et les prolétaires modernes à peu près inexistantes, mais en Turquie au moins il existait une classe ouvrière même si elle était peu nombreuse, avec des syndicats et un parti communiste: le peuple turc était divisé en classes antagoniques et il est curieux pour un marxiste de prétendre que le gouvernement qui avait signé un accord diplomatique avec la Russie représentait la volonté du peuple!

(19) cf Lénine, «Rapport sur l'impôt en nature», 9/4/21, Oeuvres, Tome 32, p. 307.

(20) Article paru sur «Il Lavatore» de Trieste, dont de larges extraits ont été publiés sur le «Bulletin Communiste» n°4, 25/1/23.

« Il Comunista » n° 113 - Luglio 2009 Nell'interno

••• Per difendersi contro la crisi capitalistica, una sola soluzione: la ripresa della lotta di classe! ••• IRAN. La via d'uscita per il proletariato e' una sola: lottare sul terreno dell'antagonismo di classe nella prospettiva della rivoluzione proletaria ••• I borghesi gridano: abbasso lo straniero! proletari rispondano: non abbiamo patria! ••• Marxismo e immigrazione proletaria ••• Delle crisi cicliche del capitalismo, del loro inevitabile e storico sbocco nella guerra guerreggiata e della sola e decisiva soluzione storica rappresentata dalla rivoluzione proletaria (RG) ••• Marzo 1919: fon-

dazione dell'Internazionale Comunista ••• Strateghi di falsificazione storica e di attività da bottegai ••• Marxismo e miseria (sul filo del tempo) ••• Proletari migranti sbattuti tra Italia e Malta ••• La classe dominante borghese sta facendo pagare ai proletari, oggi, la sua guerra di domani! ••• Esplode un treno merci a Viareggio-l'ennesimo disastro annunciato: il profitto continua a mietere vittime ••• Note: -Disastro ferroviario di Crevalcore: unico colpevole "il macchinista morto" - Alfonso Pinazzi se n'è andato - Clandestinità ••• Redeyef, Tunisia, a sud di Lampedusa

Journal bimestriel en italien. Le numéro: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abonnement: 8 €, 25 FS, £ 6 - Abonnement de soutien: 16 €, 50 FS, £ 12

Notes de lecture

Michel Naumann

« M.N. Roy (1887-1954) »

Un révolutionnaire indien et la question de l'universel »

En 2008 la bourgeoisie indienne et mondiale a célébré le soixantième anniversaire de la mort de Gandhi; pour les bourgeois un «révolutionnaire» partisan de la non-violence et adversaire de la révolution sociale et de la lutte des classes, est évidemment quelqu'un à montrer en exemple aux prolétaires! Il est donc bien naturel que les médias bourgeois utilisent toute leur puissance pour encenser un Gandhi, ou sa version plus moderne, un Mandela.

Il est tout aussi naturel qu'ils fassent silence sur un autre homme politique indien, dont l'activité s'est déroulée à la même période: M. N. Roy. L'action contrastée de ce dernier s'est en effet inscrite dans le cadre de l'Internationale Communiste et à ce titre elle est du plus haut intérêt pour les prolétaires conscients du sort de leur classe.

L'ouvrage de Naumann (1) nous donne la première bibliographie en français de ce révolutionnaire indien qui a joué un rôle non négligeable - même s'il n'a pas toujours été positif, loin s'en faut! - dans le mouvement prolétarien et révolutionnaire de la première moitié du vingtième siècle, non seulement en Inde, mais au niveau international.

La trajectoire politique contradictoire de Roy a été en fait étroitement déterminée par le flux et le reflux du mouvement communiste international au point d'être emblématique de la tragédie de toute une époque; c'est en cela qu'elle nous intéresse encore aujourd'hui. Il ne fut pas le seul révolutionnaire indien à être capturé par la force d'attraction de la révolution prolétarienne, mais il fut celui chez qui cette force d'attraction imprima une adhésion rapide au communisme, même si le dépérissement de cette révolution l'emporta dans son funeste sillage.

Narendra Nath Bhattacharya, plus

connu sous son pseudonyme de Manabendra Nath Roy, commença très jeune son activité politique dans le mouvement nationaliste indien. Avant la première guerre mondiale, il faisait partie d'un groupe terroriste bengalais qui luttait contre l'occupation de l'Inde par les britanniques.

Le Bengale - et plus précisément la région de Calcutta - était sans doute la partie de l'Inde la plus développée. Plusieurs sociétés secrètes s'étaient formées à Calcutta au début du vingtième siècle; elles prônaient divers moyens de lutte contre la domination coloniale, des attentats aux campagnes de boycott des marchandises britanniques, tandis que les représentants plus directs de la bourgeoisie indienne préconisaient, eux, la «résistance passive» (que Gandhi théoriserait par la suite) en alternative avec une politique de collaboration avec le colonisateur. Au moment de la guerre mondiale, alors que Gandhi, comme il l'avait fait en Afrique du Sud lors de la guerre des Boers, appelait ses compatriotes à se battre aux côtés de l'Angleterre, l'Allemagne, s'appuyant sur son prestige de puissance non-colonisatrice, proposait discrètement son aide aux révolutionnaires indépendantistes bengalais. Roy fut chargé par son organisation de prendre un contact direct avec les Allemands afin de recueillir argent et armes pour déclencher l'insurrection au Bengale. Les aléas de l'entreprise l'emmenèrent jusqu'aux Etats-Unis; c'est là que pour la première fois il entendit parler de socialisme et qu'il commença à se familiariser avec cette doctrine nouvelle pour lui, alors que sa fréquentation du groupe d'indépendantistes indiens pro-allemands ne lui causait que des désillusions.

L'entrée en guerre des Etats-Unis l'obligea à se réfugier au Mexique. A Mexico il reprit ses contacts avec les autorités allemandes pour le finance-

ment de l'activité indépendantiste et l'achat d'armes - tout en militant dans le petit Parti Socialiste mexicain dont il devint vite l'un des animateurs. Les projets de déclenchement de la lutte armée en Inde grâce au financement allemand ne virent jamais le jour, et Roy s'aperçut que l'Allemagne n'était au fond pas différente des grandes puissances coloniales. Alors qu'il oeuvrait à développer le parti socialiste, il entra en contact avec Borodine, un militant bolchevik qui venait de se réfugier au Mexique (2). Les discussions avec cet émissaire de la prestigieuse révolution d'Octobre furent le tournant décisif dans son adhésion au communisme: jusqu'alors il disait accepter le socialisme comme politique, mais rejeter la philosophie matérialiste. Avec l'aide de Borodine, Roy et ses amis réussirent à transformer le PS en Parti Communiste lors d'un congrès en septembre 1919 et c'est en tant que délégué du PC mexicain que Roy fut invité à participer au IIe second congrès de l'Internationale Communiste. Sur sa route, il passa plusieurs mois en Allemagne. Roy raconte dans ses mémoires qu'il a eu «*la grande chance*» d'être témoin lors de son séjour en Allemagne de l'échec du putsch de Kapp par la grève générale (mars 1920): «*Naturellement, cela laissa une impression indélébile dans mon esprit*», écrit-il (3). Le communiste néophyte faisait ainsi l'expérience concrète de la **force** de la lutte prolétarienne dans un pays capitaliste développé; par ailleurs ses contacts étroits avec les milieux dirigeants du communisme en Allemagne lui donnaient l'occasion d'élargir son horizon politique. Mais comme le rapporte Naumann, il tira aussi de son séjour l'idée que le prolétariat européen ne pourrait prendre le pouvoir tant que l'impérialisme n'aurait pas été affaibli par la révolte des peuples coloniaux.

Avant de gagner Moscou, Roy

rédigea un «Manifeste communiste Indien» qui était un appel aux prolétaires britanniques. Il fut publié dans le *Glasgow Socialist*. Ce manifeste est intéressant pour sa valeur historique de premier texte communiste indien, mais également parce qu'il montre les lacunes théoriques que Roy, en dépit de son adhésion enthousiaste au marxisme, n'arrivera jamais à surmonter; nous faisons allusion surtout aux rapports entre le prolétariat et la paysannerie, y compris sans terre: deux classes distinctes avec des intérêts de classe distincts qui déterminent la **nature** de la révolution à venir et donc l'orientation des communistes. En voici quelques extraits:

«Le mouvement nationaliste en Inde n'a pas réussi à toucher les masses parce que son objectif est la démocratie bourgeoise et qu'il est incapable de dire aux masses quels bénéfices elles retireront de l'indépendance nationale. L'émancipation de la classe ouvrière repose sur la révolution sociale et la fondation d'un Etat communiste. Par conséquent l'esprit de révolte croissant parmi les masses doit être organisé sur la base de la lutte de classe, en étroite coopération avec les mouvements prolétaires du monde.

Mais comme la domination britannique prive les Indiens des libertés élémentaires pour l'organisation d'une telle lutte, le mouvement révolutionnaire doit mettre à son programme la libération politique du pays. (...) La force gigantesque que l'impérialisme tire de ses immenses possessions coloniales riches en ressources naturelles et forces de travail à bas prix, ne peut plus être ignorée. Tant que l'Inde et les autres pays colonisés resteront les victimes de l'exploitation capitaliste et que le capitaliste britannique sera assuré de sa domination sur des millions et des millions de bêtes de somme humaines, il sera capable d'accorder les revendications demandées par les syndicats britanniques et de retarder la révolution prolétarienne qui le détruira. Pour détruire complètement le capitalisme mondial, il faut l'attaquer simultanément sur tous les fronts. Le prolétariat britannique ne peut aller vers la victoire finale que s'il entraîne avec lui ses camarades des colonies dans la lutte contre l'ennemi commun. (...) "La terre aux paysans" sera notre slogan le plus puissant parce que l'Inde est un pays agricole dont la majorité de la popu-

lation appartient à la paysannerie sans terre. Notre programme appelle aussi à l'organisation du prolétariat indien sur la base de la lutte de classe pour la fondation d'un Etat communiste basé durant la période de transition sur la dictature du prolétariat.

Nous appelons les travailleurs de tous les pays et plus particulièrement ceux de Grande Bretagne à nous aider à réaliser notre programme. (...) Cessez d'être les victimes du slogan impérialiste selon lequel les masses de l'orient sont des races arriérées (...). Aidez-nous à lever le drapeau de la révolution sociale en Inde et à nous libérer de l'impérialisme et du capitalisme pour que nous puissions vous aider lors de la lutte finale pour établir l'Etat communiste universel» (4).

Au Deuxième congrès de l'Internationale à Moscou, lors des discussions sur la question nationale, Roy présenta un projet de «Thèses supplémentaires» à celles proposées par Lénine. Les débats en commission sur ce projet lui apportèrent plusieurs modifications. En effet, d'une part ce projet avait tendance à sous-estimer le rôle de forces bourgeoises et petites-bourgeoises dans les révolutions anticoloniales; d'autre part Roy et les délégués du Turkestan en étaient arrivés à dire que sans une révolution préalable dans les colonies, la révolution dans le monde capitaliste était pratiquement impossible. Finalement les Thèses et Thèses supplémentaires précisées et amendées en commission furent adoptées par le Congrès. Elles définissaient en grandes lignes mais de manière non équivoque, les positions communistes dans la question des luttes dans les pays colonisés ou retardataires sur la base des principes suivants: indépendance de classe du prolétariat et soutien du prolétariat des pays impérialistes à la lutte révolutionnaire des masses de ces pays (5). Nous donnons en annexe une traduction entièrement revue des Thèses supplémentaires.

Par la suite Roy occupa des postes de premier plan dans le travail de l'Internationale en direction des pays d'Orient et plus particulièrement de l'Inde. A plusieurs reprises il s'éleva contre le désintéret des partis communistes occidentaux vis-à-vis de la lutte anticoloniale; au Ve Congrès il fut accusé de «nihilisme national» et de «luxemburgisme» par l'exécutif parce qu'il critiquait le soutien trop prononcé au mouvement national bourgeois. Cela n'empêche pas que, selon ses propres dires, il se rangeait politique-

ment parmi les «jeunes staliniens».

Nous n'avons pas la possibilité dans le cadre de cette note de lecture de faire l'analyse des orientations confusionnistes de l'Internationale, en direction de l'Inde et d'ailleurs, défendues par Roy, sous le signe de la perspective de création de partis «ouvriers-paysans» ou «populaires-révolutionnaires»: c'était l'expression même du renoncement à l'organisation indépendante de classe du prolétariat à laquelle celui-ci avait appelé au IIe Congrès.

Rien d'étonnant donc que lors des luttes dans le parti russe et l'Internationale sur la question chinoise, Roy, qui faisait partie depuis 1923 de la direction de l'Internationale Communiste, soutint la position officielle farouchement opposée à ce que le PC Chinois rompe avec le parti bourgeois du Kuomintang.

Il fut envoyé comme émissaire de l'Internationale en Chine en 1927 et après la défaite, inévitable étant donné la ligne de soumission à la bourgeoisie qu'imposait l'Internationale, il servit de bouc-émissaire; au XVIe Congrès du parti russe il fut dénoncé pour avoir défendu l'alliance avec la bourgeoisie nationale, comme si ce n'était pas jusque là la politique officielle!

Après avoir réussi à quitter l'URSS pour cause de maladie, Roy milita en Allemagne dans les rangs de l'«opposition de droite» dirigée par Brandler. En 1930 il partit clandestinement en Inde; arrêté en 1931 il fut condamné à 6 ans de prison et relâché à la fin de 1936. Dès sa libération il adhéra au parti du Congrès, le Kuomintang indien, affirmant que le seul but était pour lui la lutte pour l'indépendance, les objectifs sociaux devant être mis de côté jusqu'à l'obtention de l'indépendance.

Lors de l'éclatement de la guerre mondiale, Roy et ses partisans appelèrent à soutenir inconditionnellement la Grande-Bretagne dans le conflit: c'est la lutte pour l'indépendance qui devait maintenant être mise de côté jusqu'à la fin de la guerre. Roy et ses partisans furent alors expulsés du parti du Congrès. Gandhi et les autres dirigeants du parti dénonçaient le soutien au colonisateur en guerre comme une trahison de la lutte indépendantiste: les positions respectives prises lors de la première guerre mondiale par Gandhi et Roy étaient ainsi complètement inversées!

Acceptant le financement des auto-

rités britanniques pour faire vivre son petit mouvement, Roy tenta, sans doute sur leur conseil, de créer un mouvement syndical pro-guerre en scissionnant les syndicats existants. Le nationaliste révolutionnaire qui s'était embarqué en 1915 dans un tour du monde à la recherche d'argent et armes pour déclencher l'insurrection contre la domination des colonialistes anglais, finissait dans la peau du vendu à ces mêmes colonialistes! Entre temps il était passé de la lutte pour la révolution communiste mondiale à la défense de la théorie du socialisme dans un seul pays.

Les lois de l'histoire sont implacables et les individus en eux-mêmes

(1) Il ne nous semble pas utile de dire grand chose des thèses particulières de Michel Naumann. Antimarxiste (il se réfère au PSU - un petit parti de gauche dirigé par Rocard, qui fusionna avec le PS de Mitterrand), parsemant son texte de références pseudo-philosophiques obscures, il fait grand cas du «dépassement» du marxisme ouvertement revendiqué par Roy après 1945: en réalité celui-ci avait déjà renié le marxisme en pratique depuis bien longtemps. D'autre part Naumann ne semble pas s'être rendu compte que Roy exécutait la politique de l'Internationale et non sa politique propre...

(2) Lorsqu'il fut envoyé en Chine,

ne pèsent rien par rapport aux forces sociales qui s'affrontent sur la scène historique. Lorsque celui-ci fut exclu de l'Internationale, Trotsky écrivit de Roy qu'il n'était que «le digne disciple de Staline» (6). Il serait plus juste de dire que Roy comme Staline n'étaient que l'instrument des forces politiques et sociales anti-prolétariennes auxquelles ils s'étaient soumis.

La contre-révolution se fraye un chemin non seulement en massacrant les révolutionnaires, mais aussi et surtout en transformant en ses agents ceux qui n'ont pas la force de défendre envers et contre tout les positions programmatiques et politiques correctes de la classe exploitée.

il y retrouva Borodine qui était conseiller auprès des militaires nationalistes. Roy reprocha à Borodine d'interdire au PC Chinois toute action qui pourrait porter atteinte aux intérêts des militaires et des bourgeois.

(3) cf «M. N. Roy Memoirs», Bombay 1964, p. 270.

(4) cf «Selected Works of M. N. Roy», New Dehli 1987, vol. 1, pp. 160-164.

(6) Voir «Le Deuxième Congrès de l'I.C.: un sommet et une croisée des chemins», *Programme Communiste* n°60.

(5) cf «Staline et Roy», septembre 1930, *Writings of Leon Trotsky* (1930), Pathfinder 1975.

A propos de Riazanov Précisions

Un lecteur russe nous signale une erreur dans notre Note de lecture sur Riazanov (*Programme Communiste* n°99).

Sur la foi des affirmations du présentateur de l'ouvrage «D. B. Riazanov: Marx and Anglo-Russian Relations and other writings», nous avions écrit que la dernière des éditions des Oeuvres de Marx et Engels en russe avait sauté le volume 15 pour ne pas avoir à publier le texte de Marx «Révélations de l'Histoire diplomatique du dix-huitième siècle» jugé trop anti-russe, ce volume n'ayant finalement vu le jour qu'à l'époque de la péréstroïka.

Notre lecteur nous indique que le volume 15 avait bien été publié dans

l'ordre normal, mais sans contenir le texte incriminé.

Celui-ci ne fut effectivement publié en russe que plus tard, sous la péréstroïka, dans la revue «Voprosy Istorii» (*Questions d'Histoire*).

* * *

Signalons également que l'auteur de la brochure «David Riazanov, marxiste et communiste», ulcéré par notre critique où il voit une «démolition pure et simple» pour le «réduire au silence», nous accuse dans un article de divers maux: stupidité de la critique, imbécillité, fétichisme, désinvolture historique et bibliographique, lénino-bordiguisme, sympathie avec le trotskysme, etc., etc.

Les lecteurs intéressés par ce genre de prose peuvent se reporter à «Présence Marxiste» n°65 (mai 2008) disponible en écrivant à: Robert Camoin, Monteipdon, 63440 Saint-Pardoux.

«el programa comunista»

N° 48, Enero de 2009

EN ESTE NÚMERO

- El Partido de clase del proletariado frente a la actual crisis económica del capitalismo mundial
- Estado de «guerra permanente» y lucha de clase revolucionaria
- El Centralismo Orgánico
- China: particularidad de su evolución histórica
- Siguiendo el hilo del tiempo: Homicidio de los muertos
- Pese a sus crisis: ¡El capitalismo no se derrumbará sino bajo los golpes de la lucha proletaria!
- Israel masaca a los palestinos por cuenta propia y por cuenta de las potencias imperialistas mundiales

Precio del ejemplar: Europa: 3 €; 2 £; 8 FS; 25 Krs; América latina: US\$ 1,5; Canadá y USA: US\$ 3

NÚMERO 48

Enero de 2009

el programa comunista

ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

EN ESTE NÚMERO

• El Partido de clase del proletariado frente a la actual crisis económica del capitalismo mundial	1
• Estado de «guerra permanente» y lucha de clase revolucionaria	11
• El Centralismo Orgánico	21
• China: particularidad de su evolución histórica	42
• Siguiendo el hilo del tiempo: Homicidio de los muertos	59
• Pese a sus crisis: ¡El capitalismo no se derrumbará sino bajo los golpes de la lucha proletaria!	57
• Israel masaca a los palestinos por cuenta propia y por cuenta de las potencias imperialistas mundiales	61

LO QUE DISTINGUE A NUESTRO PARTIDO: la línea que va de Marx-Engels a Lenin, a la fundación de la Internacional Comunista, y del Partido Comunista de Rusia, la lucha de clase de la República Comunista contra la degeneración de la Internacional, contra la lucha del oportunismo en un solo país y la contra-revolución estalinista, el rechazo de las Tesis Populares y de las Tesis Orientales de la Internacional, la lucha contra el principio y la práctica dogmática, contra el internacionalismo y el ultrainternacionalismo político y sindicalista, contra toda forma de oportunismo y nacionalismo; la clara línea de continuación de la doctrina marxista y del programa revolucionario por medio de «el partido de clase» — un partido que no tiene objeto y su lucha continúa de resistencia al capitalismo y a la opresión burguesa. En sus políticas generales y electorales, contra toda forma de oportunismo, por lo común, con excepción de casos excepcionales, al servicio de la línea de la proletaria, por ejemplo: con el fin de lograr la independencia económica, el apoyo a los esfuerzos de organización de la lucha del proletariado, sobre el terreno del socialismo económico, en la perspectiva de la restauración a gran escala de la lucha de clase, del internacionalismo proletario y de la lucha revolucionaria antirperialista.

Precio del ejemplar: Europa: 3 €, 2 £, 8 FS; 25 Krs; América latina: US\$ 1,5; Canadá y USA: US\$ 3

Suplemento N° 8
de Abril de 2009

— VENEZUELA —
al N. 48 de

«el programa comunista»

En este suplemento:

- Nacionalización de Sidor y «control obrero»
- ¡La anarquía del transporte, la construcción y la basura en Caracas, es la anarquía propia de la producción capitalista!
- La enmienda constitucional. La abstención en este referéndum ha sido el gran enemigo para chavistas y anti-chavistas

Precio: Europa: 1€. América del Norte: US \$ 1. América Latina: US \$ 0,5

Thèses supplémentaires sur la question nationale et coloniale

adoptées au Second Congrès de l'Internationale Communiste (juillet 1920)

*Le texte officiel des Thèses du Second Congrès a été publié en allemand à Hambourg en 1921 avant d'être ensuite traduit de l'allemand dans les autres langues (y compris russe). Or cette version allemande reprise internationalement est gravement fautive en ce qui concerne les **Thèses supplémentaires sur la question nationale**: outre quelques erreurs de traduction, il y manque une bonne partie des amendements discutés et votés en commission! Proposées par Roy, ces thèses avaient été écrites en anglais; il en fut de même pour le texte final rédigé après le travail de la commission: peut-être est-ce là une des raisons de la confusion, l'anglais étant alors peu pratiqué parmi les militants révolutionnaires (le russe et l'allemand étaient les deux langues officielles de fait dans l'Internationale) (1)?*

En tout cas, ce n'est qu'en 1934 que fut publiée à Moscou en russe une version corrigée du texte. Mais malgré cela, la version erronée de Hambourg a continué dans les décennies suivantes à être utilisée pour les publications dans la plupart des différentes langues: c'est le cas par exemple du recueil anglais des textes du IIe Congrès («The Second Congress of the Communist International», New Park Publications, Londres 1977) ou de celui italien (A. Agosti, «La Terza Internazionale. Storia documentaria», Editori Riuniti, Rome 1974).

En français, si une version correcte a été publiée dans le recueil de Carrère d'Encausse et Schram, «Le Marxisme et l'Asie. 1853-1964» (Armand Colin, Paris 1964),

l'ouvrage qui est aujourd'hui le seul disponible est «Manifestes, Thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste». Il s'agit d'une réédition en fac-similé d'un ouvrage de 1934 de la Librairie du Travail. Pour ce qui est du IIe Congrès, celui-ci reprenait telles quelles les traductions publiées en octobre 1920 par le «Bulletin Communiste», «Organe du comité de la IIIe Internationale» (2). Les éditeurs de cet ouvrage signalaient que beaucoup de traductions faites à l'époque, étaient défectueuses, mais que, pressés par le temps, ils les publiaient quand même. Cette brochure a été rééditée à plusieurs reprises depuis 1971 (première réédition Maspéro), sans que personne ne prenne le temps de corriger ces traductions... Pour donner un exemple significatif de limites de cet ouvrage, on peut signaler que l'une des thèses du IIe Congrès, celle sur les Soviets, a été carrément oubliée! En ce qui concerne sa version des Thèses supplémentaires..., elle comporte la plupart des amendements mais elle fourmille d'erreurs qui lui sont propres (comme le fait d'affirmer qu'une classe prolétarienne n'a pas pu surgir dans les colonies, là où le texte original affirme qu'elle n'a surgi que récemment). Nous avons mis en italique un amendement qu'elle ne contient pas, mais qui se trouve dans la version russe de 1934.

Nous avons choisi de traduire la version anglaise publiée dans les Oeuvres choisies de Roy (3), qui corrige quelques petites erreurs de la version de Carrère d'Encausse.

1. Déterminer de façon plus précise les relations de l'Internationale Communiste avec les mouvements révolutionnaires des pays dominés par l'impérialisme capitaliste, comme par exemple, la Chine, l'Inde, etc., est l'une des questions les plus importantes qui se posent au deuxième Congrès de la Troisième Internationale. L'histoire de la Révolution Mondiale en est arrivée au point où une compréhension correcte de ces relations est indispensable. La grande Guerre Européenne et ses conséquences ont clairement montré que les masses des pays dominés non européens sont indissolublement liées au mouvement prolétarien en Europe, en conséquence de la centralisation du capitalisme mondial (par exemple, l'envoi pendant la guerre de troupes coloniales et d'énormes armées de travailleurs aux fronts, etc.).

2. L'une des principales sources dont le capitalisme européen tire sa force se trouve dans les possessions

et dépendances coloniales.

Sans le contrôle du vaste marché et du large champ d'exploitation des colonies, les puissances capitalistes d'Europe ne pourraient se maintenir, même pour une courte période. L'Angleterre, bastion de l'impérialisme, souffre de surproduction depuis plus d'un siècle. Sans les vastes possessions coloniales acquises pour l'écoulement de ses productions en surplus et comme source de matières premières pour ses industries sans cesse croissantes, le système capitaliste se serait écroulé sous son propre poids depuis longtemps. C'est en réduisant en esclavage les centaines de millions d'habitants d'Afrique et d'Asie que l'impérialisme anglais a jusqu'ici réussi à maintenir le prolétariat britannique sous la domination de la bourgeoisie.

3. Les surprofits obtenus dans les colonies sont le soutien du capitalisme moderne, et tant que ce dernier ne sera pas privé de cette source de

surprofit, il ne sera pas facile pour la classe ouvrière européenne de renverser l'ordre capitaliste. Grâce à la possibilité d'une exploitation intensive et extensive du travail humain et des ressources naturelles des colonies, les nations capitalistes d'Europe s'efforcent non sans succès de se relever de leur banqueroute actuelle. Par l'exploitation des masses des colonies, l'impérialisme européen est en mesure d'accorder concession sur concession à son aristocratie ouvrière. Alors que l'impérialisme européen cherche d'un côté à abaisser le niveau de vie de son prolétariat par la concurrence avec les produits des travailleurs sous-payés des pays dominés, d'un autre côté il n'hésitera pas à aller jusqu'à sacrifier toute la plus-value de son propre pays, aussi longtemps qu'il pourra continuer à obtenir d'énormes surprofits dans les colonies.

4. La destruction de l'empire colonial en même temps que la révolution

prolétarienne, renversera le système capitaliste en Europe. L'Internationale Communiste doit par conséquent élargir son domaine d'activité. Elle doit nouer des liens avec les forces révolutionnaires qui oeuvrent au renversement de l'impérialisme dans les pays économiquement et politiquement dominés. Ces deux forces doivent être coordonnées pour que la victoire finale de la révolution mondiale soit garantie.

5. L'Internationale Communiste représente la volonté concentrée du prolétariat révolutionnaire mondial. Sa mission est l'organisation de la classe ouvrière du monde entier pour la renversement de l'ordre capitaliste et l'instauration du communisme. La Troisième Internationale est un organe de combat qui doit assumer la tâche de regrouper les forces révolutionnaires de tous les pays du monde.

Dominée comme elle l'était par un groupe de politiciens et imprégnée de culture bourgeoise, la Deuxième Internationale n'a pas compris l'importance de la question coloniale. Pour eux le monde en dehors de l'Europe n'existait pas. Ils ne pouvaient pas voir la nécessité de coordonner les mouvements révolutionnaires en Europe avec ceux des pays non-européens. Au lieu de fournir une aide morale et matérielle aux mouvements révolutionnaires des colonies, les membres de la Deuxième Internationale devinrent eux-mêmes impérialistes.

6. L'impérialisme étranger imposé aux peuples d'Orient, les a empêché de se développer socialement et économiquement de pair avec leurs camarades d'Europe et d'Amérique. A cause de la politique impérialiste d'empêcher le développement industriel dans les colonies, une classe prolétarienne, au sens strict du mot, n'a pu y apparaître que récemment. L'industrie artisanale indigène a été détruite pour laisser la place aux produits de l'industrie centralisée des pays impérialistes et en conséquence la majorité de la population a été poussée à retourner à la terre pour produire des céréales, du fourrage et des matières premières pour l'exportation vers les pays étrangers. D'autre part, il s'en est suivi une rapide concentration de la terre entre les mains de grands propriétaires, de capitalistes financiers et de l'Etat, créant ainsi une énorme paysannerie sans-terre. La plus grosse partie de la population a été maintenue dans un état d'analphabétisme. Le résultat de cette politique est que le sentiments de ré-

volte, toujours latents dans tout peuple opprimé, ne s'est exprimé qu'à travers de la petite classe moyenne cultivée.

La domination étrangère a bloqué le libre développement des forces sociales; c'est pourquoi son renversement est le premier pas vers une révolution dans les colonies. Aider à renverser la domination étrangère n'est donc pas soutenir les aspirations nationalistes de la bourgeoisie indigène, mais ouvrir la voie au prolétariat qui y est étouffé.

7. On trouve dans les pays dominés deux mouvements distincts qui chaque jour se séparent davantage l'un de l'autre. Le premier est celui du mouvement national démocratique bourgeois, avec un programme d'indépendance politique sous le système bourgeois; l'autre est celui de l'action de masse des ouvriers et des paysans pauvres et ignorants pour leur libération de toute forme d'exploitation. Le premier aspire à contrôler le second, et il y arrive souvent dans une certaine mesure. Mais l'Internationale Communiste et les partis adhérents doivent lutter contre ce contrôle et aider au développement de la conscience de classe parmi les masses laborieuses des colonies. *Pour le renversement du capitalisme étranger, premier pas vers la révolution dans les colonies, la coopération des éléments nationalistes révolutionnaires bourgeois est utile.*

Mais la tâche nécessaire et primordiale est la formation de Partis Communistes qui organiseront les paysans et les ouvriers pour les conduire vers la révolution et l'établissement de Républiques Soviétiques. De cette façon, les masses des pays arriérés pourront arriver au communisme non pas à travers le développement capitaliste, mais guidées par le prolétariat des pays capitalistes avancés possédant une conscience de classe.

8. Les forces réelles du mouvement de libération dans les colonies ne sont désormais plus limitées au cercle étroit des nationalistes démocrates bourgeois. Dans la plupart des colonies, il y a déjà des partis révolutionnaires organisés qui s'efforcent d'être en liaison étroite avec les masses laborieuses. La liaison de l'Internationale Communiste avec le mouvement révolutionnaire dans les colonies devrait se réaliser par l'intermédiaire de ces partis ou groupes, car ils constituent l'avant-garde de la classe ouvrière dans leurs pays respectifs. Ils ne

sont pas très grands aujourd'hui, mais ils reflètent les aspirations des masses, et celles-ci les suivront vers la révolution. Les Partis Communistes des différents pays impérialistes doivent travailler en coopération avec ces partis prolétariens des colonies, et fournir par leur intermédiaire un soutien moral et matériel aux mouvements révolutionnaires en général.

9. Dans sa première phase, la révolution dans les colonies ne sera pas une révolution communiste. Mais si dès le départ la direction est entre les mains de l'avant-garde communiste, les masses révolutionnaires ne seront pas égarées, mais pourront aller de l'avant à travers les périodes ultérieures de développement de l'expérience révolutionnaire. En effet dans beaucoup de pays d'Orient, il serait extrêmement dangereux d'essayer de résoudre le problème agraire selon des principes purement communistes. Dans ses premières phases la révolution dans les colonies doit être menée selon un programme comprenant beaucoup de réformes petites-bourgeoises, comme la répartition des terres, etc.

Mais cela ne signifie pas du tout que la direction de la révolution doit être abandonnée aux démocrates bourgeois. Au contraire, les partis prolétariens doivent mener une propagande vigoureuse et systématique de la perspective des soviets, et organiser des soviets d'ouvriers et de paysans dès que c'est possible. Ces soviets travailleront en coopération avec les républiques soviétiques des pays capitalistes avancés pour le renversement final de l'ordre capitaliste dans le monde entier.

(1) cf «Bulletin Communiste» n° 38-39, 28/10/1920. Le Parti Communiste Français n'existant pas encore, le «Comité de la Troisième Internationale» regroupait ceux qui militaient au sein du Parti Socialiste ou en dehors de lui en faveur de sa constitution et en faveur de l'adhésion à l'Internationale Communiste.

(2) cf E. H Carr, «The Bolshevik Revolution» (Londres 1993), vol. III, p252.

(3) cf «Selected Works of M. N. Roy» (Oxford University Press, New Delhi 1987). Vol. I, p. 174, 175, 176. Sice texte est la reproduction de l'édition russe de 1934, l'ouvrage contient la version originale soumise à la discussion par Roy.

« programme communiste » (Revue théorique du parti communiste international) Sommaire des numéros parus

No 1 (octobre-décembre 1957)

Présentation de la revue / Les fondements du communisme révolutionnaire / Les grands tournants du capitalisme russe / En mémoire d'Ottorino Perrone.

No 2 (janvier-mars 1958)

La paix des spoutnicks / Le marxisme devant la Russie / Physionomie sociale des révolutions coloniales / L'unité syndicale et politique de classe / Triviale résurrection de l'illuminisme / L'Est européen dans la perspective révolutionnaire / Eléments de l'économie marxiste.

No 3 (avril-juin 1958)

En marge de notre appel / Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste / A propos de Marcel Cachin / Eléments de l'économie marxiste (2) / Le principe démocratique.

No 4 (juillet-sept. 1958)

L'enfant légitime de la démocratie / Les causes historiques du séparatisme arabe / La question nationale: un premier bilan / La tactique du Komintern de 1926 à 1940 (1) / Chronique syndicale: réponses à certains confusionnistes / «L'expérience polonaise» des conseils ouvriers / La récession américaine annonce-t-elle un nouveau 1929? / Eléments de l'économie marxiste (3).

No 5 (octobre-décembre 1958)

Le capitalisme français au tournant / La question algérienne / Le rôle du parti dans la révolution russe (1) / Eléments de l'économie marxiste (4) / Notes d'actualité.

No 6 (janvier-mars 1959)

Editorial / La déchéance du parlementarisme / A propos de la polémique russo-yougoslave / Le rôle du parti dans la révolution russe (2) / Notes d'actualités.

No 7 (avril-juin 1959)

Edito / Droit au travail? pouvoir sur le capital! / Particularités de l'évolution historique chinoise / Le rôle du parti dans la révolution russe (3) / Eléments de l'économie marxiste (5) / Notes d'actualités: - Aspects de la révolution africaine - Sidéurgie, pétrole et sous-développement - le communisme, l'URSS et la faim - le Congo belge entre dans le front anti-impérialiste / Notes de lecture. Vieux marx... jeune Afrique

No 8 (juillet- septembre 1959)

Dialogue avec Staline / Le «communisme» russe et nous

No 9 (octobre-décembre 1959)

Edito / Qui fait les frais de la grandeur nationale? / Remarques sur la question nationale / Le rôle du parti dans la révolution russe (4) / Sur la méthode dialectique / Notes d'actualités.

No 10 (janvier-mars 1960)

Edito / Antagonisme dans les rapports de classe en Russie (1) / Formulaire économique / Le rôle du parti dans la révolution russe (5) / La longue impasse algérienne / Notes d'actualités

No 11 (avril-juin 1960)

Edito / Paix sociale et guerre impéria-

liste / Le communisme et les partis algériens (1) / Antagonismes dans les rapports de classe en Russie (2) / Les 3 phases du capitalisme / Notes d'actualités

No 12 (juillet-septembre 1960)

Edito / Lénine sur le chemin de la révolution / Les staliniens et la religion / Le communisme et les partis algériens (2) / Notes d'actualité / Notes de lecture.

No 13 (octobre-décembre 1960)

L'Afrique devant l'ONU / La vocation politique du pacifisme anticolonialiste / Le communisme et les partis algériens (3) / La dissolution de la morale bourgeoise est l'oeuvre du capitalisme / Cours historique du mouvement prolétarien: Guerres et crises opportunistes / Notes d'actualité / Notes de lecture.

No 14 (janvier-mars 1961)

L'équivoque / Bien creusé, vieille taupe! / Désarmement de l'impérialisme ou désarmement du prolétariat? / Le parti prolétarien et communiste et les mouvements nationaux et démocratiques / Notes d'actualité / Notes de lectures.

No 15 (avril-juin 1961)

Retour à la légalité, victoire du capital (Belgique) / Mouvements revendicatifs et socialisme / Le marxisme contre l'utopie / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (1) / Bases et perspectives économico-sociales du conflit algérien / Notes d'actualité.

No 16 (juin-septembre 1961)

Victoire et misère de l'opportunisme / A bas le programme de l'opportunisme / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (2) / Notes d'actualité.

No 17 (octobre-décembre 1961)

Tous fils: de la Sainte Eglise, de la Propriété et du Capital / Quand nos «communistes» défendent la petite propriété / La société communiste / La tactique du parti communiste (Thèses de Rome) / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (3) / Notes d'actualité

No 18 (janvier-mars 1962)

«C'est généreux la France» / Au XXII^e congrès les fossoyeurs du communisme avouent / Tous contre les monopoles / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (4) / Notes d'actualité.

No 19 (avril-juin 1962)

La Paix? / La galère / Fascisme et démocratie / Marché commun et «Europe unie» / Le néo-capitalisme n'a rien de neuf / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (5) / Notes d'actualité.

No 20 (juillet-septembre 1962)

Proletariat et expansion / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (6) / La révolution algérienne est-elle une révolution? (1) / Révolution et contre-révolution en Chine / A propos de l'Europe unie / Notes d'actualité.

No 21 (octobre-décembre 1962)

Il n'y aura pas de désarmement / La révolution algérienne est-elle une révolution? (2) / Le développement historique de

la production capitaliste / Notes d'actualité.

No 22 (janvier-mars 1963)

Kennedy est grand et Kroutchev est son prophète / Petits contre gros / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (1) / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (7) / Notes d'actualité.

No 23 (avril-juin 1963)

La grève des mineurs / Le principe démocratique / Dictature prolétarienne et parti de classe / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (8) / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (2) / Syndicalisme révolutionnaire ou vulgaires réformistes?

No 24 (juillet-septembre 1963)

La grande idylle Kremlin-Vatican / Thorez invoque Lénine et imite Kautsky / La planification démocratique / «Compétition pacifique» et pays sous-développés / Gaspillage capitaliste et communisme / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (3) / Notes d'actualité / Nos tracts.

No 25 (octobre-décembre 1963)

Communistes des temps meilleurs / Bases pour l'adhésion au Parti communiste internationaliste (programme communiste) / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (4) / Notes de lecture / Notes d'actualité.

No 26 (janvier-mars 1964)

Mort au service du capital / «La Chine fara' da se» / La légende du Piave / Invariance de l'opportunisme / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (5) / Notes d'actualité.

No 27 (avril-juin 1964)

Le marxisme n'est pas à vendre / Le mouvement social en Chine (1) / Textes du marxisme révolutionnaire: Eléments d'orientation marxiste (1) / Invariance de l'opportunisme (2).

No 28 (juillet-septembre)

La croissance économique, pourquoi faire? / Le mouvement social en Chine (2) / Les leçons de la polémique russo-chinoise (1) / Textes du marxisme révolutionnaire: Parti et classe (2) / Histoire de la gauche communiste (1) / Alfred Rosmer.

No 29 (octobre-décembre 1964)

Un siècle après / Les leçons de la polémique russo-chinoise (2) / Textes du marxisme révolutionnaire: Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (3) / Histoire de la gauche communiste (2) / A propos d'une brochure sur la «naissance du parti communiste français».

No 30 (janvier-mars 1965)

L'inde bourgeois, poudrière de l'Asie / Textes du marxisme révolutionnaire: Parti et action de classe (4) / Le mouvement social en Chine (3) / Les leçons de la polémique russo-chinoise (3).

No 31 (avril-juin 1965)

Bilan de faillite du «socialisme au dé-

tail» / Le mouvement social en Chine (4) / Hegel, Staline et ... les machines à coudre / Organisation et discipline communiste / Histoire de la gauche communiste (3) / Enseignements de la scission de Tours.

No 32 (juillet-septembre 1965)

Textes du marxisme révolutionnaire: Force, violence et dictature dans la lutte de classe (1) / A bas l'anti-impérialisme bourgeois! (Thèses sur la question chinoise) / Histoire de la gauche communiste (4) / Le 35^e congrès de la CGT: les dernières coquetteries de la «vielle dame».

No 33 (octobre-décembre 1965)

La question parlementaire dans l'Internationale communiste / Le mouvement social en Chine (5) / Histoire de la gauche communiste (5).

No 34 (janvier-mars 1966)

Le parti, sa nature, sa fonction, son organisation.

No 35 (avril-juin 1966)

La philosophie du «dialogue» / Le nouveau statut des entreprises d'Etat en Russie (copie de la «Charte du travail» fasciste) / Le mouvement social en Chine (6) / Sur un autre chapitre inédit du «Capital» / Le XXIII^e congrès du P.C. russe.

No 36 (juillet-septembre 1966)

L'Europe, aujourd'hui citadelle du capital, demain base de la Révolution mondiale / La danse des bombes atomiques ne change rien à la vision marxiste de l'impérialisme et de la guerre / Questions de l'impérialisme / Matérialisme ou idéalisme? (A propos de la «Critique de la raison dialectique» de J.-P. Sartre).

No 37 (octobre-décembre 1966)

Wall Street-Moscou, via Turin / Socialisme ou proudhonneries? / L'impérialisme dans la critique marxiste / Le mouvement social en Chine (fin).

No 38 (avril-juin 1967)

L'impérialisme et le Vietnam / Impérialisme et militarisme / Comment ils fêteront le 50^e anniversaire d'Octobre 17 / Thèses de la Gauche au III^e congrès du PC d'Italie (Lyon, 1926) / Vie du parti.

No 39 (juillet-septembre 1967)

Mensonges progressistes et réalité capitaliste / Révolution culturelle: révolution bourgeoise / Les thèses d'avril 1917, programme de la révolution prolétarienne en Russie / Vie du parti / A une lectrice algérienne, partisan de la stratégie anti-impérialiste de «Che» Guevarra / Qu'est-ce que l'internationalisme prolétarien? / Du droit démocratique à l'inconséquence.

No 40-41-42 (octobre 1967-juin 1968)

En marge du cinquantenaire d'Octobre 1917, **BILAND'UNE REVOLUTION.**

No 43-44 (janvier-juin 1969)

Le «parti de la peur» / Le «gauchisme» n'est que l'autre face de l'opportunisme réformiste (A propos du livre de MM. Cohn-Bendit frères: «de gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme») / Théorie marxiste de la monnaie (1) / Marxisme et science bourgeoise / Les conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste.

No 45 (juillet-septembre 1969)

Luttes partielles et lutte générale / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (1) / Théorie marxiste

de la monnaie (2).

No 46 (octobre-décembre 1969)

Parti et organisations de classe dans la tradition de la gauche communiste / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (2) / Economie marxiste (I): La méthode du «Capital».

No 47 (juillet-septembre 1969)

Garaudy ou la révolution pacifique de Don Quichotte / Les derniers exploits du marxisme universitaire (A propos des ouvrages de MM Baran et Sweezy) / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (3) / Bilan de l'automne chaud en Italie.

No 48-49 (avril-septembre 1970)

A bas la démocratie salariale et hiérarchique! Vive le communisme! / L'opportunisme à l'épreuve des luttes / Bilan politique du gauchisme / Impérialisme et sous-développement / Economie marxiste (II): principaux résultats du Livre I du «Capital» / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (4) / Le stalinisme, cet anti-communisme / Amadeo Bordiga: une vie exemplaire au service de la révolution.

No 50 (octobre 1970-mars 1971)

Guerre impérialiste ou révolution mondiale / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (5) / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (1).

No 51-52 (avril-septembre 1971)

La Commune a été grande parce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses partisans ont voulu qu'elle soit / Le premier éveil du prolétariat polonais et ses causes / En Angleterre aussi, le Capital veut faire porter au prolétariat tout le poids de la crise nationale et l'opportunisme l'appuie / Trotsky et la Gauche italienne / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (2).

No 53-54 (octobre 1971-mars 1972)

Textes de la gauche: Invariance historique du marxisme / Fausse ressource de l'activisme / Le parti devant la question syndicale / Marxisme et sous-développement / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (3) / Gorter, Lénine et la Gauche.

No 55 (avril 1972)

Textes de la gauche: Pour mettre les points sur les i / Marxisme et classes moyennes / M. Althusser ou les limites de l'entendement petit-bourgeois / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche sur le chemin de la révolution (4) / A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne

No 56 (juillet 1972)

L'antifascisme démocratique: un mot d'ordre antiprolétarien qui a déjà fait ses preuves / Sur Anton Pannekoek: Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les sectes / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la gauche sur le chemin de la révolution (5).

No 58 (avril 1973)

La tragédie vietnamienne confirme les positions classiques du communisme / Sur «Le hasard et la nécessité»: comment M. Monod terrasse la dialectique / Histoire de

la Gauche communiste: la Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international (6).

No 59 (juin 1973)

Paix universelle ou antagonismes croissants entre Etats / Histoire de la Gauche communiste: le II^e congrès de l'International communiste: un sommet et une croisée des chemins (7).

No 60 (septembre 1973)

Histoire de la Gauche communiste: le II^e congrès de l'International communiste: un sommet et une croisée des chemins (8) / Note de lecture: Sur Paul Mattick: l'idéalisme révolutionnaire du socialisme d'entreprise.

No 61 (décembre 1973)

La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (1) / Cours de l'impérialisme mondial (1) / Note de lecture: les lauriers de la social-démocratie autrichienne.

No 62 (mars 1974)

Crise et révolution / La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (2) / La «pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (1) / La Gauche communiste d'Italie et la résolution de Bâle (1912) sur la riposte prolétarienne à la guerre.

No 63 (juin 1974)

Trajectoire du travaillisme / Leçons des contre-révolutions / La «pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (2) / Les «réformes agraires» des jeunes bourgeois ex-coloniales dans le miroir de la «révolution» tunisienne / Inflation, profits et salaires.

No 64 (octobre 1974)

L'heure des petits-fils de Staline / The historical path of british Labourism / Cours de l'impérialisme mondial (2) / Marx - british Commerce / Marx - Le commerce britannique / Sur le fil du temps: Réformisme et socialisme - Capitalisme et réformes / Les lauriers de la social-démocratie autrichienne: Otto Bauer ou la révolution chez les autres / The International Communist Party. Some publications of the I.C.P.

No 65 (décembre 1974)

A bas l'ancien et le nouveau contrat social. / Party and Class / Frédéric Engels. La question paysanne en France et en Allemagne / Le long du fil de l'histoire: sur les rapports entre le parti communiste et les autres organisations / Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxembourg: 1. La question de l'autodétermination / The conditions of admission to the Communist International Party / Cours de l'impérialisme mondial: les développements de la concentration capitaliste (3).

No 66 (avril 1975)

Encore sur crise et révolution / «Proletarian Dictatorship» and «Socialist Society» in the new chinese Constitution / Stratégie et tactique dans les polémiques Lénine - Rosa Luxembourg: 2. Guerres impérialistes et guerres nationales / Parlamentarism at the second Congress of the Comintern

Editions programme

/ Inde: la révolution verte annonce la couleur / Note de lecture: Gramsci, Bordiga et ... «Lotta Continua» / The International Communist Party - Some Publications of the ICP

No 67 (juillet 1975)

Cours de l'impérialisme mondial (4) / Projet de programme d'action du P.C. d'Italie, 1922 / Portugal: du 25 avril à l'austérité / Mise au point à propos de certains «dépassés du marxisme».

No 68 (octobre 1975)

Le mythe portugais du double pouvoir / Le marxisme et la Russie / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (1): Introduction; Lettre de A. Bordiga à K. Korsch (oct. 1926); La Gauche communiste d'Italie face au débat dans le parti russe / La «relance de la consommation populaire» ou l'«élixir du Dct. Marchais».

No 69-70 (mai 1976)

1926-1976: du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous / La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (2); Le VI exécutif élargi de l'IC: Introduction; intervention de A. Bordiga (février-mars 1926) / En marge du Xè plan quinquennal. Le mythe de la «planification socialiste» en Russie.

No 71 (septembre 1976)

Après les élections italiennes: polarisation ou convergence? / La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne / Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il soviet» (1) / Vérité et mensonges dans la constitution cubaine

No 72 (décembre 1976)

Chine: la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire / Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) (1) / Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il soviet» (2) / Cours de l'impérialisme mondial (5).

No 73 (avril 1977)

Shanghaï, avril 1927: le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme / Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) (2) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (3) / Idole de la «compétitivité», religion du taux de profit.

No 74 (septembre 1977)

La nouvelle constitution soviétique: un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (4) / Gramsci, «L'Ordine nuovo» et «Il Soviet» (3) / Parti révolutionnaire, ou cénacle de «marxologues»?

No 75 (décembre 1977)

L'internationale des flics au travail / Sur le fil du temps: Espace contre ciment / Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine / En mémoire de «Che» Guevarra / Note de lecture: L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.

No 76 (mars 1978)

Sur la voie du parti compact et puissant de demain / L'Afrique, proie des impérialismes (1) / La crise de 1926 dans le PC russe

et l'Internationale (5) / Fastes de la domination impérialiste: la Mauritanie- l'Irlande / Notes de lecture: Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain - Les contorsionnistes du PCF circus.

No 77 (juillet 1978)

L'agression française en Afrique aura son retour de flamme / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (1) / L'Afrique, proie des impérialismes (2) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (6) / Sur la révolution en Amérique latine

No 78 (décembre 1978)

Pathologie de la société bourgeoise - nécessité de la révolution communiste / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise de la lutte de classe (2) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (7) / Cours de l'impérialisme mondial (6) / Parabole du trotskisme dégénéré: la IVè Internationale et la dictature du prolétariat. Les trotskistes et la social-démocratie: de l'entrisme à l'adhésion.

No 79 (avril 1978)

Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte d'émancipation du prolétariat / Sur le fil du temps: Le prolétariat et la guerre: Socialisme et nation - Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire (1) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (8) / L'Afrique, proie des impérialismes (3) / Nouvelles des faux socialismes: A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation - Socialisme ou production individuelle?

No 80 (juillet 1979)

L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste / Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale / Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires / La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient / Les «revendications transitoires» dans la tactique communiste (1) / Sur le fil du temps: Le prolétariat et la guerre: La guerre révolutionnaire prolétarienne - Le roman de la guerre sainte. Etat prolétarien et guerre (2).

No 81 (décembre 1979)

Souviens-toi des deux guerres impérialistes! / Les revendications transitoires dans la tactique communiste (2) / L'Afrique, proie des impérialismes (4) / Le programme des «Fedayin» iraniens, ou les limites du démocratisme / Marcuse, prophète du bon vieux temps

No 82 (avril 1980)

L'Ere des guerres et des révolutions / Le rôle de la nation dans l'histoire / L'Afrique, proie des impérialismes (5) / L'Ulster, dernière colonie anglaise.

No 83 (juillet 1980)

La lutte de classe est plus vivante que jamais! / La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale (projet de Thèses présenté au Vè congrès de l'IC) / Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne et en Amérique latine / La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le «Tiers-Monde» / Note de lecture; Léon Trotsky: terrorisme et communisme - P. Frank manipule l'histoire.

No 84-85 (mars 1981)

La Pologne confirme: besoin de l'orga-

nisation - besoin du parti / Le procès de Blida / Les perspectives de l'après-guerre / Les communistes et les luttes ouvrières («Que faire?» hier et aujourd'hui) / Trotsky, la fraction de gauche du PC d'Italie et les «mots d'ordre démocratiques» / L'extrême-gauche «anti-sioniste» et la question palestinienne / Un mythe usé: le socialisme à l'Est.

No 86 (août 1981)

Mitterrand président / La Pologne, point névralgique de l'impérialisme mondial / Cours de l'impérialisme mondial (7) / Les bases du militantisme communiste / Histoire de la Gauche communiste: le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (1. le PCA) / Les «trotskistes» contre Trotsky.

No 87 (décembre 1981)

La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent à la porte de l'Europe / Les populations immigrées en Grande-Bretagne / Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2. le PCF) / Après l'assassinat de Sadate / A propos de la révolution sandiniste / Dernière minute: l'état de siège en Pologne.

No 88 (mai 1982)

Après la Pologne, où en est la reprise de classe internationale? / La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne / Cronstadt: une tragique nécessité / Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908 / Aperçus de la situation au Brésil.

No 89 (mai 1987)

«Programme communiste» reprend sa publication / Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer / Rapport du centre international à la Réunion Générale de juillet 1982 / La religion: appui ou obstacle à la lutte de classe? (Considérations à propos de la théologie de la libération - prêtres et marxisme - Théologie de la libération - En marge du synode des évêques)

No 90 (septembre 1988)

Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (1) / La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte / Histoire et conditions de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre.

No 91 (juin 1990)

A l'Est: derrière l'omniprésente revendication de la démocratie, mûrit malgré tout la reprise de la lutte prolétarienne de classe / Cours de l'impérialisme mondial (8) / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (2) / Sur le fil du temps; Capitalisme classique et socialisme romantique - L'Ours et son grand roman.

No 92 (novembre 1991)

La guerre du Golfe démontre que les Etats bourgeois sont de plus en plus poussés à résoudre leurs contradictions par la guerre / Le capitalisme soviétique en crise (1) / Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétariens indépendants (1) / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (3).

No 93 (mars 1993)

Marxisme et écolo-socialisme: deux conceptions antagoniques de classes aux intérêts opposés / Histoire de la Gauche Communiste. Vers le Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste / Vers le parti communiste / Le capitalisme soviétique en crise (2) / Points sur la questions de la lutte immédiates et des organismes indépendants (2) / La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunista Internazionalista

No 94 (mai 1995)

Le nouveau désordre mondial. De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale / Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (1) / La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (1) / Le capitalisme soviétique en crise (Fin) / C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire / A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Ricardo Salvador / Sur le fil du temps: La batrachomyomachie

No 95 (mai 1997)

Aux prolétaires d'aujourd'hui, Aux combattants de demain / Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (2) / La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (2) / Sur le fil du temps: Parodie de la praxis / Question kurde: Emancipation populaire ou prolétarienne / Mysticisme florentin / Notes de lecture

No 96 (octobre 1998)

La perspective du communisme trouve dans l'Octobre bolchévique une formidable confirmation. Leçon historique et internationale de la révolution prolétarienne et de la contre-révolution bourgeoise / *Les grandes questions historiques de la révo-*

lution en Russie. La Russie dans l'histoire mondiale, dans la Grande Révolution et dans la société contemporaine / Repli et déclin de la révolution bolchévique / Annexe. Co-rapport de Zinoviev au XIVe Congrès du P.C.R. (décembre 1925) / *Sur le fil du temps:* Danse des fantoches: de la conscience à la culture / La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (fin) / Notes sur les thèses sur les questions d'organisation (1964) / *Les trotskystes et la nature de l'URSS.* La charlatanerie des Spartacistes / Notes de lecture. Parution du quatrième tome de la Storia della Sinistra Comunista

No 97 (mars 2000)

Le rôle contre-révolutionnaire de l'opportunisme / Propriété et capital (1) - Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde contemporain / Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (1) / Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (3) / Annexes à l'«Histoire de la Gauche Communiste» - Les abstentionnistes et la fraction communiste: la valeur de la discipline («Il Comunista» n° 3 - 28/11/1920) - L'opportunisme international («Il Comunista» n° 9 - 9/1/1921) - Les unitaires ne sont pas communistes («Il Comunista» n° 7 - 26/12/1920) / Notes de lecture - «Aufheben» - Marc Laverne et le Courant Communiste International - «(Dis)continuité»

No 98 (mars 2003)

Points de repères marxistes sur l'impérialisme et le terrorisme / Propriété et capital (2) - V La légalité bourgeoise. L'économie capitaliste dans le cadre juridique du droit romain / Histoire de la Gauche Communiste. Les premiers pas du Parti Communiste d'Italie / Annexes à l'«Histoire de la Gauche Communiste»: - La fonction de la Social-

Démocratie en Italie («Il Comunista» n° 3 - 6/2/1921) - La bataille communiste pour le Congrès de la Confédération du travail («Il Comunista» n° 4 - 10/12/1921) - Le problème du pouvoir («Il Comunista» n° 5 - 13/11/1921) - La marche au pouvoir («Il Comunista» n° 6 - 17/12/1921) - L'usage de la violence («Il Comunista» n° 7 - 24/12/1921) / Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (2) / En défense de l'incendiaire du reichstag. - Van der Lubbe. Les fascistes exécutent. Socialistes et centristes applaudissent («Bilan» n° 3 - Janvier 1934) - Pour les funérailles des victimes du «Diana» («Bilan» n° 3 - Janvier 1934) / Note d'actualité: Réforme des allocations de chômage et réduction du temps de travail: les grandes escroqueries de la bourgeoisie européenne / Notes de lecture: - «Marxist» n°5 (2004) - «L'Internationaliste»

No 99 (juin 2006)

L'Unité de l'Europe bourgeoise: une illusion anti-prolétarienne réactionnaire / Ce qui distingue notre parti / Matériaux pour un bilan des crises du parti. En mémoire de Bruno Maffi. La défense des bases programmatiques et politiques de la gauche communiste implique aussi la lutte contre les déviations démocratiques et personnalistes toujours renaissantes / Les variations d'Il Programma Comunista sur la «question nationale» / Propriété et capital (3). Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain. VI. La propriété urbaine. Le capitalisme et la propriété urbaine des immeubles et des terrains / Note sur le problème de la construction en Italie / Thèses relatives aux chapitres I - VI / Notes de lecture: - David Riazanov: Marx et Engels - Robert Camoin: David Riazanov, marxiste et communiste - D.B. Riazanov: Marx and Anglo-Russian Relations and other writings.

**AUX EDITIONS PROGRAMME
(EXTRAITS)**

Pour connaître toutes les publications du parti à une époque ou à une autre de son existence, nous conseillons nos lecteurs de se reporter sur notre site internet www.pcint.org. Dans la page «Catalogue publications», se trouvent les publications dans toutes les langues.

EN FRANCAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

- 1..Communisme et fascisme (Edition 2001) 8€
- 2..Parti et classe 4€
- 3..Les Fondements du communisme révolutionnaire. (Nouvelle édition) 3€
- 4..Eléments d'orientation marxiste épuisé
- 5..«La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme») 2€
- 6..Force, violence, dictature dans la lutte de classe épuisé

- 7..Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) 9€
- 8..Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS) 6€
- 9..Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe) 10€
- 10..Elements de l'économie marxiste 10€
- Brochures « le prolétaire »**
- 11..Auschwitz ou le grand alibi (ré-édition 2004, texte de 1960) 1€
- 16..Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale) (1981) 1€
- 17..De la crise de la société bourgeois à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981) 1,5€
- 18..Vive la lutte des ouvriers polonais! (1982) 1€
- 19..La question parlementaire dans l'Internationale Communiste 2€
- 21..Lénine sur le chemin de la révolution (ré-édition 2004 - Texte de 1924, discours après la mort de Lénine) 1,5€

- 22..Marxisme et science bourgeoise (2002) 1,5€
- 23..Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme (1999) 1,5€
- 24..Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe (ré-édition 2002) 1,5€
- 25..Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne / Italie 1921-1924 (Mai 2001) 1,5€
- 26..A propos de la polémique sur notre texte «Auschwitz ou le grand alibi»: Ce que nous nions et ce que nous affirmons (mai 2001) 1,5€
- 29..Le Courant Communiste International: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe (Déc. 2001) 2€
- 30..Le marxisme et la question palestinienne (août 2004) 4€
- 31..La laïcité, un principe bourgeois (mars 2005) 2€
- 32..La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre (2006) 2€

Il centralismo organico

Sulla linea delle battaglie di classe della Sinistra comunista

(Reprint «il comunista», Sept. 2008, brochure A4, 80 pages, Prix: 3,5 €)

INTRODUZIONE (Extrait)

I testi qui raccolti sono contenuti nelle pubblicazioni di partito, dalla vecchia testata «il programma comunista» all'attuale «il comunista», nelle vecchie riviste come «Prometeo» e «Sul filo del tempo» e nei libri editi dal partito nel corso della sua attività dalla sua costituzione effettiva nel 1952.

Il testo «Il centralismo organico», tema di riunioni interne e pubbliche, è ripreso dal n. 103, Marzo 2007, de «il comunista», senza cambiare nulla. In appendice riprendiamo l'articolo «La struttura organica del Partito è l'altra faccia della sua unità di dottrina e di programma» apparso in due puntate (n. 22/1965 e n.1/1966, de «il programma comunista», che si rifa alle Tesi sull'organizzazione del 1965 e alle polemiche emerse in quel periodo. Si è voluto, poi, aggiungere una serie cospicua di «Estratti» da vari materiali di partito - a partire dal 1921 fino ad oggi - per dimostrare la continuità teorica, programmatica, politica e di prassi che abbiamo sempre difeso, all'interno e all'esterno del partito, in particolare nei suoi periodi di crisi. Nel lavoro di bilancio delle crisi di partito che ci ha sempre caratterizzato, ci ha accompagnato costantemente la preoccupazione di seguire con coerenza ed intransigenza il metodo e la prassi che la Sinistra comunista, e il nostro partito di ieri, hanno sempre rivendicato. E su questa linea ininterrotta ci siamo separati da tutti coloro che di fronte alla crisi esplosiva del 1982-84 hanno preso strade diverse, apparentemente più «dirette» e più comode per dare alla propria attività politica una caratterizzazione da «sinistra comunista», ma in realtà corrotte dall'espeditismo o dall'intellettualismo attendista. (...)

INDICE DEI MATERIALI

○ Introduzione

○ Il centralismo organico

••• La critica alla democrazia, portata fino in fondo, fino alla sua definitiva negazione ••• Lo sviluppo delle società non è lineare, ma procede per forti ascese fino alle rotture degli equilibri nelle fasi rivoluzionarie ••• Nessuna libertà personale di analisi, di critica, di prospettiva ••• Prassi democratica ed espeditismo: sempre a braccetto ••• Le divergenze: come prevenirle e superarle ••• Il lavoro comune nell'attività di partito ••• Coscienza di classe? Solo nel partito

○ Appendice

••• La struttura organica del Partito è l'altra faccia della sua unità di dottrina e di programma

○ Estratti da materiali di partito sulla questione dell'organizzazione interna

••• Partito e classe (1921) ••• Partito e azione di classe (1921) ••• Il principio democratico (1922) ••• Tesi di Roma del Pcd'I (1922) ••• Il pericolo opportunista e l'Internazionale (1925) ••• Tesi di Lione (Tesi della Sinistra - 1926) ••• Forza violenza dittatura nella lotta di classe (1946) ••• Rovesciamento della prassi della teoria marxista (1951) ••• Dittatura proletaria e partito di classe (1951) ••• Tesi caratteristiche del partito (1951) ••• Struttura economica e sociale della Russia d'oggi (1955-57) ••• Dialogato coi Morti (1956) ••• La Russia della gran-

de rivoluzione e nella società contemporanea (1956) ••• Considerazioni sull'organica attività del partito quando la situazione generale è sfavorevole (1965) ••• Tesi di Napoli (1965) ••• Tesi di Milano (1966) ••• Circolare del Centro (21-9-1972) ••• Circolare del Centro (7-4-1976) ••• Il problema organizzativo al III° Congresso dell'I. C. (1981) ••• Necessità del partito centralizzato della rivoluzione comunista (1982) ••• Che cosa significa fare il bilancio della crisi di partito? (1986) ••• Materiali sul bilancio politico delle crisi interne di partito (1995) ••• Apunti sulla questione della formazione del partito dopo la crisi esplosiva 1982-1984 (1998)

il comunista

organo del partito comunista internazionale

Il centralismo organico

Sulla linea delle battaglie di classe della Sinistra comunista

Reprint - Septembre 2008 -

4

« Sulla crisi prolungata della classe proletaria e sulle sue possibilità di ripresa »

(Reprint «il comunista», Nov. 2004, 38 pages, 2€)

- INDICE -

• Introduzione • Sulla crisi prolungata della classe proletaria e sulle sue possibilità di ripresa • La controrivoluzione borghese non si è fermata alla distruzione della prima dittatura proletaria in Russia; doveva trasformare i proletari in schiavi contenti della propria schiavitù • La democrazia è il miglior ambiente per la lotta della classe borghese contro la classe proletaria • La lotta fra le classi non muore mai • Uscire dal baratro • Sono le contraddizioni profonde del capitalismo a spingere i proletari alla lotta di classe

il comunista

organo del partito comunista internazionale

SULLA CRISI PROLUNGATA DELLA CLASSE PROLETARIA E SULLE SUE POSSIBILITÀ DI RIPRESA

Reprint - novembre 2004

1

Pour toute commande
de matériel.

PAIEMENT

Par mandat ou chèque à l'ordre de: **DESSUS (sans autre mention)**. A envoyer à notre adresse de Lyon: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot, 69007 Lyon (France)

FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter)

Avertissement: les textes épuisés ou en voie d'épuisement ne peuvent être fournis qu'en photocopies; nous consulter.

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers

de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

